



3 1761 11632142 3

Statist  
Can

CALL NO.

CA1

BS 220

-79E82

GOVT

**Consumer Income  
and Expenditure  
Division**

**Division du revenu et  
des dépenses  
des consommateurs**

Evaluation of Data on  
Family Assets and Debts,  
1977

Évaluation des données sur  
l'avoir et la dette des  
familles, 1977

①









Statistics  
Canada

Statistique  
Canada

Gouvernement  
du Canada

CAI  
BS 220  
-79E82

**Consumer Income  
and Expenditure  
Division**

**Division du revenu et  
des dépenses  
des consommateurs**

Evaluation of Data on  
Family Assets and Debts,  
1977

Évaluation des données sur  
l'avoir et la dette des  
familles, 1977

①





STATISTICS CANADA

Consumer Income and  
Expenditure Division

STATISTIQUE CANADA

Division du revenu et des  
dépenses des consommateurs

Government  
Publications

CAI  
BS 220  
-79E82

Evaluation of Data on  
Family Assets and Debts,  
1977

Évaluation des données sur  
l'avoir et la dette des  
familles, 1977

①

Published under the  
authority of the  
President of the  
Treasury Board

Publication autorisée par  
le président du Conseil  
du Trésor

Statistics Canada  
should be credited when  
reproducing or quoting  
any part of this  
document

Reproduction ou citation au-  
torisée sous réserve d'in-  
dication de la source:  
Statistiques Canada

© Minister of Supply  
and Services Canada  
1979

© Ministre des Approvision-  
nements et Services Canada  
1979

December 1979  
8-3303-511

Décembre 1979  
8-3303-511

Ottawa

Ottawa





Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116321423>



## INTRODUCTION

This paper presents an evaluation of assets and debts data collected as a supplement to the 1977 Survey of Consumer Finances which sought data on incomes and other socio-demographic characteristics from a sample of households across Canada.(1) In view of the fact that the survey was conducted in May 1977, it sought data on incomes received by households during the calendar year 1976 and data on asset holdings and/or debts owed and/or engagement in business/farm/professional activities as of the time of the survey. This lag between points of time in respect to the reporting of income and of supplementary data does present some problems in interpreting data especially pertaining to business/farm/professional interests. A typical example is that of a respondent reporting engagement in a business or other self-employment activity at the time of the survey but not having any net income from self-employment for the reference year 1976. Indeed, this situation will occur if the respondent had started such an activity between January and May 1977.(2)

The present asset/debt data collected as a supplement to the SCF 1977 is the fifth in a series of such supplements collected with the Survey of Consumer Finances since its inception in 1952. The last such data on assets and debts were collected in May 1970 covering for the first time both farm and non-farm family units; earlier supplements were limited to non-farm families and unattached individuals.

(1) The sample represents all families and individuals in Canada with the exception of the following: (i) residents of the Yukon and Northwest Territories; (ii) members of households located on Indian reserves; and (iii) inmates of institutions such as prisons, penitentiaries, jails, reformatories, mental hospitals, TB hospitals, sanatoriums, orphanages, homes for the aged.

(2) These problems are further described on pp. 54-57.

## INTRODUCTION

Ce document présente une évaluation des données sur l'avoir et la dette recueillies en marge de l'enquête de 1977 sur les finances des consommateurs; celle-ci a cherché à obtenir des renseignements sur le revenu et sur d'autres caractéristiques socio-démographiques auprès d'un échantillon de ménages dans tout le Canada(1). Menée en mai 1977, l'enquête a concerné les revenus reçus par les ménages au cours de l'année civile 1976, tandis qu'elle s'est intéressée à l'avoir et à la dette des ménages, ainsi qu'à leur participation dans une entreprise commerciale, agricole, ou dans l'exercice d'une profession libérale au moment de l'enquête. Ce décalage entre la période visée par les revenus et celle à laquelle se rapportent les données supplémentaires pose certaines difficultés lorsqu'il s'agit d'interpréter les données, en particulier celles qui touchent aux parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels. C'est ainsi qu'un répondant peut avoir fait état de sa participation dans une entreprise commerciale ou de toute autre activité autonome au moment de l'enquête, alors qu'il n'a reçu aucun revenu net d'un emploi autonome pendant la période de référence (1976). Telle serait effectivement la situation d'un répondant qui a entrepris une activité de ce genre entre janvier et mai 1977(2).

L'enquête supplémentaire de 1977 sur l'avoir et la dette est la cinquième d'une série d'enquêtes semblables menées dans le cadre de l'enquête sur les finances des consommateurs depuis ses débuts en 1952. Les derniers renseignements de ce genre ont été recueillis en mai 1970 et englobaient pour la première fois les unités familiales agricoles; les enquêtes supplémentaires antérieures étaient restreintes aux familles non agricoles et aux personnes seules.

(1) L'échantillon représente l'ensemble des familles et des particuliers au Canada, sauf: (i) les résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, (ii) les membres des ménages vivant dans les réserves indiennes et (iii) les pensionnaires d'institutions telles que les prisons, les pénitenciers, les maisons de correction, les hôpitaux pour malades mentaux, les hôpitaux pour tuberculeux, les sanatoriums, les orphelinats et les foyers pour vieillards.

(2) Ces problèmes sont décrits aux pages 54-57.



Thus, the 1977 asset/debt survey covered virtually all private households in Canada. However, this survey used a more extensive questionnaire compared to that used in the 1970 survey. For instance, detailed data on housing were collected under a separate section in order to apportion appropriately the equity component pertaining to property used as principal residence against that pertaining to the portion of property not used as a residence. The latter portion, which is indeed part of a family's wealth or net worth, was treated as investment in other real estate for non-farm family units and as equity in agriculture for farm family units. As regards the personal assets, the 1977 questionnaire explicitly sought, for the first time, data on the amounts held in the Registered Retirement Savings Plans (RRSP), Registered Home Ownership Savings Plans (RHOSP), face value of life insurance policy, its cash surrender value, (3) face value of matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds, and coverage under present/past work related pension plans. On the debt side, the questionnaire sought data on debts outstanding in respect to credit cards issued by banks, institutions other than banks and department stores, etc., rather than seeking data in terms of one lump sum under the heading "Charge accounts and instalment debt" as was done in 1970. Again, the question on "student loans" outstanding was added in 1977 in place of explicitly seeking data on "home improvement loans" as was done in 1970. The "home improvement loans" in the present survey are covered under "other bank loans". Lastly, the business section designed for the 1977 survey aimed at collecting data on equity in business rather than seeking detailed data on assets and liabilities in the 1970 survey.

The preceding paragraph simply highlights the major differences in the questionnaires used in the 1977 and 1970 asset/debt supplements. It must be pointed out, however, that these changes reflect (i) attempts to improve data collection for certain items (e.g., asking more detailed questions on housing), and (ii) changes in the institutional environment (e.g., increased importance of RRSP's). The basic concepts of assets and debts have not been changed and the data for 1977 should be largely comparable with that of 1970. The present paper on the evaluation of the 1977 asset/debt supplement excludes any

C'est ainsi que l'enquête de 1977 sur l'avoir et la dette touchait presque tous les ménages privés au Canada. Par ailleurs, le questionnaire utilisé était beaucoup plus détaillé que celui de 1970. Les questions sur le logement, par exemple, ont formé une section à part, en vue de bien répartir l'avoir relatif à la propriété entre la partie qui sert de résidence principale et celle qui a d'autres fins. Cette dernière part, qui constitue un élément réel du patrimoine familial, a été considérée comme un investissement en autres biens immobiliers pour les unités familiales non agricoles et comme un actif agricole pour les unités familiales agricoles. Au chapitre de l'avoir personnel, on a posé pour la première fois en 1977 des questions directes sur les montants détenus dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REÉR) et dans les régimes enregistrés d'épargne-logement (REÉL), sur la valeur nominale des polices d'assurance-vie et sur leur valeur de rachat(3), sur la valeur nominale des coupons échus non encaissés qui accompagnent les obligations d'épargne du Canada et sur la participation à une caisse de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur. S'agissant de la dette, on a voulu connaître le montant des dettes attribuables aux cartes de crédit émises par les banques, les établissements non bancaires, les grands magasins, etc., plutôt que d'obtenir un chiffre global à la rubrique "Comptes de crédit et financement à tempérament", comme ce fut le cas en 1970. De même, le montant à payer sur les "prêts aux étudiants" a été ajouté en 1977, à la place de la question concernant les "prêts pour amélioration du logement". Ces derniers ont été pris en compte cette fois-ci dans les "autres emprunts bancaires". La dernière section de l'enquête de 1977 avait pour but d'évaluer les parts d'intérêts dans une affaire, alors que l'enquête de 1970 voulait obtenir le détail de l'actif et du passif.

Nous venons de dégager tout simplement les grandes différences qu'accusent les questionnaires supplémentaires sur l'avoir et la dette utilisés en 1977 et en 1970. Il convient toutefois de souligner que ces changements traduisent (i) une volonté d'améliorer la collecte de données sur certains postes (par des questions plus détaillées sur le logement) et (ii) l'évolution du cadre institutionnel (importance accrue des REÉR). Les concepts de base de l'avoir et de la dette n'ayant pas changé, les données de 1977 devraient être comparables en grande partie avec celles de 1970. Notre évaluation ne met aucunement l'enquête supplémentaire de 1977 sur l'avoir et la dette en comparaison avec celle de 1970

(3) In view of the poor quality of data collected on the cash surrender value of life insurance policy, this item is excluded from the definition of total assets as used here.

(3) Étant donné la piètre qualité des données recueillies sur la valeur de rachat d'une police d'assurance-vie, ce poste est exclu de notre définition de l'avoir total.



reference to the comparison in terms of response rates, data quality or comparison and evaluation of aggregates obtained from the 1970 asset/debt supplement. The contents of this paper are absolutely restricted to the evaluation of the 1977 asset/debt supplement.

The organization of the evaluation is as follows:

We first start by identifying the universe relevant for our purpose and then describe the collection and order of processing of supplementary data, followed by the response rate (prior to the imputation of missing data) for each of the four sections, namely (i) Housing, (ii) Personal Assets, (iii) Personal Debts and Money Owed and (iv) Professional, Farm and Business Interests. Following this, we will identify imputable and non-imputable items by section (Appendix A broadly describes the strategies to impute different types of missing data). We then quantify the effect of the imputation performed for each of the four sections. After this, we move on to family data (created on the economic family unit's concept) and look at the aggregates and their comparison with the aggregates available from extraneous sources. We close the paper with an overview of the quality of data collected.

#### TYPE OF UNIVERSE CONSIDERED

For evaluating data on housing, we will consider the concept of a household as each household with any of its members owning the occupied dwelling was supposed to fill in the housing section. Whenever there was a shared ownership, family units involved filled in data in respect to their percentage share of ownership only; the rest of the housing details were then transferred from the primary family's record to the secondary family's record. On the basis of the percentage ownership reported, each family got its share of equity in home which was then used in calculating its net worth holdings.

The evaluation of data on assets, debts and business/farm/professional interests will use individuals aged 15 years and over because each of these sampled individuals was required to answer the labour force questionnaire and income section along with asset, debt and business/farm/professional interest sections.

Finally, the incidences of ownership (or indebtedness) of asset (debt) items and their estimated aggregates were derived on the basis of an economic family unit and

pour ce qui est des taux de réponse, de la qualité des données et des valeurs globales obtenues. Elle porte uniquement sur les résultats de 1977.

Voici comment se structure l'évaluation:

Nous commençons par circonscrire l'univers qui nous intéresse, puis nous décrivons la collecte de données supplémentaires et l'ordre du traitement; après quoi nous donnons le taux de réponse (avant l'imputation des données manquantes) pour chacune des quatre sections, à savoir (i) logement, (ii) avoir personnel, (iii) dette personnelle et emprunts, et (iv) parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels. Nous identifions ensuite, dans chaque section, les postes imputables et ceux qui ne le sont pas (l'annexe I décrit en termes généraux les méthodes suivies pour imputer les différents types de données manquantes). Nous quantifions alors l'importance de l'imputation pour chacune des quatre sections. Passant aux données familiales (créées à partir du concept de l'unité familiale économique), nous examinons les valeurs globales que nous comparons avec celles obtenues de sources extérieures. Une vue d'ensemble de la qualité des données recueillies termine notre exposé.

#### GENRE D'UNIVERS ÉTUDIÉ

Dans le but d'évaluer les données sur le logement, nous retiendrons le concept du ménage, car chaque ménage dont l'un des membres possédait le logement occupé devait remplir la section appropriée. Lorsque le logement appartenait à plusieurs unités familiales, chacune donnait seulement les renseignements relatifs à sa part; les autres renseignements étaient ensuite prélevés sur la fiche de la famille principale et inscrits sur celle de la famille secondaire. On attribuait à chaque famille sa part de la valeur nette du logement en fonction des proportions déclarées, en vue de calculer la valeur du patrimoine familial.

L'évaluation des données sur l'avoir, la dette et les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels fera appel aux particuliers de 15 ans ou plus, parce que chaque individu compris dans l'échantillon était tenu de répondre au questionnaire sur la population active, à la section du revenu, ainsi qu'aux sections sur l'avoir, la dette et les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels.

Enfin, les fréquences relatives aux divers postes de l'avoir et de la dette et celles de leurs valeurs globales estimatives ont été calculées en fonction de l'unité familiale



some of these aggregates were in turn compared with the available institutional aggregates. The concept of an economic family is used for all analytical purposes including the two main forthcoming reports(4) based on these data.

So in a nutshell, we have used all three concepts namely, that of a household, an individual aged 15 years and over and an economic family unit. In the light of the sample selected in May 1977, the sample size splits can be shown as follows:

#### A. Number of Households

(i) total number of dwellings in sample	= 17,066
(ii) number of dwellings vacant	= 1,780
(iii) difference (i) - (ii)	= 15,286
(iv) number of households who could not be contacted or refused to participate	= 1,807
(v) number of households who completed at least labour force information [(iii) - (iv)]	= 13,479

#### B. Number of Individuals

(i) total number of individuals in sample (based on a sample of 13,479 households - see A.(v))	= 42,818
(ii) number of individuals under 15 years of age	= 11,577
(iii) number of individuals aged 15 years and over [(i) - (ii)]	= 31,241

#### C. Number of Family Units

(i) based on 13,479 households who completed labour force information	= 14,203
---	----------

In view of the fact that we have until now excluded all households, individuals or family units who have refused to provide in part or in full income details from the sample prior to final weighting of the data,(5) we have to exclude the number of

économique; certaines de ces valeurs ont été comparées par la suite avec celles qu'on a pu obtenir des institutions. On a fait appel au concept de la famille économique dans toutes les analyses, dont les deux principaux rapports(4) fondés sur ces données.

En résumé, nous avons fait appel aux trois concepts, à savoir le ménage, le particulier âgé de 15 ans ou plus et l'unité familiale économique. Si l'on se rapporte à l'échantillon retenu en mai 1977, il se répartit comme suit:

#### A. Nombre de ménages

(i) nombre total de logements dans l'échantillon	= 17,066
(ii) nombre de logements vacants	= 1,780
(iii) différence (i) - (ii)	= 15,286
(iv) nombre de ménages qui n'ont pu être atteints ou qui ont refusé de collaborer	= 1,807
(v) nombre de ménages qui ont fourni au moins des renseignements sur la population active [(iii) - (iv)]	= 13,479

#### B. Nombre de particuliers

(i) nombre total de particuliers dans l'échantillon (pour un échantillon de 13,479 ménages - voir A.(v))	= 42,818
(ii) nombre de particuliers âgés de moins de 15 ans	= 11,577
(iii) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus [(i) - (ii)]	= 31,241

#### C. Nombre d'unités familiales

(i) pour les 13,479 ménages qui ont fourni des renseignements sur la population active	= 14,203
--	----------

Avant d'attribuer aux données leur pondération définitive(5), nous avons exclu de l'échantillon, jusqu'à maintenant, tous les ménages, tous les particuliers et toutes les unités familiales qui ont refusé de donner en tout ou en partie des renseignements sur le revenu; aussi devons-nous

(4) These are entitled as The Distribution of Income and Wealth in Canada, 1977, Catalogue 13-570, and Incomes, Assets and Indebtedness of Families in Canada, 1977, Catalogue 13-572. The first of these reports is due for release in December 1979.

(5) Once the method to impute missing income data is finalized, this approach to exclude all income non-respondents from the sample may be abandoned.

(4) Ces bulletins s'intitulent La distribution du revenu et de la richesse au Canada, 1977, no 13-570 au catalogue, et Le revenu, l'avoir et l'endettement des familles au Canada, 1977. Le premier de ces rapports doit paraître en décembre 1979.

(5) Une fois que l'on aura arrêté la méthode d'imputation des données manquantes sur le revenu, on pourra abandonner ce procédé visant à exclure de l'échantillon tous les non-répondants aux questions sur le revenu.



households/individuals/family units who were income non-respondents from the above sample sizes in order to have usable control totals:

#### A. Number of Households

(i) number of households who completed labour force information	= 13,479
(ii) number of households who refused to provide, in part or in full, income details	= 1,011
(iii) number of households with income details provided [(i) - (ii)]	= 12,468*

#### B. Number of Individuals

(i) number of individuals aged 15 years and over	= 31,241
(ii) number of individuals aged 15 years and over who refused to provide, in part or in full, income details	= 2,083
(iii) number of individuals aged 15 years and over who provided income details [(i) - (ii)]	= 29,158*

#### C. Number of Family Units

(i) number of family units who completed labour force information	= 14,203
(ii) number of family units who refused to provide, in part or in full, income details	= 1,357
(iii) number of family units who provided income details [(i) - (ii)]	= 12,846
(iv) number of family units with military pay and allowances as major source of income	= 112
(v) number of family units excluding those with military pay and allowances as major source of income [(iii) - (iv)]	= 12,734*
(vi) number of families (2+)	= 9,901*
(vii) number of unattached individuals	= 2,833*

Thus, the control sample sizes for the evaluation of asset/debt supplement are 12,468 households, 29,158 individuals aged 15 years and over, and 12,734 economic

\* Control sample sizes as used in this paper.

retrancher des chiffres mentionnés plus haut le nombre des ménages, des particuliers et des unités familiales qui n'ont pas répondu aux questions sur le revenu, de manière à disposer de totaux de contrôle qui soient utilisables:

#### A. Nombre de ménages

(i) nombre de ménages qui ont fourni des renseignements sur la population active	= 13,479
(ii) nombre de ménages qui ont refusé de donner en tout ou en partie des renseignements sur le revenu	= 1,011
(iii) nombre de ménages qui ont fourni des renseignements sur le revenu [(i) - (ii)]	= 12,468*

#### B. Nombre de particuliers

(i) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus	= 31,241
(ii) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus qui ont refusé de fournir en tout ou en partie des renseignements sur le revenu	= 2,083
(iii) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus qui ont fourni des renseignements sur le revenu [(i) - (ii)]	= 29,158*

#### C. Nombre d'unités familiales

(i) nombre d'unités familiales qui ont fourni des renseignements sur la population active	= 14,203
(ii) nombre d'unités familiales qui ont refusé de fournir en tout ou en partie des renseignements sur le revenu	= 1,357
(iii) nombre d'unités familiales qui ont fourni des renseignements sur le revenu [(i) - (ii)]	= 12,846
(iv) nombre d'unités familiales dont la solde et les indemnités militaires constituent la principale source de revenu	= 112
(v) nombre d'unités familiales, sauf celles dont la solde et les indemnités militaires constituent la principale source de revenu [(iii) - (iv)]	= 12,734*
(vi) nombre de familles (2+)	= 9,901*
(vii) nombre de personnes seules	= 2,833*

L'évaluation de l'enquête supplémentaire sur l'avoir et la dette fait donc appel aux effectifs de contrôle suivants: 12,468 ménages, 29,158 particuliers âgés de 15 ans ou plus et 12,734 unités

\* Effectif de contrôle utilisé dans le présent document.



family units. For those wishing to compare these control totals with those cited in the publication entitled Income Distributions by Size in Canada, 1976, Catalogue 13-207 (annual), it may be mentioned that the published sample size for economic family units is 12,734 compared to 23,399 for individuals aged 15 years and over. The discrepancy in respect to sample counts of individuals can be explained as follows:

#### B. Number of Individuals

(i) number of individuals aged 15 years and over who provided income details	= 29,158
(ii) number of individuals aged 15 years and over who received no money income in 1976	= 5,605
(iii) number of individuals aged 15 years and over who received money income in 1976 [(i) - (ii)]	= 23,553
(iv) number of individuals aged 15 years and over for whom major source of income was military pay and allowances	= 154
(v) number of individuals aged 15 years and over used in publication 13-207 [(iii) - (iv)]	= 23,399

#### COLLECTION OF DATA AND THEIR ORDER OF PROCESSING

As stated earlier, the present asset and debt data were collected as a supplement to the Survey of Consumer Finances conducted in May 1977. The sample for this survey was selected from the Labour Force Survey sampling frame. A detailed description of this survey design, which is a multi-stage stratified clustered probability sample, can be found in Methodology of the Canadian Labour Force Survey, 1976, Catalogue 71-526. The sample represented all families and individuals in Canada with the exceptions cited in footnote (1).

Interviewers listed all persons in the selected household, and asked persons 15 years of age and over questions concerning their labour force activity during the previous week, and work experience during the year. The interviewers then asked these persons for detailed income information for the calendar year 1976 and their asset and debt position at the time of the survey. The housing section, on the other hand, was completed at a household level. During the two-week survey period, data were collected by personal interview with at least one

familiales économiques. Pour ceux qui désirent comparer ces totaux de contrôle avec ceux mentionnés dans la publication annuelle intitulée Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu, 1976, no 13-207 au catalogue, signalons que l'effectif des unités familiales économiques publié est 12,734 et que celui des particuliers âgés de 15 ans ou plus est de 23,399. L'écart accusé par le nombre de particuliers que compte l'échantillon s'explique comme suit:

#### B. Nombre de particuliers

(i) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus qui ont fourni des renseignements sur le revenu	= 29,158
(ii) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus qui n'ont reçu aucun revenu monétaire en 1976	= 5,605
(iii) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus qui ont reçu un revenu monétaire en 1976 [(i) - (ii)]	= 23,553
(iv) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus dont la solde et les indemnités militaires constituent la principale source de revenu	= 154
(v) nombre de particuliers âgés de 15 ans ou plus utilisés dans la publication 13-207 [(iii) - (iv)]	= 23,399

#### COLLECTE DES DONNÉES ET ORDRE DE TRAITEMENT

Comme on l'a dit plus haut, les données sur l'avoir et la dette ont été recueillies en marge de l'enquête sur les finances des consommateurs menée en mai 1977. L'échantillon a été tiré de la base de sondage de l'enquête sur la population active. La publication intitulée Méthodologie de l'enquête sur la population active du Canada, 1976, no 71-526 au catalogue, décrit en détail le plan de sondage, qui repose sur un échantillon aléatoire à grappes, stratifié à plusieurs degrés. L'échantillon représente l'ensemble des familles et des particuliers au Canada, sauf les exceptions mentionnées à la note (1).

Les interviewers ont dénombré tous les membres des ménages choisis et ont posé à ceux de 15 ans ou plus des questions sur leur activité pendant la semaine précédente et sur leurs antécédents de travail durant l'année. Ils leur ont ensuite demandé des renseignements détaillés sur le revenu de l'année civile 1976, ainsi que sur leur avoir et leur dette au moment de l'enquête. Pendant les deux semaines d'enquête, ils ont rendu au moins une visite à tous les ménages de l'échantillon afin de recueillir les données sur place. Même si tous les membres d'une famille âgés de 15 ans ou plus ont fourni des renseignements, ils



visit to the household. Although data were secured for all members of a family 15 years of age and over, not all of them may have been interviewed directly. The enumerators were permitted to accept information for the whole family from the head or a family member most likely to be familiar with the financial affairs of other members.

The processing of all these data was done in the following order: first, the labour force data were processed and edited, independently of income and other supplementary data, according to established Labour Force Survey procedures. The income data were manually pre-edited, loaded onto the computer data base, processed, and then linked with the processed labour force data. After completing this link between income and labour force data, supplementary data on housing, personal assets and debts and business/farm/professional interests were first manually pre-edited and then were processed through a more complex editing system which checked out individual records for consistency and completeness. The final step involved linking of all of the processed supplementary data with the previously linked income and labour force data.

This hierarchical order of data processing dictated that the labour force characteristics were to be fixed prior to the processing of data on sources and amounts of incomes which in turn were to be fixed prior to the processing of supplementary data. One of the consequences of this procedure was that a person with a business/farm/professional activity had not necessarily reported net income from self-employment. It was recognized though that a person may have had a source of income for the calendar year 1976 inconsistent with his/her employment status at the time of the survey, as he/she could have changed employment status from paid worker to self-employed during the first four months of 1977.

#### DEFINITIONS OF RESPONSE CATEGORIES CONSIDERED

A respondent may have responded to each of the sections in the asset/debt supplement except the housing section (as this section was to be completed at a household level) in any one of the following ways:

- (1) by stating that the section is not applicable;

n'ont pas nécessairement tous été interviewés. Les interviewers pouvaient recueillir l'information pour la famille entière auprès du chef ou d'un membre susceptible de connaître la situation financière des autres membres.

L'exploitation des résultats a été faite dans l'ordre suivant. On a d'abord traité et vérifié les données sur la population active, à part des données sur le revenu et des autres données supplémentaires, en conformité des méthodes établies de l'enquête sur la population active. Les données sur le revenu ont fait l'objet d'une première vérification manuelle; elles ont ensuite été chargées dans l'ordinateur, traitées puis couplées avec les résultats de l'enquête sur la population active. Une fois les données sur le revenu et celles sur la population active raccordées, les données supplémentaires sur le logement, l'avoir et la dette des particuliers et sur les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels ont été soumises à un premier contrôle de routine, avant de passer par un système de contrôle plus complexe qui a vérifié la cohérence et l'exhaustivité de chacun des enregistrements. Enfin, on a raccordé toutes les données supplémentaires traitées avec celles sur le revenu et la population active qui avaient été couplées au préalable.

Afin de procéder dans cet ordre au traitement des données, il a fallu définir les caractéristiques de la population active avant d'exploiter les données sur la provenance et le montant des revenus, que l'on devait aussi déterminer avant de procéder au traitement des données supplémentaires. Il en est résulté qu'une personne exerçant une activité commerciale, agricole ou professionnelle n'avait pas nécessairement déclaré un revenu net provenant d'un emploi autonome. Aussi a-t-on admis que la provenance du revenu d'une personne pour l'année civile 1976 pouvait ne pas correspondre avec son statut d'activité au moment de l'enquête; de salarié, cette personne a pu devenir travailleur autonome au cours des quatre premiers mois de 1977.

#### DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE RÉPONSE PRISES EN CONSIDÉRATION

Une personne peut avoir répondu à chacune des sections du questionnaire sur l'avoir et la dette, sauf celle du logement (qui devait être remplie pour le ménage), selon l'une des façons suivantes:

- (1) en indiquant que la section était sans objet;



- (2) by answering all of the relevant questions in a section;
- (3) by failing to answer all questions in a section;
- (4) by answering some questions and failing to answer the remaining in a section;
- (5) by answering some questions and indicating inability to ascertain amounts pertaining to others in a section; and
- (6) by answering some, failing to answer some, and indicating inability to ascertain amounts pertaining to others in a section.

The cell(s) of a questionnaire falling in category (4) was assigned a B whereas that of a questionnaire falling in category (5) was assigned an X. A record falling in category (6) thus contained a mixture of B's and X's. Any record under category (4), (5) or (6) was treated as a case of "partial refusal or non-response" compared to the one under category (3) as a case of "complete refusal or non-response". On the other hand, a record under category (1) or (2) was considered as a case of "complete or full response". To impute the missing data on assets/debts or business interests, we used data of respondents falling under categories (1) and (2). The procedures used to impute the missing assets/debts or business interests data are outlined in Appendix I.

It may be noted that the above mentioned six response categories were also used for classifying the housing data, exception being that in place of an individual, we considered a household as a unit for evaluation. Again, the procedure used to impute the missing housing data is outlined in Appendix I.

#### RESPONSE RATES AFTER EDITING BUT PRIOR TO IMPUTATION

This section describes response rates for each section as obtained after editing of the data but prior to the imputation of missing data on housing, assets, debts and business/farm/professional interests.

##### (a) Housing Section

Text Table I indicates that 89.6% of all the sampled households provided usable data (we can't yet make the statement that they provided data of good quality as we have not yet tested the qualitative aspects of the data supplied) compared to only 2.2% who completely refused to answer the housing section. As regards the magnitude of partial non-response, it is 8.2% of the

- (2) en répondant à toutes les questions pertinentes d'une section;
- (3) en ne répondant à aucune question d'une section;
- (4) en répondant à certaines questions d'une section et en omettant les autres;
- (5) en répondant à certaines questions d'une section et en indiquant l'incapacité de confirmer les montants relatifs aux autres questions; et
- (6) en répondant à certaines questions, en omettant d'autres et en indiquant l'incapacité de confirmer les montants relatifs aux autres questions de la section.

La case d'un questionnaire appartenant à la catégorie (4) recevait un B, tandis que celle d'un questionnaire appartenant à la catégorie (5) recevait un X. Ainsi, un enregistrement de la catégorie (6) renfermait des B et des X. Tout enregistrement de catégorie (4), (5) ou (6) a été considéré comme "une non-réponse ou un refus partiel", alors qu'un enregistrement de catégorie (3) constituait "une non-réponse ou un refus complet". Par ailleurs, un enregistrement de catégorie (1) ou (2) était considéré comme "une réponse complète ou entière". Pour attribuer les données manquantes sur l'avoir et la dette ou sur les intérêts dans une affaire, nous avons fait appel aux données des répondants qui appartenaient aux catégories (1) et (2). Les procédés d'imputation des données manquantes sur l'avoir et la dette ou sur les intérêts dans une affaire sont énoncés dans l'annexe I.

On notera que les six catégories de réponse susmentionnées ont également servi au classement des données sur le logement, sauf que nous avons pris le ménage, au lieu du particulier, comme unité aux fins d'évaluation. Ici encore, la méthode d'imputation des données manquantes sur le logement est décrite dans l'annexe I.

#### TAUX DE RÉPONSE APRÈS LE CONTRÔLE MAIS AVANT L'IMPUTATION

Cette section donne les taux de réponse que l'on a obtenus après avoir contrôlé les données mais avant de procéder à l'imputation des données manquantes sur le logement, l'avoir, la dette et les intérêts dans une affaire commerciale, agricole ou professionnelle.

##### a) Section du logement

Il ressort du tableau explicatif I que 89.6 % de tous les ménages échantillonnés ont fourni des données utilisables (nous ne pouvons pas encore affirmer que les données sont de bonne qualité, car nous n'avons pas encore examiné les aspects qualitatifs des données fournies), alors que 2.2 % seulement des ménages ont entièrement refusé de répondre aux questions sur le logement. La non-réponse partielle représente 8.2 % de

TEXT TABLE I. Response Rates for Housing Section (Total Number of Sampled Households: 12,468)

TABLEAU EXPLICATIF I. Taux de réponse à la section du logement (nombre total de ménages dans l'échantillon: 12,468)

Response category(1)	Number of households	Sample
Catégorie de réponse(1)	Nombre de ménages	Échantillon
		per cent
		pourcentage
Section not applicable(2) - Section sans objet(2)	4,207	33.7
Full details supplied - Renseignements complets	6,974	55.9
Complete refusal - Refus intégral	269	2.2
Partial refusal - Refus partiel:		
B	-	-
X	1,018	8.2
B and X - B et X	-	-
Partial refusal - Total - Refus partiel	1,018	8.2
<u>TOTAL</u>	12,468	100.0

(1) See definitions of response categories on p. 11.

(1) Voir la définition des catégories de réponse à la p. 11.

(2) Refers to households who did not own a dwelling.

(2) Ménages qui n'étaient pas propriétaires d'un logement.

partial non-response, it is 8.2% of the sample. However, when we ignore X's pertaining to non-imputable items (see Text Table III) which are also excluded for all analytical and tabulation purposes (see footnote (27)) we found that the revised number of records with one or more X's fell to 525, i.e., a mere 4.3% of the total sample. So in real terms, we had to impute complete housing data for 22 out of every 1,000 households against 43 requiring only partial imputation of the missing housing data. The final response rate after adjusting for the X's pertaining to non-imputable items is presented in Text Table II.

The final response rate for the housing section is 93.5% rather than 89.6%, which from a statistical point of view, is pretty good.

l'échantillon. Cependant, si nous ne tenons pas compte des X relatifs aux postes non imputables (voir le tableau explicatif III), qui sont également exclus des analyses et des totalisations (voir la note (27)), nous constatons que le nombre révisé d'enregistrements comportant un ou plusieurs X est réduit à 525, soit à 4.3 % seulement de l'échantillon total. En chiffres réels, il a fallu procéder à l'imputation intégrale des données sur le logement pour 22 ménages par 1,000, contre 43 ménages qui ont fait l'objet d'une imputation partielle. Le taux de réponse définitif après élimination des X relatifs aux postes non imputables est présenté dans le tableau explicatif II.

Le taux de réponse définitif aux questions sur le logement devient 93.5 %, au lieu de 89.6 %, ce qui est excellent sur le plan statistique.



TEXT TABLE II. Response Rate After Adjusting for Non-imputable X's (Total Number of Sampled Households: 12,468)

TABLEAU EXPLICATIF II. Taux de réponse rectifié pour tenir compte des X non imputables (nombre total de ménages dans l'échantillon: 12,468)

Response category(1)	Number of households	Sample
Catégorie de réponse(1)	Nombre de ménages	Échantillon
		per cent
		pourcentage
Section not applicable(2) - Section sans objet(2)	4,207	33.7
Full/relevant details supplied - Renseignements complets/utiles	7,467	59.8
Complete refusal - Refus intégral	269	2.2
Partial refusal - Refus partiel:		
B	-	-
X	525	4.3
B and X - B et X	-	-
Partial refusal - Total - Refus partiel	525	4.3
<u>TOTAL</u>	12,468	100.0

(1) See definitions of response categories on p. 11.

(1) Voir la définition des catégories de réponse à la p. 11.

(2) Refers to households who did not own a dwelling.

(2) Ménages qui n'étaient pas propriétaires d'un logement.

What was our main objective in the housing section? It was to estimate equity in a property,(6) a component which accounts for a substantial portion of net worth for a majority of families. To calculate this equity, we needed information on the market value and mortgage debt outstanding (if any) on the property as equity is market value less mortgage debt outstanding. In all, we needed either supplied data or imputed data on the following items in order to calculate equity in a property:

- (a) market value of property;
- (b) whether or not there is a mortgage outstanding;

(6) The term "property" in the housing section refers to a real estate unit, normally a building and land on which it is situated. It includes part of the dwelling and adjoining land or area used for other than residential purposes. In the case of condominiums, each dwelling usually represents a separate real estate unit and all questions apply to only this dwelling and not to the entire condominium complex.

Le but principal de la section du logement? Déterminer la valeur nette de la propriété(6), une composante importante du patrimoine que possède une forte proportion de familles. Pour calculer cette valeur, nous avons besoin de renseignements sur la valeur marchande de la propriété et sur la dette hypothécaire à payer (le cas échéant) étant donné que la valeur nette est la valeur marchande moins la dette hypothécaire à payer. Règle générale, il nous fallait soit des données originales, soit des données imputées sur les postes suivants:

- a) la valeur marchande de la propriété;
- b) l'existence d'une hypothèque à payer;

(6) Le terme "propriété" désigne un immeuble, c'est-à-dire habituellement un immeuble et le terrain sur lequel il est situé. Elle englobe la partie du logement et du terrain avoisinant qui est utilisée à des fins autres que le logement. Dans le cas des condominiums, chaque logement représente habituellement une unité immobilière et tous les postes ne s'appliquent qu'à ce logement et non à l'ensemble de l'immeuble collectif.

if "yes" in (b)

- (c) 1st mortgage outstanding;
- (d) 2nd mortgage outstanding (if any) and the sum of (c) and (d) to indicate total mortgage outstanding. If either (c) or (d) or both were not ascertained, it was assumed that the information on total mortgage outstanding was missing or not ascertained.

Two other items of the housing section relevant to our main objective were (i) percentage share of property owned by a family, and (ii) percentage of property occupied as residence. The former was needed to estimate each home-owning family's equity in a home (especially where the dwelling was shared by two family units) in order to estimate its total net worth holdings whereas the latter was needed to calculate the market value and mortgage outstanding (if any) and hence equity in the home alone. Equity in that portion of property not used as residence was treated as equity in other real estate for non-farm households and as equity in agriculture for farm households.(7)

Text Table III shows the distribution of 1,018 households who provided partial data on the housing items in respect to their relevance to our objective; all relevant items are put under the label "imputable X's" and those not relevant to our main objective under "non-imputable X's". It can be found from this table that we had to impute:

market value of property for 401 records  
 mortgage status of property for 28 records  
 1st mortgage outstanding for 126 records  
 2nd mortgage outstanding for 23 records  
 overlap, 1st and 2nd mortgages outstanding for 9 records  
 ∴ total mortgage outstanding for 140 records (= 126 + 23 - 9)

It may be mentioned here that the housing section also included a set of questions seeking details on the mortgage(s)

(7) Out of 8,261 sampled households owning a dwelling, only 1,141 reported using their property for non-residential purposes (rental, business) in addition to residential purposes and they provided information on the percentage of property used as residence. So the split of values related to property in terms of a home and a non-home portion was carried out for 1,141 households.

si "oui" à la case b)

- c) le montant à payer sur la première hypothèque;
- d) le montant à payer sur la deuxième hypothèque (le cas échéant) et la somme de c) et de d) pour obtenir le montant total de l'hypothèque à payer. Lorsque les chiffres concernant le poste c) ou le poste d) ou les deux ne pouvaient être vérifiés avec exactitude, on a supposé que le renseignement sur le montant total de l'hypothèque à payer manquait ou était incertain.

Les deux autres questions qui nous intéressent au sujet du logement sont (i) la part de la propriété qui appartient à la famille et (ii) la part de la propriété qui sert de domicile. Il nous fallait ce premier renseignement pour déterminer la part que détient une famille propriétaire de son logement (surtout lorsque le logement est partagé par deux unités familiales) en vue d'évaluer son avoir patrimonial total; le second renseignement a servi à calculer la valeur marchande du logement seul et le montant de l'hypothèque à payer (le cas échéant), soit sa valeur nette. La valeur nette de la partie de la propriété qui ne servait pas de domicile a été incorporée aux autres biens immobiliers dans le cas des ménages non agricoles et à l'actif agricole dans celui des ménages agricoles(7).

Le tableau explicatif III donne la ventilation des 1,018 ménages qui ont fourni des données partielles aux questions du logement utiles à notre but principal; tous les renseignements utiles figurent sous la rubrique "X imputables" et les autres sous la rubrique "X non imputables". Il ressort du tableau que nous avons dû imputer:

la valeur marchande de la propriété pour 401 enregistrements  
 la situation hypothécaire de la propriété pour 28 enregistrements  
 montant à payer sur la 1<sup>ère</sup> hypothèque pour 126 enregistrements  
 montant à payer sur la 2<sup>e</sup> hypothèque pour 23 enregistrements  
 chevauchement - 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> hypothèques pour neuf enregistrements  
 ∴ montant total de l'hypothèque à payer pour 140 enregistrements (= 126 + 23 - 9)

Notons que la section du logement comportait une série de questions portant sur les hypothèques détenues par les ménages propriétaires de

(7) Des 8,261 ménages de l'échantillon qui étaient propriétaires d'un logement, seuls 1,141 ménages ont déclaré que leur propriété servait également à des fins non domiciliaires (location, commerce) et ont fourni des renseignements sur la part de la propriété qui était utilisée comme domicile. Le fractionnement des valeurs relatives à la propriété a été effectué pour ces 1,141 ménages.



TEXT TABLE III. Distribution of Sampled Households Who Provided Partial Data on Housing Items

TABLEAU EXPLICATIF III. Répartition des ménages dans l'échantillon qui ont fourni des renseignements partiels sur le logement

Imputable X's - X imputables		Non-imputable X's - X non imputables	
Item - Poste	Number of records Nombre d'enregistrements	Item - Poste	Number of records Nombre d'enregistrements
Market value of property only - Valeur marchande de la propriété seulement	357	Number of dwellings in a building - Nombre de logements dans un immeuble	11
Mortgage status only - Situation hypothécaire seulement	15	Whether or not a condominium unit - En copropriété ou non	-
Market value and mortgage status - Valeur marchande et situation hypothécaire	13	Whether or not property used other than residence - Propriété servant ou non à des fins non domiciliaires	11
Amount of 1st mortgage outstanding only - Montant impayé de la 1ère hypothèque seulement	87	Purpose property used - Utilisation de la propriété	-
Amount of 2nd mortgage outstanding only - Montant impayé de la 2 <sup>e</sup> hypothèque seulement	14	Number of dwellings and whether or not a condominium - Nombre de logements et en copropriété ou non	41
Amount of 1st and 2nd mortgages outstanding - Montant impayé des 1ère et 2 <sup>e</sup> hypothèques seulement	8	Whether or not property used other than residence and purpose used - Propriété servant ou non à des fins non domiciliaires et utilisation de la propriété	-
Market value and amount of 1st mortgage - Valeur marchande et montant de la 1ère hypothèque	30	Number of dwellings, whether or not a condominium, whether or not property used other than residence and purpose used - Nombre de logements, en copropriété ou non, propriété servant ou non à des fins non domiciliaires et utilisation de la propriété	-
Market value and amount of 2nd mortgage - Valeur marchande et montant de la 2 <sup>e</sup> hypothèque	-	Purchase price of property only - Prix d'achat de la propriété seulement	412
Market value and amounts of 1st and 2nd mortgages - Valeur marchande et montant des 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>e</sup> hypothèques	1	Year property acquired only - Année d'achat de la propriété seulement	6
TOTAL	-	Purchase price and year property acquired - Prix et année d'achat de la propriété	-
		Other combinations of above-mentioned items - Autres combinaisons des postes susmentionnés	-
		TOTAL	493

held by those home-owning households who could not provide information on their total mortgage outstanding at the time of the survey. The intention was to use these data to calculate the outstanding mortgage given information on the year mortgage was taken, amount involved, interest rate on which payments were charged and the original period of amortization. Unfortunately, the response to this supplementary section was not that encouraging. However, where-ever possible, we used this information to calculate the principal outstanding for households who provided information on the main parameters and treated them as respondents as far as mortgage data were concerned.(8)

(b) Asset, Debt and Business/Farm/Professional Interests Sections

In view of the fact that each of these sections was to be completed by an individual aged 15 years and over, the following response rates, obtained after editing but prior to imputation, are based on a sampled universe of 29,158 individuals.

It is rather encouraging to note that the overall response rate for the debt section is 96.9% and 98.5% for the business interests section. For the asset section, however, the response rate is only 73.5%. Such a low rate for the asset section is primarily due to the very poor reporting of one item in particular namely, the cash surrender value of life insurance policies. For example, 3,663 persons aged 15 years and over who had reported all the relevant asset data excepting only the cash surrender value of a life insurance policy are included in the total of 6,881 individuals reporting one or more X's. This number also includes those individuals who could not ascertain the model/model year of their car or supplementary details on matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds. If we drop such items that are not being used in constructing total family asset holdings (see also p. 21), then the number of individuals with one or more X's for only non-essential, non-ascertained items (which we will call as non-imputable X's) should ideally be subtracted from the present total number of records containing X's as shown in Text Table IV. For the

logement qui ne pouvaient fournir de renseignements sur le montant total de l'hypothèque à payer lors de l'enquête. On prévoyait utiliser ces données pour calculer le montant impayé de l'hypothèque, grâce aux renseignements sur l'année où l'hypothèque a été prise, le montant en cause, le taux d'intérêt et la période initiale d'amortissement. Malheureusement, cette section supplémentaire n'a pas donné les résultats escomptés. Dans la mesure du possible, cependant, nous avons cherché à calculer le montant impayé du principal dans le cas des ménages qui ont fourni des renseignements sur les paramètres principaux et nous avons considéré ces ménages comme des répondants en ce qui concerne les données sur l'hypothèque(8).

b) Sections de l'avoir, de la dette et des parts d'intérêts commerciaux, agricoles et professionnels

Étant donné que chacune de ces sections devait être remplie par une personne âgée de 15 ans ou plus, les taux de réponse suivants ont été établis après vérification, mais avant de procéder à l'imputation, à partir d'un échantillon de 29,158 particuliers.

Fait encourageant, le taux global de réponse est de 96.9 % pour la section de la dette et de 98.5 % pour la section des intérêts dans une affaire. Quant à l'avoir, par ailleurs, le taux de réponse est de 73.5 % seulement. Ce faible taux s'explique principalement par le fait que très peu d'enquêtés ont répondu à une question particulière, à savoir la valeur de rachat des polices d'assurance-vie. Par exemple, 3,663 personnes âgées de 15 ans ou plus qui avaient déclaré toutes les données utiles concernant l'avoir, sauf la valeur de rachat d'une police d'assurance-vie, sont comprises dans le total de 6,681 particuliers recevant un ou plusieurs X. Ce nombre englobe également les particuliers qui ne pouvaient indiquer avec certitude le modèle ou l'année de leur voiture ou la valeur des coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada. Si nous laissons tomber ces éléments qui ne servent pas à calculer l'avoir total des familles (voir également la page 21), nous devrions alors soustraire le nombre de particuliers comptant un ou plusieurs X seulement à l'égard des postes non essentiels et incertains (que nous désignons comme étant des X non imputables) du nombre total actuel d'enregistrements qui renferment des X (tableau explicatif IV). Signalons que 3,875 particuliers âgés de 15 ans ou plus ont déclaré

(8) It may be of interest to note that only 242 households answered some or all of the questions in this supplementary section. Only a small proportion of these households provided information which could really be used in calculating mortgage debt outstanding. This supplementary section was not edited.

(8) Signalons que seuls 242 ménages ont répondu en tout ou en partie aux questions supplémentaires. Un faible pourcentage de ces ménages ont fourni des renseignements d'utilité réelle pour le calcul de la dette hypothécaire en cours. Cette section supplémentaire n'a pas été soumise à la vérification.



TEXT TABLE IV. Response Rate for Asset, Debt and Business Interests Section

TABLEAU EXPLICATIF IV. Taux de réponse aux sections de l'avoir, de la dette et des intérêts dans une affaire

Response category(1) Catégorie de réponse(1)	Assets section Section de l'avoir		Debts section Section de la dette		Business/Farm/Professional interests section Section des activités com- merciales, agricoles ou pro- fessionnelles	
	Number of individuals aged 15 years and over  Nombre de particuliers de 15 ans ou plus	% of sample  % de l'échan- tillon	Number of individuals aged 15 years and over  Nombre de particuliers de 15 ans ou plus	% of sample  % de l'échan- tillon	Number of individuals aged 15 years and over  Nombre de particuliers de 15 ans ou plus	% of sample  % de l'échan- tillon
Section not applicable(2) - Section sans objet(2)	3,730	12.8	18,987	65.1	26,788	91.9
Full details supplied(3) - Renseignements complets(3)	17,687	60.7	9,261	31.8	1,931	6.6
Complete refusal(4) - Refus intégral(4)	735	2.5	730	2.5	-	-
Partial refusal - Refus partiel:						
B	125	0.4	4	--	-	-
X	6,881	23.6	176	0.6	439	1.5
Partial refusal - Total - Refus partiel	7,006	24.0	180	0.6	439	1.5
TOTAL	29,158	100.0	29,158	100.0	29,158	100.0

(1) See definitions of response categories on p. 11.

(1) Voir la définition des catégories de réponse à la p. 11.

(2) No asset/debt/business interests to report.

(2) Rien à déclarer concernant l'avoir, la dette ou les activités commerciales.

(3) The number shown under asset section (i.e., 17,687) includes 459 individuals who provided all asset details but did not answer one or more questions on work related pension plans. Since the coverage by such pension plans is not regarded as a component of assets such as deposit or bond holdings, the inclusion of 459 individuals in this response category is justified (see also footnote (27)) on p. 75.

(3) Le nombre indiqué à la section de l'avoir (17,687) comprend 459 particuliers qui ont donné tous les renseignements sur l'avoir, mais qui n'ont pas répondu à une ou plusieurs questions sur le régime de pensions se rattachant à l'emploi. Comme ces régimes ne font pas partie de l'avoir au même titre que les dépôts ou les obligations, il y a lieu d'inclure ces 459 particuliers dans cette catégorie de réponse (voir la note (27)) à la p. 75.

(4) Again, the number shown under asset section (i.e., 735) includes 119 individuals who had reported clean data on work related pension plans, had life insurance policies and owned passenger cars but had left a mix of X's and B's (i.e., response category 6) in the remainder of the asset section. We decided to impute such records on the assumption that these were complete refusals. After imputation then we replaced the imputed data pertaining to the three items in question with the original data supplied by the respondent. All this means is that the records falling under response category 6 (see p. 11) had in the end a mix of original and imputed data on assets.

(4) Ici encore, le nombre indiqué à la section de l'avoir (735) comprend 119 particuliers qui ont déclaré des données utilisables sur les régimes de pension se rattachant à l'emploi, détenaient des polices d'assurance-vie et possédaient une voiture particulière, mais qui ont laissé des X et des B (catégorie de réponse 6) dans le reste de la section de l'avoir. Nous avons décidé d'imputer ces enregistrements comme s'il s'agissait de refus intégraux. Après quoi, nous avons remplacé les données imputées sur les postes en question par les renseignements fournis par les répondants. Il en découle que les enregistrements appartenant à la catégorie de réponse 6 (voir p. 11) comportent des renseignements d'origine et des données imputées sur l'avoir.

record, there were 3,875 individuals aged 15 years and over who had reported all the asset details except four items namely, supplementary details on matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds, cash surrender value of a life insurance policy and model/model year of car, individually or in some combination. So these 3,875 individuals are counted as providing all the relevant asset data.

There was no such problem of adjusting the response rate for the debt section. For the business/farm/professional interests section, however, there were 62 individuals who provided information on equity in their business/farm/professional interest(s) but did not give us either legal status or type of business activity in question. Again, in view of our objective to focus attention on the value (equity in a business) which is one of the important components of "total assets" considered in this paper, we were interested only in imputing the non-ascertained data on equity in business and none of the other items of the business interests section. So to get a more meaningful response rate for the business section, we treated these 62 individuals as those who had provided relevant business data. Text Table V shows the revised response rate for each of the sections involved.

The exclusion of non-imputable X's from the assets section has improved the overall response rate for this section to 86.8% and that for the business interests section to 98.7%. The response rate for the debts section, on the other hand, lies between these two values, i.e., 96.9%. As far as the magnitude of missing assets data were concerned, we had to impute the entire assets data for only 2.5% of sampled individuals aged 15 years and over compared to 10.7% requiring partial imputation. It may also be mentioned that 592 sampled individuals had completely refused or neglected to provide data on both assets and debts. This means that 143 individuals (= 735 - 592) who had completely refused assets data had provided some debts data compared to 138 individuals (= 730 - 592) who had refused debts data but supplied some assets data.

Of 377 sampled individuals who had refused data on equity in business/farm/professional interests, 363 were lacking data on equity in respect to one business activity, seven in respect to second business activity only and the remaining seven lacking data on equity for both first and second business activities. It should also be noted that of 2,370 sampled individuals aged 15 years and over who had reported

tous les renseignements concernant l'avoir sauf l'un ou plusieurs des quatre éléments suivants: la valeur des coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada, la valeur de rachat des polices d'assurance-vie et le modèle ou l'année de la voiture. Nous avons donc considéré que ces 3,875 particuliers avaient fourni toutes les données utiles sur l'avoir.

Le rajustement du taux de réponse en ce qui concerne la section de la dette n'a pas posé de problème semblable. Quant aux parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels, par ailleurs, 62 individus ont donné des renseignements sur leurs parts sans préciser, toutefois, la forme juridique ou le genre d'activité de l'affaire en cause. Ici encore, comme notre attention est centrée sur la valeur nette dans une affaire qui constitue l'une des composantes principales de l'avoir total que nous étudions, nous cherchons uniquement à imputer les données incertaines sur les parts d'intérêts; les autres postes de cette section ne nous intéressent pas dans cette optique. Afin d'obtenir un taux de réponse plus valable, nous avons donc considéré ces 62 personnes comme ayant fourni des données utiles. Le tableau explicatif V donne le taux de réponse révisé de chacune des sections en cause.

L'exclusion des X non imputables a fait grimper le taux de réponse global de la section de l'avoir à 86.8 % et celui de la section des parts d'intérêts à 98.7 %. Le taux de réponse de la section de la dette, par contre, se situe entre ces deux chiffres, soit 96.9 %. Quant à l'ordre de grandeur des données manquantes sur l'avoir, seulement 2.5 % des personnes âgées de 15 ans ou plus comprises dans l'échantillon ont nécessité une imputation intégrale, contre 10.7 % qui ont exigé une imputation partielle. Notons que 592 personnes dans l'échantillon ont refusé catégoriquement ou négligé de fournir des données à la fois sur l'avoir et sur la dette. Ainsi, 143 personnes (= 735 - 592) ont refusé catégoriquement de répondre aux questions sur l'avoir mais ont fourni des renseignements sur la dette; 138 personnes (= 730 - 592) ont laissé de côté les questions sur la dette mais non celles sur l'avoir.

Des 377 particuliers dans l'échantillon qui ont refusé de donner des renseignements sur les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels, 363 avaient passé sous silence les parts d'intérêts dans une affaire, et sept, celles dans la deuxième affaire seulement; les sept personnes restantes n'ont pas donné de renseignements sur leurs parts d'intérêts dans les deux activités. Parmi les 2,370 personnes âgées de 15 ans ou plus comprises dans l'échantillon qui



TEXT TABLE V. Response Rate After Adjusting for Non-imputable X's for Asset, Debt and Business Interests Section

TABLEAU EXPLICATIF V. Taux de réponse rectifié pour tenir compte des X non imputables concernant les sections de l'avoir, de la dette et des intérêts dans une affaire

	Assets section		Debts section		Business/Farm/Professional interests section	
	Section de l'avoir		Section de la dette		Section des activités commerciales, agricoles ou professionnelles	
Response category(1)	Number of individuals aged 15 years and over	% of sample	Number of individuals aged 15 years and over	% of sample	Number of individuals aged 15 years and over	% of sample
Catégorie de réponse(1)	Nombre de particuliers de 15 ans ou plus	% de l'échantillon	Nombre de particuliers de 15 ans ou plus	% de l'échantillon	Nombre de particuliers de 15 ans ou plus	% de l'échantillon
Section not applicable - Section sans objet	3,370	12.8	18,987	65.1	26,788	91.9
Full/relevant details supplied - Renseignements complets/utiles	21,562	74.0	9,261	31.8	1,993	6.8
Complete refusal - Refus intégral	735	2.5	730	2.5	-	-
Partial refusal - Refus partiel:						
B	125	0.4	4	--	-	-
X	3,006	10.3	176	0.6	377	1.3
Partial refusal - Total - Refus partiel	3,131	10.7	180	0.6	377	1.3
TOTAL	29,158	100.0	29,158	100.0	29,158	100.0

(1) See definitions of response categories on p. 11.

(1) Voir la définition des catégories de réponse à la p. 11.

engagement in some business/farm/professional activities, 117 reported two activities and only seven reported engagement in more than two activities. It was rather interesting to observe that all those who had reported more than two business activities had also provided complete data on their business/farm/professional interests.

We have so far described the response rates and magnitude of missing asset/debt data, in part or in full, in respect to the number of sampled individuals aged 15 years and over. The next thing every user of these data would like to know, we suppose, is about the qualitative aspects of reporting of individual asset/debt items asked as well as the magnitude of imputation carried out and finally the proportion of imputed values to total estimates. Each item, it

avaient déclaré exercer une profession libérale ou participer dans une affaire, 117 ont fait état de deux activités et seules sept personnes ont dit qu'elles exerçaient plus de deux activités. Fait plutôt intéressant, ces dernières ont fourni des renseignements complets sur leurs parts d'intérêts.

Nous nous sommes attardés jusqu'à maintenant aux taux de réponse et à l'ordre de grandeur des données manquantes sur l'avoir et la dette (en totalité ou en partie), à l'égard des particuliers de 15 ans ou plus faisant partie de l'échantillon. Or, tout utilisateur de ces données aimerait sans doute connaître la valeur qualitative des réponses à chacune des questions sur l'avoir et la dette, l'ordre de grandeur de l'imputation effectuée et, enfin, la proportion des valeurs imputées par rapport aux estimations

must be remembered, will have a control sample count of 29,158, assuming that all of these sampled individuals would have provided data on each item in one of the following forms:

- (i) by entering an amount greater than zero (or checked "yes" or "no" in a leading question);
- (ii) by leaving the cell blank or entering zero;
- (iii) by failing to provide an answer which in turn may have led the interviewer to enter "B" in the cell; and
- (iv) by showing inability to ascertain the amount involved for item owned or owed which in turn may have led the interviewer to enter "X" in the cell.

All cells containing B's and X's were imputed (excluding those categorized as non-imputable X's). In principle, the imputation procedure to impute B's and X's was the same with one exception and that is, that cells with B's were allowed to receive zeros as imputed values whereas those with X's had to have non-zero imputed values. Before giving the precise number of imputed B's and X's in terms of zero and non-zero values, it is pertinent to identify first the items which were considered imputable against those treated as non-imputable, as well as individuals for whom such data were imputed.

#### IDENTIFICATION OF IMPUTABLE AND NON-IMPUTABLE ASSET, DEBT AND BUSINESS ITEMS

No asset, debt and business interests data were imputed for 2,083 individuals who did not provide data on their incomes received in the calendar year 1976.(9) All such individuals with non-ascertained incomes were dropped prior to any editing or imputation of the supplementary data.

For 29,158 individuals who had provided data on their incomes received during the calendar year 1976, all of the missing data on assets, debts and business interests were imputed with the following exceptions:

#### Items not Imputed for Asset Section

- (1) face value of life insurance policy;
- (2) cash surrender value of life insurance policy;
- (3) model(s) of car(s);

(9) Similarly, no housing data were imputed for households whose heads' incomes were not ascertained.

totales. Chaque poste, rappelons-le, sera évalué à partir d'un échantillon de contrôle de 29,158 particuliers dans l'hypothèse où toutes ces personnes ont fourni des données sur chaque poste selon l'une des formes suivantes:

- (i) inscrire un montant supérieur à zéro (ou indiquer "oui" ou "non" à une question d'introduction);
- (ii) laisser la case en blanc ou inscrire zéro;
- (iii) négliger de répondre, ce qui a pu inciter l'interviewer à inscrire un "B" dans la case; et
- (iv) se dire dans l'impossibilité de déclarer avec certitude le montant applicable au poste de l'avoir ou de la dette, ce qui a pu inciter l'interviewer à inscrire un "X" dans la case.

Toutes les cases renfermant des B et des X ont été imputées (sauf celles désignées comme X non imputables). La méthode d'imputation des B et des X a été la même, sauf que l'on pouvait imputer un zéro aux cases renfermant des B, alors que les cases renfermant des X devaient recevoir des valeurs non nulles. Avant de préciser le nombre de B et de X imputés en fonction de valeurs nulles et non nulles, il convient de distinguer d'abord les postes jugés imputables de ceux que l'on a considérés comme non imputables, et de caractériser les personnes pour lesquelles on a imputé ces données.

#### IDENTIFICATION DES POSTES IMPUTABLES ET NON IMPUTABLES DE L'AVOIR, DE LA DETTE ET DES INTÉRÊTS DANS UNE AFFAIRE

Aucune donnée sur l'avoir, la dette et les intérêts dans une affaire n'a été imputée dans le cas de 2,083 individus qui n'ont pu fournir de renseignements sur le revenu reçu au cours de l'année civile 1976(9). On a éliminé tous les particuliers dont le revenu était incertain avant d'effectuer tout contrôle ou de procéder à l'imputation des données supplémentaires.

Quant aux 29,158 personnes qui ont fourni des données sur le revenu reçu au cours de l'année civile 1976, toutes les données manquantes sur l'avoir, la dette et les intérêts dans une affaire ont été imputées à l'exception des postes suivants:

#### Postes de l'avoir non imputés

- (1) valeur nominale des polices d'assurance-vie;
- (2) valeur de rachat des polices d'assurance-vie;
- (3) modèle de la ou des voitures;

(9) De même, aucune donnée sur le logement n'a été imputée dans le cas des ménages dont le revenu du chef était incertain.



- (4) model year(s) of car(s);
- (5) supplementary details pertaining to matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds\*:
  - (a) issued in 1974 and after,
  - (b) issued before 1974,
  - (c) if dates not shown, then in general.

Items not Imputed for Business Interest(s)  
Section

- (1) type of business activity I;
- (2) legal status of activity I;
- (3) type of business activity II;
- (4) legal status of activity II.

Leaving aside the cash surrender value of the life insurance policy, all of the items not imputed were not that relevant as far as the definition of total family asset holdings or net worth was concerned. The item "cash surrender value of life insurance policy", on the other hand, is indeed a relevant asset item, but unfortunately the data collected on this item turned out to be of very poor quality. The number of individuals reporting X against this item was much greater than the number reporting a non-zero amount, a situation not very conducive to a meaningful imputation; as one of the desirable prerequisites of a meaningful imputation procedure is to have the number of donors (i.e., those whose data are used or transferred) greater than that of recipients (i.e., those whose data are imputed).(10)

All of the items in the debt section were imputable and so any missing data on one or more of the items involved were imputed. For the business/farm/professional interests section, however, any missing data on equity in business only was imputed, as this item was treated as a component of a family's total asset holdings.

(10) See Appendix I for a description of imputation procedures used in imputing the missing data on assets, debts and equity in business/farm/professional interests.

\* These details were left blank by respondents who either had no holdings of Canada Savings Bonds or had reported face value of matured uncashed coupons including zero amount from their bond holdings. Only those bond holders who could not report the face value of matured uncashed coupons had to provide such supplementary details so that we could determine approximately the face value of matured uncashed coupons in respect to their bond holdings. In the absence of such details, the value of this item was imputed like the other asset items (see Appendix I).

- (4) année de la ou des voitures;
- (5) renseignements supplémentaires sur les coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada\*:
  - a) émises en 1974 ou par la suite,
  - b) émises avant 1974,
  - c) si les dates ne sont pas indiquées, pour l'ensemble.

Postes des intérêts dans une affaire non imputés

- (1) genre de la première activité;
- (2) forme juridique de la première activité;
- (3) genre de la deuxième activité;
- (4) forme juridique de la deuxième activité.

Sauf la valeur de rachat des polices d'assurance-vie, tous les postes non imputés n'étaient pas des plus utiles pour calculer l'avoir total ou la richesse de la famille. En revanche, la valeur de rachat constituait un élément vraiment utile, mais les données recueillies à ce sujet se sont malheureusement avérées de piètre qualité. Le nombre de particuliers dont la déclaration comporte un X à ce poste a été de beaucoup supérieur au nombre de personnes qui ont indiqué un montant non nul. Cela ne favorise guère une imputation valable, car l'une des conditions souhaitables de l'imputation est que le nombre de donneurs (ceux dont les données sont utilisées ou transférées) est supérieur à celui des bénéficiaires (ceux dont les données sont imputées) (10).

Tous les postes de la dette étaient imputables, de sorte que l'on a remplacé toutes les données manquantes dans cette section. En ce qui concerne les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels, par contre, seules les données manquantes sur les parts d'intérêts ont été imputées, car ce poste a été considéré comme une composante de l'avoir total d'une

(10) Voir à l'annexe I la description des méthodes suivies pour imputer les données manquantes sur l'avoir, la dette et les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels.

\* Les répondants qui ne possédaient pas d'obligations d'épargne du Canada ou qui avaient déclaré la valeur nominale des coupons échus non encaissés, y compris un montant nul, n'étaient pas tenus de donner ces renseignements. Cette question s'adressait à ceux qui ne pouvaient indiquer la valeur nominale des coupons échus non encaissés des obligations qu'ils possédaient pour que nous puissions calculer approximativement cette valeur. Lorsque ces renseignements manquaient, la valeur de ce poste a été imputée comme tous les autres postes de l'avoir (voir l'annexe I).

The missing data on equity in business have been imputed for the first time. This means that we are in a position to define the concept of "total asset holdings" and use it consistently for all intent and purposes rather than running into problems of data presentation arising from the missing or non-ascertained value of equity in business operation(s). The method used to impute equity in business is also outlined in Appendix I.

#### RESPONSE ON ASSET/DEBT/BUSINESS INTERESTS DATA COLLECTED BY TYPE OF ITEM

In this section, we present an overview of the response on asset, debt and business interests data collected by type of item. Starting with the number of individuals who actually reported non-zero amounts in respect to each of the items, we provide counts on the number of individuals who required imputed data by item, their proportion in the total sample, total number of individuals with non-zero amounts (i.e., original plus imputed) and finally the proportion of individuals with imputed non-zero data out of the total number of individuals with non-zero data. Since equity in business is the only item of interest in the business section and is also treated as one of the components of total asset holdings, its discussion is included with other asset items.

Three items are discussed independently; these are (1) coverage under present/past work related pension plan(s), (2) existence of a life insurance policy(ies) and (3) ownership of a passenger car(s). For item (2), the discussion is restricted to two areas only namely, (i) whether or not a life insurance policy existed, and (ii) premiums paid in 1976. No reference is made to the quality of data or response on other related items such as the face value and cash surrender value. Similarly, for item (3), the discussion is focused on only two areas: (i) whether or not a person owned a passenger car, and (ii) estimated market value(s) of car(s) owned.

It is interesting to note from Text Table VI that one third of all sampled individuals aged 15 years and over originally reported having amounts (>0) in their current and personal chequing accounts and about the same proportion reported non-zero amounts in their savings accounts. On the other hand, 65% of all sampled individuals originally reported having some cash on hand (such as currency, uncashed cheques, money orders) at the time of the survey. Other popular asset items such as the

famille. C'est la première fois que ces données font l'objet d'une imputation. Aussi pouvons-nous définir le concept de l'avoir total et en faire un emploi cohérent à toutes fins pratiques, dégagés des problèmes de présentation des données que pose la valeur manquante ou incertaine des parts d'intérêts dans une affaire. La méthode d'imputation de cette composante est également exposée dans l'annexe I.

#### RÉPONSES PAR POSTE AUX QUESTIONS SUR L'AVOIR, LA DETTE ET LES INTÉRÊTS DANS UNE AFFAIRE

Dans cette section, nous présentons une vue d'ensemble des réponses recueillies pour chaque poste de l'avoir, de la dette et des intérêts dans une affaire. À partir du nombre de particuliers qui ont déclaré effectivement des sommes non nulles pour chacun des postes, nous calculons le nombre d'individus pour lesquels il a fallu imputer les données, leur proportion par rapport à l'échantillon total, le nombre total de particuliers pour lesquels on dispose de montants non nuls (chiffres originaux et montants imputés) et enfin, la proportion de particuliers pour lesquels on dispose de données imputées non nulles par rapport au nombre total de particuliers pour lesquels on dispose de données non nulles. Comme les parts d'intérêts constituent le seul poste d'importance de la section concernant les intérêts dans une affaire et qu'elles sont considérées comme une des composantes de l'avoir total, elles sont incorporées à la discussion des autres postes de l'avoir.

Trois postes sont examinés à part, à savoir (1) la participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi, (2) la souscription d'une police d'assurance-vie et (3) la possession d'une voiture particulière. En ce qui concerne le poste (2), la discussion porte uniquement sur (i) le fait qu'on a souscrit ou non une police d'assurance-vie et (ii) les primes payées en 1976. Il n'est aucunement question de la qualité des données ni de la réponse aux questions connexes comme la valeur nominale et la valeur de rachat. De même, l'analyse du poste (3) est restreinte à deux aspects: (i) la possession ou non d'une voiture particulière et (ii) la valeur marchande estimative des voitures possédées.

Il ressort du tableau explicatif VI que le tiers des individus dans l'échantillon, âgés de 15 ans ou plus, ont répondu qu'ils avaient des sommes (>0) dans leur compte courant et leur compte de chèques personnels; la proportion est à peu près la même en ce qui concerne les comptes d'épargne. Par ailleurs, 65 % des individus dans l'échantillon ont répondu qu'ils disposaient d'argent liquide (monnaie, chèques et mandats non encaissés) au moment de l'enquête. Parmi les autres avoirs courants, 15.8 % des répondants avaient des dépôts dans une caisse d'épargne et



TEXT TABLE VI. An Overview of the Response on Asset and Business Interests Data Collected by Type of Item

TABLEAU EXPLICATIF VI. Vue d'ensemble des réponses par poste aux questions sur l'avoir et les intérêts dans une affaire

Asset item Poste de l'avoir	Originally reported data Données originales			Imputed data Données imputées			Imputed data out of final unweighted data Données imputées par rapport aux données définitives non pondérées			Incidence of owner- ship based on final unweighted data Fréquence de la possession d'après les données définitives non pondérées
	Number of indi- viduals who reported amount (> 0)	Number of indi- viduals who reported zero	Propor- tion of indi- viduals who reported amount (> 0)	Number of indi- viduals with imputed value (> 0)	Number of indi- viduals with imputed value as zero	Propor- tion of indi- viduals with imputed value (> 0)	Propor- tion of indi- viduals with non-zero imputed values to total numbers with amount (> 0)	Propor- tion of indi- viduals with imputed value as zero to total number with zeros	Propor- tion of indi- viduals with imputed value	
	Nombre de particu- liers qui ont déclaré un montant (> 0)	Nombre de particu- liers qui ont dé- claré un montant nul	Proportion de particu- liers qui ont déclaré un montant (> 0)	Nombre de particu- liers comptant une valeur imputée (> 0)	Nombre de particu- liers comptant une valeur imputée nulle	Proportion de particu- liers comptant une valeur imputée (> 0)	Particu- liers comptant des valeurs imputées non nulles par rapport au total de ceux comptant un montant (> 0)	Particu- liers comptant une valeur imputée nulle par rapport au total de ceux comptant des montants nuls	Proportion de particu- liers comptant une valeur imputée	
Column number* (1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Numéro de colonne*	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
	per cent pourcentage			per cent pourcentage			per cent pourcentage			
Current and personal chequing accounts - Comptes courants et comptes de chèques personnels	9,845	17,929	35.4	841	543	69.8	7.9	1.5	4.7	36.6
Savings accounts and certifi- cates - Comptes et certi- ficats d'épargne	9,342	18,474	33.6	815	527	60.7	8.0	2.8	4.6	34.8
Deposits with credit unions and caisses populaires - Dépôts dans des caisses d'épargne et de crédit	4,632	23,521	16.5	279	726	27.8	5.1	1.0	3.4	24.8
Deposits with trust compa- nies - Dépôts dans des sociétés de fiducie	1,053	27,203	3.7	99	803	9.9	8.6	2.9	3.1	14.0
Other deposits - Autres dépôts	330	27,958	1.2	39	831	4.5	10.6	2.9	3.0	11.1
Cash on hand - Argent liquide	18,960	8,783	68.3	1,156	259	81.7	1.7	2.9	4.9	69.0
Canada Savings Bonds, 1976 issues being paid for - Obligations d'épargne du Canada, obligations de 1976 partiellement payées	1,261	27,024	4.7	80	793	9.2	6.0	1.1	3.0	11.6
Canada Savings Bonds, total fully paid - Obligations d'épargne du Canada, en- tièrement payées	2,747	25,190	9.8	481	740	39.4	14.5	2.9	4.2	11.1
Canada Savings Bonds, face value of matured uncashed coupons - Obligations d'épargne du Canada, valeur nominale des coupons échus non encaissés	848	27,364	3.0	144	802	18.0	14.0	2.8	3.2	11.1
Other Government of Canada bonds - Autres obligations du gouvernement du Canada	162	28,165	0.6	14	817	0.7	0.0	0.0	2.8	0.6
All other bonds - Toutes autres obligations	414	27,905	1.5	28	811	3.3	0.0	0.0	2.9	1.7
Publicly traded stocks and in- vestment fund shares - Actions négociables sur le marché et parts de fonds de placement	999	27,270	3.5	116	773	11.8	10.4	2.6	3.0	11.8
Shares in investment clubs - Participations dans des associations de placement	118	28,108	0.4	11	809	1.1	7.1	0.1	2.8	0.4

\* See notes on page 26.

\* Voir notes à la page 26.

TEXT TABLE VI. An Overview of the Response on Asset and Business Interests Data Collected by Type of Item - Concluded

TABLEAU EXPLICATIF VI. Vue d'ensemble des réponses par poste aux questions sur l'avoir et les intérêts dans une affaire - fin

Asset item Poste de l'avoir	Originally reported data Données originales			Imputed data Données imputées			Imputed data out of final unweighted data Données imputées par rapport aux données définitives non pondérées			Incidence of owner- ship based on final unweighted data Prévalence de la possession d'après les données définitives non pondérées
	Number of indi- viduals who reported amount ( > 0 )	Number of indi- viduals who reported zero	Propor- tion of indi- viduals who reported amount ( > 0 )	Number of indi- viduals with imputed value ( > 0 )	Number of indi- viduals with imputed value as zero	Propor- tion of indi- viduals with imputed value ( > 0 )	Propor- tion of indi- viduals with non-zero imputed values to total numbers with amount ( > 0 )	Propor- tion of indi- viduals with imputed value as zero to total number with zeros	Propor- tion of indi- viduals with imputed value	
	Nombre de particu- liers qui ont déclaré un montant ( > 0 )	Nombre de particu- liers qui ont dé- claré un montant nul	Propor- tion de particu- liers qui ont déclaré un mon- tant ( > 0 )	Nombre de particu- liers comptant une valeur imputée ( > 0 )	Nombre de particu- liers comptant une valeur imputée nulle	Propor- tion de particu- liers comptant une valeur imputée ( > 0 )	Particu- liers comptant des valeurs imputées non nulles par rapport au total de ceux comptant un montant ( > 0 )	Particu- liers comptant une valeur imputée nulle par rapport au total de ceux comptant des montants nuls	Propor- tion de particu- liers comptant une valeur imputée	
Column number* (1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Numéro de colonne*										
	per cent pourcentage			per cent pourcentage			per cent pourcentage			
Mortgages - Hypothèques	389	27,934	1.4	30	805	3.6	7.2	2.8	2.9	1.4
Other loans to persons/busi- nesses - Autres prêts à des personnes et à des entreprises	444	27,889	1.6	39	786	4.7	8.1	2.7	2.8	1.7
Registered Home Ownership Savings Plans - Régimes en- registrés d'épargne-logement	644	27,694	2.3	20	800	2.4	3.0	2.8	2.8	2.3
Registered Retirement Savings Plans - Régimes enregistrés d'épargne-retraite	2,048	26,189	7.3	183	738	19.9	8.2	2.7	3.2	7.7
Other financial assets - Autres avoirs financiers	190	28,198	0.7	28	742	3.6	12.8	2.6	2.6	0.7
Vacation home, market value - Maison de villégiature, valeur marchande	840	27,568	3.0	35	715	4.7	4.0	2.5	2.6	3.0
Vacation home, mortgage debt - Maison de villé- giature, dette hypothécaire	95	28,321	0.3	7	735	0.9	6.9	2.5	2.5	0.3
Other real estate, market value - Autres biens immo- biliers, valeur marchande	1,052	27,317	3.7	81	708	10.3	7.1	2.5	2.7	3.9
Other real estate, mortgage debt - Autres biens immo- biliers, dette hypothécaire	369	28,030	1.3	29	730	3.8	7.3	2.5	2.6	1.4
Miscellaneous assets - Avoirs divers	112	28,301	0.4	11	734	1.5	8.9	2.5	2.6	0.4
Equity in business - Parts d'intérêts dans une affaire	1,993	26,788	6.9	377	-	100.0	15.9	-	1.3	8.1

\* See notes on page 26.

\* Voir notes à la page 26.



Notes to Text Table VI

Column

1. Lists all items which were imputable, i.e., any missing data on these items were imputed.
2. Includes individuals who had reported non-zero amounts at the time of the survey.
3. Includes individuals who had reported zero amounts at the time of the survey.
4. Equals  

$$[\text{Col. (2)} / \{\text{Col. (2)} + \text{Col. (3)}\}] \times 100.$$
5. Includes individuals with imputed values of non-zero amounts on account of either X's alone or when complete asset data including non-zero values were transferred from the respondent's record to that of the non-respondent's record.
6. Includes individuals with imputed values of zeros on account of either B's alone or when complete asset data including zero values were transferred from the respondent's record to that of the non-respondent's record.
7. Equals  

$$[\text{Col. (5)} / \{\text{Col. (5)} + \text{Col. (6)}\}] \times 100.$$
8. Equals  

$$[\text{Col. (5)} / \{\text{Col. (2)} + \text{Col. (5)}\}] \times 100.$$
9. Equals  

$$[\text{Col. (6)} / \{\text{Col. (3)} + \text{Col. (6)}\}] \times 100.$$
10. Equals  

$$[\{\text{Col. (5)} + \text{Col. (6)}\} / 29,158] \times 100,$$

where 29,158 (= Col. (2) + Col. (3) + Col. (5) + Col. (6)) is the total number of sampled individuals aged 15 years and over who had provided data on their 1976 incomes.
11. Equals  

$$[\{\text{Col. (2)} + \text{Col. (5)}\} / 29,158] \times 100,$$

where 29,158 is the total number of sampled individuals aged 15 years and over who had provided data on their 1976 incomes.

Notes du tableau explicatif VI

Colonne

1. Énumère tous les postes imputables; autrement dit, toutes les données qui manquaient sur ces postes ont été imputées.
2. Comprend les particuliers qui ont déclaré des montants non nuls lors de l'enquête.
3. Comprend les particuliers qui ont déclaré des montants nuls lors de l'enquête.
4. Est égale à  

$$[\text{col. (2)} / \{\text{col. (2)} + \text{col. (3)}\}] \times 100.$$
5. Comprend les particuliers pour lesquels des valeurs non nulles ont été imputées à l'égard des X seulement et les cas où les données complètes sur l'avoir, y compris les valeurs non nulles, ont été transposées de l'enregistrement du répondant à celui du non-répondant.
6. Comprend les particuliers pour lesquels des valeurs nulles ont été imputées à l'égard des B seulement et les cas où les données complètes sur l'avoir, y compris les valeurs nulles, ont été transposées de l'enregistrement du répondant à celui du non-répondant.
7. Est égale à  

$$[\text{col. (5)} / \{\text{col. (5)} + \text{col. (6)}\}] \times 100.$$
8. Est égale à  

$$[\text{col. (5)} / \{\text{col. (2)} + \text{col. (5)}\}] \times 100.$$
9. Est égale à  

$$[\text{col. (6)} / \{\text{col. (3)} + \text{col. (6)}\}] \times 100.$$
10. Est égale à  

$$[\{\text{col. (5)} + \text{col. (6)}\} / 29,158] \times 100,$$

où 29,158 (= col. (2) + col. (3) + col. (5) + col. (6)) est le nombre total de particuliers dans l'échantillon, âgés de 15 ans ou plus, qui ont fourni des données sur leurs revenus en 1976.
11. Est égale à  

$$[\{\text{col. (2)} + \text{col. (5)}\} / 29,158] \times 100,$$

où 29,158 est le nombre total de particuliers dans l'échantillon, âgés de 15 ans ou plus, qui ont fourni des données sur leurs revenus en 1976.

holdings of deposits with credit unions and caisses populaires were reported by 15.8% compared to about 10% reporting holdings of fully paid Canada Savings Bonds. The proportion of sampled individuals reporting holdings in Registered Retirement Savings Plans was relatively larger than that of those reporting holdings in the Registered Home Ownership Savings Plans, indicating that the sample outcome was conforming to the prevailing situation observable from the annual taxation statistics produced by the Department of National Revenue. As expected, the holdings in the form of publicly traded stocks and mutual fund shares were reported by a relatively small proportion of individuals.

By looking at Column 10 of Text Table VI, one can observe that the proportion of individuals requiring imputed data is the highest for asset item "Cash on hand" followed by items "Current and personal chequing accounts", "Savings accounts and certificates", and "Total fully paid Canada Savings Bonds". Column 7 further shows the proportion of such individuals with imputed non-zero values for the asset item in question.

Finally, Column 8 of Text Table VI shows the proportion of sampled individuals with imputed non-zero values out of the total number of individuals with non-zero values for each of the asset items in question. While interpreting these proportions, one should exercise some caution as the proportion pertaining to the  $i$ -th asset item in this column depends on the size of the numerator shown in Column 5 and that of the denominator obtained by adding Columns 2 and 5. The column reveals that of all individuals with non-zero amounts for instance, for equity in business, 15.9% of these had imputed non-zero amounts, whereas in the case of individuals with non-zero current and personal chequing accounts, the proportion with imputed non-zero amount turned out to be 7.9% only. This shows that the incidence of imputation in respect to the number of imputed non-zero amounts to the total with non-zero amounts for asset item "Equity in business" is double the incidence found for the item "Current and personal chequing accounts". Such incidence for each of the imputable asset items can be studied from Column 8 of Text Table VI.

Text Table VI excludes three items from the asset questionnaire: these are (1) coverage under present/past work related pension plan(s), (2) existence of a life insurance policy(ies), and (3) ownership of a passenger car(s). Each of these items had a lead-in question seeking an answer in

de crédit et 10 % possédaient des obligations d'épargne du Canada entièrement payées. Les titulaires de régimes enregistrés d'épargne-retraite étaient relativement plus nombreux que ceux qui détenaient des régimes enregistrés d'épargne-logement; les résultats de l'échantillon semblent correspondre à la situation réelle que dégage la statistique annuelle de l'impôt produite par le ministère du Revenu national. Comme prévu, un nombre plutôt faible d'individus ont dit posséder des actions négociables sur le marché et des parts de fonds mutuels.

Si l'on se reporte à la colonne 10 du tableau explicatif VI, l'on observe que la proportion de particuliers pour lesquels l'imputation de données est nécessaire est la plus élevée dans le cas des postes Argent liquide, suivi des postes Comptes courants et de chèques personnels, Certificats et certificats d'épargne et Obligations d'épargne du Canada entièrement payées. La colonne 7 indique la proportion de particuliers pour lesquels le poste en question comporte des valeurs imputées non nulles.

Enfin, la colonne 8 du tableau explicatif VI présente la proportion de particuliers dans l'échantillon pour lesquels on dispose de valeurs imputées non nulles par rapport au nombre total de particuliers pour lesquels on dispose de valeurs non nulles à l'égard de chacun des postes en question. Il faudra être prudent dans l'interprétation de ces pourcentages, car le pourcentage relatif au poste  $i$  de cette colonne est fonction de la taille du numérateur indiqué dans la colonne 5 et de celle du nominateur obtenu en additionnant les colonnes 2 et 5. Il en ressort que de tous les individus ayant, par exemple, des parts d'intérêts dans une affaire, 15.9 % ont reçu par imputation des valeurs non nulles, tandis que dans le cas des comptes courants et de chèques personnels, la proportion correspondante est de 7.9 % seulement. Ainsi, le poste Parts d'intérêts dans une affaire compte, en proportion du nombre total de montants non nuls, deux fois plus de montants imputés non nuls que le poste Comptes courants et comptes de chèques personnels. L'importance des valeurs non nulles dans chacun des postes imputables de l'avoir peut être dégagée de la colonne 8 du tableau explicatif VI.

Le tableau explicatif VI exclut trois postes de l'avoir: (1) la participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi, (2) la souscription d'une police d'assurance-vie et (3) la possession d'une voiture particulière. Chacun de ces postes comportait une question d'introduction à laquelle on répondait par un oui ou par un non;



terms of a "yes/no"; an answer of "yes" led to other questions on items (1) and (2) concerning whether or not premiums were paid or the amount of premiums paid in 1976 and for item (3), estimated market value of a passenger car owned, its model and model year. From the point of view of total family assets, the only item of interest necessary to impute was the market value of car(s). However, if the lead-in question to each of these items was not answered for one reason or another, we imputed the missing data in a block structure, i.e., not only the answer to the lead-in question was found by imputation procedure but also all the relevant information on premiums paid in 1976 or market value of car(s) was transferred from the donor to the non-respondent's record. The purpose was to achieve consistency in the imputation procedure being applied in order to find the missing data. The quality of data collected on these three items can be judged from the details in Text Tables VII to IX.

Text table VII shows that 96.6% of sampled individuals answered the lead-in question on coverage under present/past work related pension plans. Out of 28,169 individuals who answered the lead-in question at the time of the survey, 28,076 answered the question on whether or not they paid any premiums in 1976. Of the remaining 93 individuals ( $= 28,169 - 28,076$ ), 10 were given an imputed "yes" and 83 an imputed "no" as an answer. Again, of those 4,351 individuals who paid pension plan premiums, 3,709 gave originally a non-zero amount and the remaining 642 were assigned an imputed value in respect to the amount of premiums paid. Overall then, 800 ( $= 642 + 158$ ) individuals out of a total of 4,509 who had paid pension plan premiums ( $> 0$ ) in 1976 were assigned imputed amounts ( $> 0$ ) in respect to premiums paid.

The difference between the total number of individuals covered by such pension plans (5,739) and those who had paid premiums in 1976 (4,509) indicates the number of individuals who were either covered by non-contributory pension plans or were covered under plans related to their past work. In both cases, one would not have paid any pension plan premiums during the year 1976.

Again, 96% of the sampled individuals responded at the time of the survey to the lead-in question on the existence of a life insurance policy, and only 4% failed to respond. Out of 8,192 individuals who had a life insurance policy, 1,056 had reported "zero" as premiums paid in 1976, indicating largely that the policy was fully paid up. However, one can't rule out the possibility

une réponse affirmative entraînait des questions additionnelles concernant (1) le paiement de primes et (2) le montant des primes payées en 1976. Pour ce qui est du poste (3), on cherchait également à connaître la valeur marchande estimative de la voiture possédée, le nom et l'année du modèle. Du point de vue de l'avoir familial total, le seul poste qu'il fallait imputer était la valeur marchande de la voiture. Toutefois, lorsque pour une raison ou une autre la question d'introduction de chacun de ces postes était demeurée sans réponse, nous avons imputé les données manquantes par bloc. Cette méthode consiste non seulement à attribuer la réponse à la question d'introduction par voie d'imputation, mais encore à transposer sur l'enregistrement du non-répondant tous les renseignements utiles sur les primes payées en 1976 ou sur la valeur marchande de la voiture fournis par le donneur. Notre but était d'effectuer une imputation cohérente en vue d'obtenir les données manquantes. La qualité des données recueillies sur ces trois postes peut être appréciée à l'aide du tableau explicatif VII à IX.

Selon le tableau explicatif VII, 96.6 % des individus dans l'échantillon ont répondu à la question d'introduction sur la participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur. De ce nombre, soit 28,169 particuliers, 28,076 ont indiqué s'ils avaient payé ou non des primes en 1976. Parmi les 93 individus restants ( $= 28,169 - 28,076$ ), 10 ont reçu un oui et 83 un non comme réponse. De même, des 4,351 individus qui ont cotisé à un régime de retraite, 3,709 ont indiqué un montant non nul, et on a imputé le montant des primes payées par les 642 individus restants. C'est ainsi que 800 ( $= 642 + 158$ ) individus, parmi les 4,509 qui ont cotisé à un régime de retraite en 1976, se sont vus attribuer un montant non nul pour ce qui est des primes payées.

La différence entre le nombre total d'individus participant à de tels régimes de retraite (5,739) et le nombre de ceux qui ont payé des primes en 1976 (4,509) donne le nombre d'individus qui participaient à des régimes de retraite non contributifs ou bien se rattachant à un emploi antérieur. Dans les deux cas, l'individu n'avait pas cotisé à un régime de retraite en 1976.

Ici encore, 96 % des particuliers dans l'échantillon ont répondu à la question d'introduction sur la souscription d'une police d'assurance-vie; 4 % seulement n'ont pas répondu. Des 8,192 individus qui avaient souscrit une police d'assurance-vie, 1,056 ont indiqué zéro à la question concernant les primes payées en 1976, vraisemblablement parce que la police était acquittée. Toutefois, il est bien possible qu'une

TEXT TABLE VII. Coverage Under Present/Past Work Related Pension Plan(s)

Total Number of Sampled Individuals Aged 15 Years and Over: 29,158

TABLEAU EXPLICATIF VII. Participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi

Nombre total de particuliers dans l'échantillon, âgés de 15 ans et plus: 29,158

	Number of individuals who answered at the time of the survey	Number of individuals with an imputed response	Total number of individuals	Ratio of individuals with an imputed response to total
	Nombre de particuliers qui ont ré- pondu lors de l'enquête	Nombre de particuliers comptant une réponse imputée	Nombre total de particuliers	Rapport des particuliers comptant une réponse imputée
				per cent pourcentage
(a) Lead-in question - Question d'introduction:				
Whether or not an individual is covered by present/past work related pension plan(s) - Est-ce que le particulier participe à un régime de re- traite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur?				
Yes - Oui	5,591	148	5,739	2.6
No - Non	22,578	841	23,419	3.6
<u>TOTAL</u>	28,169	989	29,158	3.4
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	96.6	3.4	100.0	-
(b) Whether pension plan premiums paid in 1976 - A-t-il cotisé à un régime de retraite en 1976?				
Yes - Oui	4,351	158(1)	4,509	3.5
No - Non	23,725	924	24,649	3.7
<u>TOTAL</u>	28,076	1,082	29,158	3.7
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	96.3	3.7	100.0	-
(c) Amount of pension plan premi- ums paid in 1976 - Montant des cotisations à un régime de retraite en 1976				
	3,709	800(2)	4,509	17.7
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	82.3	17.7	100.0	-

(1) Includes 148 individuals with an imputed "yes" under (a).

(1) Comprend 148 particuliers pour lesquels on a imputé un "oui" en (a).

(2) Includes 158 individuals with an imputed "yes" under (b).

(2) Comprend 158 particuliers pour lesquels on a imputé un "oui" en (b).



TEXT TABLE VIII. Existence of a Life Insurance Policy(1)

Total Number of Sampled Individuals Aged 15 Years and Over: 29,158

TABLEAU EXPLICATIF VIII. Titulaire d'une police d'assurance-vie(1)

Nombre total de particuliers dans l'échantillon, âgés de 15 ans et plus: 29,158

	Number of individuals who answered at the time of the survey	Number of individuals with an imputed response	Total number of individuals	Ratio of individuals with an imputed response to total
	Nombre de particuliers qui ont ré- pondu lors de l'enquête	Nombre de particuliers comptant une réponse imputée	Nombre total de particuliers	Rapport des particuliers comptant une réponse imputée
				per cent
				pourcentage
(a) Lead-in question - Question d'introduction:				
Whether or not an individual has a life insurance poli- cy - Est-ce que le particu- lier a souscrit une police d'assurance-vie?				
Yes - Oui	8,192	169	8,361	2.0
No - Non	19,798	999	20,797	4.8
<u>TOTAL</u>	27,990	1,168	29,158	4.0
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	96.0	4.0	100.0	-
(b) Life insurance premiums paid in 1976 - Primes d'assurance- vie payées en 1976	6,394	911(2)	7,305	12.5
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	87.5	12.5	100.0	-

(1) Excludes two related items namely, the face value of life insurance policy and its cash surrender value. As mentioned on p. 17, the quality of data collected especially on the latter item turned out to be very poor. This table contains details on only those items which have been thoroughly edited and imputed.

(1) Exclut deux postes connexes, à savoir la valeur nominale et la valeur de rachat de la police d'assurance-vie. Comme il est dit à la p. 17, la qualité des données recueillies sur la valeur de rachat en particulier s'avère très mauvaise. Ce tableau ne concerne que les postes qui ont fait l'objet d'une vérification et d'une imputation rigoureuses.

(2) Includes 169 individuals with an imputed "yes" under (a).

(2) Comprend 169 particuliers pour lesquels on a imputé un "oui" en (a).

here that if someone other than the policy holder had paid the premiums on a policy, then the holder would have reported in all likelihood, a "zero" amount as premiums paid. This could easily happen if for instance, the respondent misunderstood the question and reported having a group or term policy and say the premiums were paid by his/her employer.

Of the remaining 7,136 (= 8,192 - 1,056) individuals who reported having life insurance policies, 6,394 had reported a non-zero amount of premiums paid and the remaining 742 policy holders failed to provide such data. In total then, there were 911 (= 742 + 169) policy holders for whom we had to impute data on the premiums paid in 1976; this number turned out to be 12.5% of the total number of policy holders aged 15 years and over.

The response to questions on the ownership of a passenger car was also good; 97.6% of sampled individuals filled in the lead-in question. Of 11,451 individuals who had reported owning a car, 11,420 owners reported either the market value of the passenger car owned or provided details on its model year and model so that we could use the Canadian Red Book(11) (April 1977 issue) in order to estimate the market value of the car in question. As a matter of fact, there was a very small proportion of car owners for whom we had to use this Red Book in order to estimate the missing market values of cars. Most of the respondents themselves provided data on the market value, model and model year of car owned.(12)

Of all individuals (11,451) who reported owning a car, 11,420 had reported the market value of car I owned; the remaining 31 individuals could not give the value of their car I. Also, out of 691 individuals for whom the lead-in question was imputed, only 255 were given an imputed "yes"

personne autre que le titulaire de la police ait payé des primes, dans lequel cas le titulaire aurait pu indiquer un zéro. Ou encore, l'enquête a mal compris la question et a déclaré qu'il avait une assurance collective ou une assurance temporaire dont les primes sont payées par l'employeur.

Parmi les 7,136 (= 8,102 - 1,056) particuliers restants qui avaient souscrit une police d'assurance, 6,394 avaient indiqué le montant des primes payées et 742 titulaires de police avaient négligé de fournir ces renseignements. Dans l'ensemble, donc, il a fallu imputer les données concernant les primes payées en 1976 pour 911 (= 742 + 169) titulaires de police; ceux-ci représentent 12.5 % du nombre total de titulaires de police âgés de 15 ans ou plus.

Le taux de réponse aux questions concernant la voiture particulière a également été bon: 97.6 % des particuliers dans l'échantillon ont répondu à la question d'introduction. Des 11,451 particuliers qui ont dit être propriétaires d'une voiture, 11,420 ont déclaré la valeur marchande de la voiture ou bien ont indiqué le nom et l'année du modèle, nous permettant ainsi d'en déterminer la valeur marchande à l'aide du Canadian Red Book(11) (édition d'avril 1977). De fait, il nous a fallu recourir à ce livre pour une très faible proportion de propriétaires. La plupart des enquêtés ont donné eux-mêmes des renseignements sur la valeur marchande, le nom et l'année du modèle de la voiture possédée(12).

Parmi tous les particuliers (11,451) qui ont dit être propriétaires d'une voiture, 11,420 avaient déclaré la valeur marchande de la première voiture; les 31 restants ne pouvaient donner la valeur de la première voiture. En outre, on a attribué une réponse affirmative à seulement 255 des 691 particuliers pour lesquels la

(11) Canadian Red Book: Official Used Car Valuations, April 1977, a Maclean-Hunter Publication.

(12) In order to check the quality of data on the estimated market value of car as provided by the respondent and that derived from the Canadian Red Book, we ran a small study comparing two sets of values. The universe chosen was that of car owners who had reported market value as well as model and model year of car; the last two items in turn were used to derive estimates of cars from the Red Book. The analysis concluded that the differences in the two sets of values were very small.

(11) Canadian Red Book: Official Used Car Valuations, avril 1977, Maclean-Hunter, éditeur.

(12) Afin d'apprécier la qualité des données sur la valeur marchande de la voiture fournies par les répondants par rapport aux chiffres figurant dans le Canadian Red Book, nous avons comparé sommairement les deux séries de valeurs. L'univers se composait des propriétaires de voitures qui avaient déclaré la valeur marchande, ainsi que le nom et l'année du modèle; nous avons utilisé ces deux derniers renseignements pour déterminer la valeur des voitures au moyen du Red Book. Nous en sommes venus à la conclusion que les différences entre les deux séries de valeurs étaient minimes.



TEXT TABLE IX. Ownership of a Passenger Car(1)

Total Number of Sampled Individuals Aged 15 Years and Over: 29,158

TABLEAU EXPLICATIF IX. Possession d'une voiture particulière(1)

Nombre total de particuliers dans l'échantillon, âgés de 15 ans et plus: 29,158

	Number of individuals who answered at the time of the survey	Number of individuals with an imputed response	Total number of individuals	Ratio of individuals with an imputed response to total
	Nombre de particuliers qui ont ré- pondu lors de l'enquête	Nombre de particuliers comptant une réponse imputée	Nombre total de particuliers	Rapport des particuliers comptant une réponse imputée
				per cent
				pourcentage
(a) Lead-in question - Question d'introduction:				
Whether or not an individual owns a passenger car - Est-ce que le particulier possède une voiture?				
Yes - Oui	11,451	255	11,706	2.2
No - Non	17,016	436	17,452	2.5
<u>TOTAL</u>	28,467	691	29,158	2.4
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	97.6	2.4	100.0	-
(b) Market value of passenger car I - Valeur marchande de la 1 <sup>re</sup> voiture	11,420	286(2)	11,706	2.4
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	97.6	2.4	100.0	-
(c) Market value of passenger car II - Valeur marchande de la 2 <sup>e</sup> voiture	1,284	26	1,310	2.0
Distribution of total - Répar- tition du total (%)	98.0	2.0	100.0	-

(1) Excludes details on two related items namely, model(s) and model year(s) of passenger car(s).

(1) Exclut des renseignements sur deux postes connexes, à savoir le modèle et l'année des voitures.

(2) Includes 255 individuals with an imputed "yes" under (a).

(2) Comprend 255 particuliers pour lesquels on a imputé un "oui" en (a).

response. So overall, there were only 286 (= 255 + 31) car owners out of a total of 11,706 for whom the value of car I was imputed. As far as the details on car II were concerned, 1,310 individuals reported owning two cars and only 26 of these required an imputed value of car II. There was no individual for whom we imputed market value of car I as well as of car II.

Turning now to the debt section, we saw in Text Table IV that 96.9% of individuals in the sample provided relevant details in this section and only 3.1% were to be assigned data, in part or in full, on their debts. Text Table X presents an overview of the response on debt items collected. It shows that the largest number of individuals originally reporting debt (> 0) was that of those owing money on charge accounts and instalment debt, the most common source of debt for individuals. This is followed by the number owing amounts on credit cards issued by banks and those having "other bank loans".

As regards the incidence of imputation in respect to the number of individuals with non-zero imputed values to the total number with non-zero amounts, it turned out to be the highest, i.e., 8.1%, for the debt outstanding on credit cards issued by institutions other than banks. The lowest such proportion occurred in the case of individuals owing student loans. And for two commonly used items namely, charge accounts and instalment debt and other bank loans, the proportions were 3.5% and 3.9% respectively.

In concluding this section, it may be mentioned that a considerably larger number of imputable debt items have ended up with zero values. The main reason for this outcome is the usage of the two-thirds of total sample reporting "no debts" as "possible donors" for 730 individuals who had failed to provide all details on their debts. In actual operations, though, the "complete universe" of donors used to impute data for these 730 individuals consisted of all individuals who had reported "no debts" or had provided all details on their debts.

#### MAGNITUDE OF IMPUTATION PERFORMED

Having discussed the quality of response on different data items collected and also the number of individuals who got imputed non-zero values in respect to each of these items, let us now examine the magnitude of

question d'introduction a été imputée. Dans l'ensemble, donc, la valeur de la première voiture a été imputée pour seulement 286 (= 255 + 31) propriétaires de voiture sur un total de 11,706. En ce qui concerne la deuxième voiture, 1,310 particuliers ont dit posséder deux voitures et seulement 26 d'entre eux se sont vus imputer la valeur de la deuxième voiture. Dans aucun cas n'avons-nous imputé la valeur marchande des deux voitures ensemble.

Passant maintenant à la section de la dette, rappelons que 96.9 % (tableau explicatif IV) des particuliers dans l'échantillon ont fourni des renseignements utiles à cet égard et qu'il a fallu attribuer des données sur la dette, en totalité ou en partie, pour seulement 3.1 % des enquêtés. Le tableau explicatif X présente une vue d'ensemble par poste des réponses obtenues aux questions sur la dette. Le plus grand nombre de particuliers qui ont déclaré avoir une dette ont été ceux qui devaient de l'argent à l'égard de comptes de crédit et d'achat à tempérament - la source la plus fréquente d'endettement chez les particuliers. Venaient ensuite ceux qui devaient de l'argent au titre des cartes de crédit émises par les banques et ceux qui avaient contracté d'autres emprunts bancaires.

La fréquence de l'imputation, mesurée par le nombre de particuliers comptant des valeurs imputées non nulles en proportion du nombre total de montants non nuls, s'est avérée la plus élevée (8.1 %) au poste de la dette à payer sur les cartes de crédit émises par des institutions financières autres que les banques. Le taux d'imputation le plus faible concerne les particuliers qui ont contracté des prêts aux étudiants. Quant à deux sources fréquentes d'endettement, soit les comptes de crédit et les achats à tempérament et les autres emprunts bancaires, les pourcentages s'établissent respectivement à 3.5 % et 3.9 %.

En conclusion, signalons qu'un nombre assez considérable de postes imputables de la dette se sont vus attribuer des valeurs nulles. Ce phénomène s'explique surtout par le fait que nous avons eu recours aux deux tiers des enquêtés n'ayant déclaré aucune dette comme donneurs possibles à l'égard des 730 particuliers qui avaient négligé de donner tous les renseignements sur leurs dettes. En réalité, cependant, l'univers des donneurs qui a servi à imputer les données pour ces 730 particuliers se composait de tous les particuliers ayant déclaré qu'ils n'avaient aucune dette ou qui avaient fourni tous les renseignements sur leurs dettes.

#### ORDRE DE GRANDEUR DE L'IMPUTATION EFFECTUÉE

Après nous être penchés sur la qualité des données recueillies pour les divers postes et sur le nombre de particuliers qui ont reçu des valeurs imputées non nulles à l'égard de chacun de ces postes, nous examinerons maintenant l'ordre



TEXT TABLE X. An Overview of the Response on Debt Data Collected by Type of Item

TABLEAU EXPLICATIF X. Vue d'ensemble des réponses par poste aux questions sur la dette

Debt item  Poste de la dette	Originally reported data  Données originales			Imputed data  Données imputées			Imputed data out of final unweighted data  Données imputées par rapport aux données définitives non pondérées			Incidence of in- debted- ness based on final unweighted data
	Number of indivi- duals who reported amount ( > 0)	Number of indivi- duals who reported zero	Propor- tion of indivi- duals who reported amount ( > 0)	Number of indivi- duals with imputed value ( > 0)	Number of indivi- duals with imputed value as zero	Propor- tion of indivi- duals with imputed value ( > 0)	Propor- tion of indivi- duals with non-zero imputed values to total numbers with amount ( > 0)	Propor- tion of indivi- duals with imputed value as zero to total number with zeros	Propor- tion of indivi- duals with imputed value	Fréquence de l'en- dettement d'après les données défini- tives non pondérées
	Nombre de particu- liers qui ont déclaré un montant ( > 0)	Nombre de particu- liers qui ont dé- claré un montant nul	Propor- tion de particu- liers qui ont déclaré un mon- tant ( > 0)	Nombre de particu- liers comptant une valeur imputée ( > 0)	Nombre de particu- liers comptant une valeur imputée nulle	Propor- tion de particu- liers comptant une valeur imputée ( > 0)	Particu- liers comptant des valeurs imputées non nulles par rapport au total de ceux comptant un montant ( > 0)	Particu- liers comptant une valeur imputée nulle par rapport au total de ceux comptant des montants nuls	Propor- tion de particu- liers comptant une valeur imputée	
Column number*  (1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Numéro de colonne*										
			per cent pourcentage			per cent pourcentage			per cent pourcentage	
Credit cards issued by banks - Cartes de crédit émises par les banques	2,621	25,768	9.2	107	662	13.9	3.9	2.5	2.6	9.4
Other universal credit cards - Autres cartes de crédit uni- verselles	669	27,719	2.4	59	711	7.7	8.1	2.5	2.6	2.5
Charge accounts and instalment debt - Comptes de crédit et dette sur achats à tempé- rément	3,717	24,663	13.1	133	645	17.1	3.5	3.3	2.7	13.2
Bank loans secured by stocks and bonds - Emprunts ban- caires garantis par des actions et des obligations	296	28,124	1.0	13	725	0.2	4.2	2.5	2.6	1.1
Bank loans secured by house- hold goods - Emprunts ban- caires garantis par des biens ménagers	963	27,448	2.4	33	714	4.4	1.7	1.1	2.6	3.4
Student loans - Prêts aux étudiants	650	27,772	2.3	12	724	1.6	1.8	2.5	2.5	2.3
Other bank loans - Autres emprunts bancaires	2,441	25,948	8.6	98	671	12.7	3.9	1.3	2.6	8.7
Loans from sales finance and consumer loan companies - Emprunts des sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation	1,089	27,326	3.8	40	703	5.4	1.1	2.5	2.5	3.9
Loans from credit unions and caisses populaires - Em- prunts des caisses d'épargne et de crédit	1,313	27,100	4.6	45	700	6.0	3.3	2.5	2.6	4.7
Other institutional loans - Autres emprunts d'établisse- ments financiers	226	28,200	0.8	6	726	0.8	2.6	1.1	2.5	0.8
Other debts and loans - Autres dettes et emprunts	474	27,937	1.7	26	721	3.5	5.2	2.5	2.6	1.7

\* All of the notes to Text Table VI are also applicable to this table.

\* Les notes du tableau explicatif VI s'appliquent au présent tableau.

imputed data in respect to the weighted aggregate dollar amounts pertaining to each of these items. In this context, we will also provide information on the proportion (based on weighted data)(13) of individuals with non-zero imputed data out of the total number of individuals with non-zero amounts for each of the data items considered. This way, one can compare the proportion of individuals who got the imputed non-zero amount pertaining to say, the i-th item, against the proportion of imputed amount for the i-th item in its weighted aggregate dollar amount. The statistical information presented in this section is grouped under four headings:

- (a) Housing Section
- (b) Asset and Debt Sections
- (c) Coverage Under Present/Past Work Related Pension Plans
- (d) Ownership of a Life Insurance Policy

The magnitude of imputation for the housing section is discussed on the basis of a "household" as a unit and it is also based on unweighted data (see footnote (13)). The imputation for the asset and debt sections and the other two sections is based on individuals' data using their weights as well. Since the financial data for these individuals will be used to derive the corresponding data for economic family units, one may roughly assume that the proportion of aggregate dollar amount imputed for the i-th item for individuals will almost be the same for the i-th item's aggregate for economic family units. The estimated number and dollar amounts pertaining to items of assets held and debts owed by economic family units are shown in Columns 9 and 10 respectively of each of Text Tables XI and XII.

#### (a) Housing Section

As discussed on p. 13, there were 269 households who had failed to answer the entire housing section. On the other hand, there were 493 households who had provided partial data on the non-imputable housing items (which means the rest of their housing data were usable) and 525 had not provided information on either the market value of property, mortgage status or mortgage outstanding (if any) or some combination of these items (see p. 13). So, the imputation procedure was applied to 269 households who had completely failed to

de grandeur des données imputées par rapport aux sommes globales pondérées relatives à chacun de ces postes. Du même coup, nous donnerons la proportion (fondée sur des données pondérées)(13) de particuliers auxquels on a imputé des données non nulles par rapport au nombre total de particuliers comptant des montants non nuls pour chacun des postes considérés. Aussi peut-on comparer la proportion de particuliers pour lesquels un montant non nul a été imputé, mettons, au poste i, au rapport entre le montant imputé au poste i et sa valeur globale pondérée. Les renseignements statistiques présentés dans cette section sont groupés sous quatre rubriques:

- a) Section du logement
- b) Sections de l'avoir et de la dette
- c) Participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur
- d) Souscription d'une police d'assurance-vie

Pour la section du logement, l'ordre de grandeur de l'imputation est mesuré en prenant le ménage comme unité et en utilisant des données non pondérées (voir la note (13)). Quant aux sections de l'avoir et de la dette et aux deux autres rubriques, l'imputation a fait appel aux données sur les particuliers, assorties de leurs pondérations. Comme les données financières des particuliers serviront à obtenir les données correspondantes relatives aux unités familiales économiques, on peut poser comme hypothèse grossière que la proportion de la valeur globale imputée au poste i dans le cas des particuliers sera à peu près la même que la proportion de la valeur globale imputée au poste i en ce qui concerne les unités familiales économiques. Les nombres et les valeurs relatifs aux avoirs et aux dettes des unités familiales économiques figurent respectivement dans les colonnes 9 et 10 des tableaux explicatifs XI et XII.

#### a) Section du logement

Comme on le mentionnait à la page 13, 269 ménages ont négligé de répondre à toute la section du logement. En revanche, 493 ménages ont fourni des données partielles sur les postes non imputables du logement (permettant ainsi l'utilisation du reste de leurs données sur le logement) et 525 ménages n'avaient donné aucun renseignement sur la valeur marchande de la propriété, sur sa situation hypothécaire ou, le cas échéant, sur le montant de l'hypothèque à payer (voir la page 13). C'est ainsi que l'on a procédé à l'imputation pour 269 ménages qui avaient omis tous les renseignements et pour 525 ménages auxquels il a

(13) The housing section is discussed on the basis of unweighted data as the data file did not carry weighting factor for households, our present unit of study.

(13) On a recours pour l'analyse de la section du logement à des données non pondérées, étant donné que le fichier des données ne comportait pas de pondération des ménages, notre unité d'étude.

provide information and 525 households who needed imputed values for the market value of property, mortgage status, mortgage outstanding (if any) or some combination of these.

The results of imputation for 269 households are as follows:

(i) Households with imputed market value of property	269
(ii) Household with imputed mortgage status:	
(ii.a) Yes	134
(ii.b) No	135
(ii.c) Total	269
(iii) Households with imputed mortgage outstanding	134

The results of imputation of 525 households are as follows:

(iv) Households with imputed market value of property	401
(v) Households with imputed mortgage status:	
(v.a) Yes	20
(v.b) No	8
(v.c) Total	28
(vi) Households with imputed mortgage outstanding:	
(vi.a) Original	140
(vi.b) As a result of (v)	20
(vi.c) Total	160

From these counts, we can derive the following:

(vii) Households with imputed market value of property: (i) + (iv)	=	670
(viii) Households with imputed mortgage status: (i) + (v.c)	=	297
(ix) Households with imputed mortgage outstanding: (iii) + (vi.c)	=	294
(x) Total number of home owning households	=	8,261
(xi) ratio (vii)/(x)	=	8.1%
(xii) ratio (viii)/(x)	=	3.6%
(xiii) ratio (ix)/Total number of households with mortgage outstanding	=	7.2%

Therefore, of all home-owning households, only 8.1% got imputed market value of property whereas 3.6% got imputed mortgage status on their property. Interpreting these results from the opposite angle, one can conclude that 91.9% of all home

fallu attribuer la valeur marchande de la propriété, la situation hypothécaire ou, le cas échéant, le montant de l'hypothèque à payer.

Voici les résultats de l'imputation en ce qui concerne les 269 ménages:

(i) ménages dont la valeur marchande de la propriété est imputée	269
(ii) ménage dont la situation hypothécaire est imputée:	
(ii.a) Oui	134
(ii.b) Non	135
(ii.c) Total	269
(iii) ménages dont le montant à payer sur l'hypothèque est imputé	134

Voici les résultats de l'imputation pour les 525 ménages:

(iv) ménages dont la valeur marchande de la propriété est imputée	401
(v) ménages dont la situation hypothécaire est imputée:	
(v.a) Oui	20
(v.b) Non	8
(v.c) Total	28
(vi) ménages dont le montant de l'hypothèque à payer est imputé:	
(vi.a) Original	140
(vi.b) Conséquence de (v)	20
(vi.c) Total	160

Ces nombres nous permettent de calculer les chiffres suivants:

(vii) ménages dont la valeur marchande de la propriété est imputée: (i) + (iv)	=	670
(viii) ménages dont la situation hypothécaire est imputée: (i) + (v.c)	=	297
(ix) ménages dont le montant de l'hypothèque à payer est imputé: (iii) + (vi.c)	=	294
(x) nombre total de ménages possédant un logement	=	8,261
(xi) rapport (vii)/(x)	=	8.1%
(xii) rapport (viii)/(x)	=	3.6%
(xiii) rapport (ix)/Nombre total de ménages ayant une hypothèque à payer	=	7.2%

Par conséquent, on a attribué la valeur marchande de la propriété à 8.1 % seulement de tous les ménages propriétaires de leur logement, en regard de 3.6 % pour ce qui est de la situation hypothécaire de la propriété. Si l'on renverse ces résultats, 91.9 % de tous les ménages



owning households provided information on the market value of property compared to 96.1% who specifically answered whether or not they owed any mortgage on the property. Again, of all those households with mortgage outstanding, only 7.2% had their mortgage imputed and the remaining 92.8% did report the amount outstanding during the interview. The degree of accuracy in the reporting of such amounts at a household level cannot be determined here as we do not have their corresponding outstanding mortgage amounts from the institutional sources. However, we will compare the weighted aggregate of mortgage outstanding (derived on the basis of economic family units) with its counterpart available from the other source(s) (see pages 70-72).

Let us now look at the proportion of amount imputed in the total unweighted aggregate amount in respect to the market value of property and mortgage debt outstanding:

propriétaires de leur logement ont donné des renseignements sur la valeur marchande de la propriété, alors que 96.1 % ont clairement indiqué si la propriété était grevée ou non d'une hypothèque. Ici encore, le montant de l'hypothèque à payer a été imputé pour 7.2 % seulement des ménages, les 92.8 % restants ayant déclaré le montant à payer lors de l'interview. Le degré d'exactitude des sommes déclarées au niveau des ménages ne peut être établi ici, car nous n'avons pas obtenu des institutions financières le montant correspondant de l'endettement hypothécaire. Nous comparerons par contre la valeur globale pondérée de la dette hypothécaire (calculée en fonction des unités familiales économiques) aux chiffres correspondants obtenus d'autres sources (voir les pages 70-72).

Examinons maintenant la proportion du montant imputé par rapport à la valeur globale non pondérée en ce qui concerne la valeur marchande de la propriété et la dette hypothécaire:

Item Poste	Ratio of imputed to total unweighted aggregate amount  Rapport du montant imputé à la valeur globale totale non pondérée	Average amount(1) Montant moyen(1)		
		Original	Imputed Imputé	Total
	percent pourcentage	dollars		
Market value of property - Valeur marchande de la propriété	7.8	45,651	43,790	45,500
Mortgage debt outstanding - Dette hypothécaire à payer	7.8	18,475	20,013	18,586

(1) Based on unweighted aggregates and number of home-owning households. The weighted aggregates and the estimated number of these households could not be found as the data file did not carry a household weighting factor.

(1) D'après les valeurs globales non pondérées et le nombre de ménages propriétaires de leur logement. Les valeurs globales pondérées et le nombre estimatif de ménages en cause n'ont pu être trouvés du fait que le fichier des données ne comportaient pas le coefficient de pondération des ménages.

Only 7.8% of the aggregate market value of property is imputed and for that matter, so is the mortgage debt outstanding. These

Or, 7.8 % seulement de la valeur marchande globale de la propriété et, par le fait même, de la dette hypothécaire sont imputées. Ces

proportions are not that much apart from those found in respect to the number of households requiring imputed data on these items. From the statistical evidence presented so far, we can conclude that the response to the housing section was quite good and the home-owning households did cooperate in answering the important questions such as the market value of property and the mortgage outstanding. The importance of these items lies in the fact that they determine the equity in a home which in turn forms a major share of a family's net worth.

#### (b) Asset and Debt Sections

As stated earlier, data on assets, debts and business interests were collected at an individual level; i.e., each sample individual aged 15 years and over had to provide information on his/her asset/debt items. Accordingly, these data were edited and imputed on an individual's level. The magnitude of imputation in respect to asset/debt items is therefore discussed using weighted individual data. The statistical tables presented contain, besides other relevant details, columns showing proportion of individuals who received non-zero imputed data and the proportion of imputed amounts in the weighted aggregate amount used for analytical purposes. Text Table XI contains all imputable asset items (including equity in business) whereas Text Table XII shows all debt items.

From Text Table XI, we can draw the following main observations. The magnitude of imputation (judged on the basis of the ratio of imputed to total aggregate amount) for a majority of asset items is under 10% as shown below:

<u>Magnitude of imputation</u>	<u>Number of asset items</u>
Under 10%	18
10% to 14%	4
15% to 19%	3
20% and over	1
<u>Total</u>	26

The item with more than 20% imputed amount is no other than the face value of matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds (CSB). Although there were only 14.9% of individuals reporting this item who got the imputed value, its relatively larger proportion of imputed amount could mainly result from a situation where recipients may have had relatively larger holdings of CSB's which in turn would have

pourcentages ne s'écartent guère de ceux obtenus à l'égard du nombre de ménages pour lesquels ces postes devaient être imputés. Si l'on en juge par les chiffres présentés plus haut, la réponse à la section du logement a été plutôt bonne et les ménages propriétaires de leur logement ont bien collaboré en répondant aux questions importantes comme la valeur marchande de la propriété et la dette hypothécaire. L'importance de ces postes réside dans le fait qu'ils déterminent la valeur nette du logement, laquelle constitue un élément appréciable de la richesse d'une famille.

#### b) Sections de l'avoir et de la dette

Les données sur l'avoir, la dette et les intérêts dans une affaire ont été recueillies, rappelons-le, au niveau du particulier; chaque particulier dans l'échantillon, âgé de 15 ans ou plus, devait donner des renseignements sur ses avoirs et sur ses dettes. Aussi a-t-on contrôlé et imputé les données sur une base individuelle. L'ordre de grandeur de l'imputation en ce qui concerne les postes de l'avoir et de la dette est mesuré, par conséquent, au moyen de données pondérées relatives aux particuliers. Les tableaux statistiques donnent, entre autres renseignements utiles, la proportion des particuliers auxquels on a imputé des montants non nuls et la part des montants imputés dans les valeurs globales pondérées servant aux analyses. Le tableau explicatif XI renferme tous les postes imputables de l'avoir (dont les parts d'intérêts), tandis que le tableau explicatif XII présente tous les postes de la dette.

Le tableau explicatif XI nous permet de faire les principales observations suivantes: l'ordre de grandeur de l'imputation (mesuré d'après le rapport du montant imputé à la valeur globale) est inférieur à 10 % pour la plupart des postes de l'avoir:

<u>Ordre de grandeur de l'imputation</u>	<u>Nombre de postes de l'avoir</u>
Moins de 10 %	18
10 % à 14 %	4
15 % à 19 %	3
20 % et plus	1
<u>Total</u>	26

Le poste dont plus de 20 % du montant a été imputé est nul autre que la valeur nominale des coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada (OEC). Or, on a procédé à l'imputation pour seulement 14.9 % des particuliers qui ont déclaré ce poste. Le pourcentage relativement élevé du montant imputé pourrait s'expliquer par l'avoir plus considérable des bénéficiaires sous forme d'obligations, d'où l'attribution de valeurs nominales de coupons échus

TEXT TABLE XI. An Overview of Magnitude of Imputation Performed on Asset Items(1)

TABLEAU EXPLICATIF XI. Vue d'ensemble de l'ordre de grandeur de l'imputation concernant les postes de l'avoir(1)

Asset item Poste de l'avoir	Weighted individual data Données pondérées sur les particuliers							Weighted EFU data(3) Données pondérées sur les UFÉ(3)	
	Number of individuals with amount (> 0) Nombre de particuliers comptant un montant (> 0)	Proportion of individuals with imputed amount (> 0) in total(2) Proportion de particuliers comptant un montant imputé (> 0) par rapport au total(2)	Ratio of imputed to total aggregate amount Rapport du montant total au montant global	Ratio of Column (4) to Column (3) Rapport de la colonne (4) à la colonne (3)	Average amount per individual, holders only Montant moyen par particulier, détenteurs seulement			Number of EFU's with amount (> 0) Nombre d'UFÉ comptant un montant (> 0)	Total aggregate amount Montant global total
					Original Montant original	Imputed Montant imputé	Total		
Column number (1) Numéro de colonne	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	thousands milliers	per cent pourcentage			dollars			thousands milliers	thousands of dollars milliers de dollars
Current and personal chequing accounts - Comptes courants et comptes de chèques personnels	6,642	9.3	7.6	0.82	1,088	878	1,068	4,897	6,988,957
Savings accounts and certificates - Comptes et certificats d'épargne	6,140	9.3	13.7	1.47	3,166	4,906	3,327	4,207	20,875,255
Deposits with credit unions and caisses populaires - Dépôts dans des caisses d'épargne et de crédit	3,078	5.9	6.8	1.15	2,286	2,642	2,307	2,169	6,924,507
Deposits with trust companies - Dépôts dans des sociétés de fiducie	752	11.4	6.9	0.61	8,299	4,759	7,894	616	6,173,008
Other deposits - Autres dépôts	215	9.3	5.5	0.59	9,155	5,176	8,783	187	1,978,906
Cash on hand - Argent liquide	12,149	6.7	6.8	1.01	75	77	75	6,935	888,685
Canada Savings Bonds, 1976 issues being paid for - Obligations d'épargne du Canada, obligations de 1976 entièrement payées	809	6.0	9.3	1.55	1,320	2,138	1,369	)	)
Canada Savings Bonds, total fully paid - Obligations d'épargne du Canada, entièrement payées	1,983	13.8	18.6	1.35	4,422	6,334	4,685	) 1,884	) 10,507,335
Canada Savings Bonds, face value of matured uncashed coupons - Obligations d'épargne du Canada, valeur nominale des coupons échus non encaissés	607	14.9	21.8	1.46	819	1,303	891	492	538,468
Other Government of Canada bonds - Autres obligations du gouvernement du Canada	103	8.0	6.7	0.84	4,208	3,471	4,149	92	361,334
All other bonds - Toutes autres obligations	264	7.0	6.3	0.90	6,305	5,664	6,260	225	1,762,221
Publicly traded stocks and investment fund shares - Actions négociables sur le marché et parts de fonds de placement	665	12.9	10.5	0.81	10,847	8,540	10,549	568	6,980,101
Shares in investment clubs - Participations dans des associations de placement	138	6.5	8.1	1.25	3,228	4,105	3,285	128	446,087



TEXT TABLE XI. An Overview of Magnitude of Imputation Performed on Asset Items(1) - Concluded

TABLEAU EXPLICATIF XI. Vue d'ensemble de l'ordre de grandeur de l'imputation concernant les postes de l'actif(1) - fin

Asset item Poste de l'actif	Weighted individual data Données pondérées sur les particuliers							Weighted EFU data(3) Données pondérées sur les UFE(3)	
	Number of individuals with amount (> 0)	Proportion of individuals with imputed amount (> 0) in total(2)	Ratio of imputed to total aggregate amount	Ratio of Column (4) to Column (3)	Average amount per individual, holders only Montant moyen par particulier, détenteurs seulement			Number of EFU's with amount (> 0)	Total aggregate amount
	Nombre de particuliers comptant un montant (> 0)	Proportion de particuliers comptant un montant imputé (> 0) par rapport au total(2)	Rapport du montant total au montant global	Rapport de la colonne (4) à la colonne (3)	Original Montant original	Imputed Montant imputé	Total	Nombre d'UFE comptant un montant (> 0)	Montant global total
Column number (1) Numéro de colonne	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	thousands milliers	per cent pourcentage			dollars			thousands milliers	thousands of dollars milliers de dollars
Mortgages - Hypothèques	263	8.9	5.3	0.77	22,392	16,920	22,014	230	5,738,359
Other loans to persons/businesses - Autres prêts à des personnes et à des entreprises	263	8.8	10.4	1.15	12,487	15,018	12,709	253	3,339,023
Registered Home Ownership Savings Plans(4) - Régimes enregistrés d'épargne-logement(4)	311	2.5	2.5	0.96	1,536	1,536	1,578	310	595,885
Registered Retirement Savings Plans(4) - Régimes enregistrés d'épargne-retraite(4)	1,141	8.4	10.2	1.21	5,376	6,667	5,484	1,148	7,145,904
Other financial assets - Autres avoirs financiers	123	10.9	9.2	0.84	59,243	48,790	58,099	104	6,861,736
Vacation home, market value - Maison de villégiature, valeur marchande	111	8.1	4.2	0.52	17,761	17,914	17,767	468	8,594,533
Vacation home, mortgage debt - Maison de villégiature, dette hypothécaire	43	4.1	5.2	0.84	9,824	8,034	9,712	57	593,495
Other real estate, market value - Autres biens immobiliers, valeur marchande	633	7.1	7.4	1.04	42,290	43,963	42,410	973	36,838,172
Other real estate, mortgage debt - Autres biens immobiliers, valeur hypothécaire	141	1.7	11.1	1.88	23,913	48,674	25,792	456	8,349,346
Passenger car I: market value - 1 <sup>ère</sup> voiture: valeur marchande	7,168	3.7	3.9	1.05	2,512	2,675	2,518		
Passenger car II: market value - 2 <sup>e</sup> voiture: valeur marchande	1,829	2.0	1.1	0.60	1,829	1,066	1,813		
Market value of passenger cars - Total - Valeur marchande des voitures								5,820	18,693,995
Miscellaneous assets - Avoirs divers	1,067	7.8	8.1	1.04	4,432	4,587	4,444	64	287,594
Equity in business/farm/professional interests(4) - Parts d'intérêts commerciaux, agricoles et professionnels(4)	14,187	15.8	15.7	0.95	65,791	62,829	65,325	1,042	84,122,608
Personal assets(5) - Total - Avoirs personnels(5)	14,918	16.0	15.6	0.63	15,711	8,916	14,480	1,114	227,699,831

Notes to Text Table XI

1. Includes imputable asset items only.
2. For each of the asset items shown, Column (3) is calculated by dividing the estimated number of individuals aged 15 and over who had imputed amount ( $> 0$ ) by the total number of individuals 15 and over with amount ( $> 0$ ).
3. EFU stands for "Economic Family Unit". The estimated numbers and aggregates shown in Columns (9) and (10) respectively have been used in the forthcoming two reports as cited in footnote (4). The aggregate amounts shown in Column (10) are further used for data evaluation purposes - i.e., these are compared with the corresponding aggregates available from outside sources.
4. This item is evaluated using individual data.
5. The estimated market value of owner-occupied homes is not included here; however, inclusion of its total estimated value of \$208,569,334,000 in the total personal assets shown in Column (10) results in a sum of \$436,269,165,000 as aggregated total assets of family units. This estimate of total assets has been used for all analytical purposes (see footnote (3) above).

Notes du tableau explicatif XI

1. Comprend uniquement les postes imputables.
2. Pour chacun des postes de l'avoir, la colonne (3) est obtenue en divisant le nombre estimatif de particuliers âgés de 15 ans et plus comptant un montant imputé ( $> 0$ ) par le nombre total de particuliers âgés de 15 ans et plus comptant un montant ( $> 0$ ).
3. UFÉ signifie "unité familiale économique". Les deux bulletins mentionnés dans la note (4) ont fait appel aux nombres et montants globaux estimatifs qui figurent dans les colonnes (9) et (10). Les montants globaux indiqués dans la colonne (10) ont également servi à l'évaluation des données; on les a comparés aux chiffres globaux correspondants qu'on a pu obtenir de sources extérieures.
4. Ce poste est évalué au moyen des données sur les particuliers.
5. Ne comprend pas la valeur marchande estimative des logements occupés par leur propriétaire. Or, si l'on ajoute leur valeur totale de \$208,569,334,000 à l'avoir personnel total indiqué à la colonne (10), l'avoir total de l'ensemble des unités familiales se chiffre à \$436,269,165,000. Cette estimation de l'avoir total a servi tout au long des analyses (voir la note (3) ci-dessus).

resulted in higher imputed values for the face value of matured uncashed coupons, especially when the imputation procedure used the ratio method (see Appendix I) in order to determine the non-ascertained values. Indeed, the selection and the type of donor whose data are used (either in terms of a complete transfer or in terms of using a ratio of items involved) also plays a critical part especially where the universe of donors is very small. In this situation, chances are that a particular donor with relatively large holdings can be selected for imputing data for several recipients, thus generating a higher imputed amount.

The items with imputed amounts of 15% to 19% of the total are total fully paid CSB's, mortgage outstanding on other real estate (other than owner-occupied home and vacation home) and business equity. These three items seem to have one common denominator and that is the respondent's inability to provide data without consulting his/her records; for instance, a respondent may fail to give the total fully paid CSB's holdings if he/she has placed all the bonds in a safety deposit vault of a bank. A similar statement can be made about the inability to estimate how much equity he/she has in his/her business; such inability could be due to lack of comprehension of concept involved, problem of valuation, problem of determining one's precise share (if one is in a partnership situation), or simply failure to consult business records which may not be handy for a home interview, etc.

It is interesting to note that asset items such as publicly traded stocks and mutual funds shares and shares in investment clubs, etc., though owned by a very small proportion of people, had relatively smaller imputed amounts compared to, say, equity in business or fully paid CSB's.

Column 5 containing the important ratio of the proportion of amount imputed to the proportion of number of individuals who got imputed data tells it all about the magnitude of imputation performed. In 14 out of 26 items, the proportion of amount imputed turned out to be greater than or equal to the proportion of individuals who got imputed data whereas the reverse was true for the remaining 12 items; the latter group included asset items such as current accounts and personal chequing accounts, deposits with trust companies, RHOSP, and equity in business. This ratio for total

non encaissés plus élevées; tel serait le résultat, en particulier, de l'imputation des valeurs incertaines par la méthode du rapport (voir l'annexe I). En outre, le choix et le genre de donateurs dont les données servent soit à un transfert complet ou à la mise en rapport de postes déterminés, jouent un rôle critique, surtout lorsque l'univers des donateurs est très petit. Il est possible, dans cette situation, qu'un certain donateur dont l'avoir sous forme d'obligations est plutôt important soit choisi en vue de l'imputation de données pour plusieurs bénéficiaires; ce procédé aboutit à l'attribution d'un montant supérieur.

Les postes dont les montants imputés représentent de 15 % à 19 % du total sont les obligations d'épargne entièrement payées, la dette hypothécaire grevant les autres biens immobiliers (autres que le logement occupé par le propriétaire et la maison de villégiature) et les parts d'intérêts dans une affaire. Ces trois postes semblent avoir une caractéristique commune, à savoir l'impossibilité pour le répondant de fournir des données sans consulter ses dossiers. Il est possible, par exemple, qu'on ait omis d'indiquer le montant total des obligations d'épargne entièrement payées si celles-ci étaient toutes déposées dans le coffret de sécurité d'une banque. La même observation s'applique à l'estimation des parts que le répondant peut détenir dans une affaire. L'incapacité de faire une telle estimation pourrait s'expliquer par l'incompréhension du concept en cause, le problème de l'évaluation, la difficulté d'établir précisément sa part (dans le cas d'une société en nom collectif) ou tout simplement le fait de n'avoir pu consulter les livres de l'entreprise qui pouvaient ne pas se trouver à la maison lors de l'interview.

Il convient de signaler que certains postes de l'avoir, comme les actions négociables sur le marché et les parts de fonds mutuels, ainsi que les participations dans des associations de placement, que possède une très faible proportion de gens, comportaient des montants imputés proportionnellement inférieurs en regard des parts d'intérêts dans une affaire ou des obligations d'épargne du Canada entièrement payées.

C'est la colonne 5 qui renferme le rapport clef entre la proportion du montant imputé et la proportion du nombre de particuliers qui ont reçu des données imputées, lequel révèle tout au sujet de l'ordre de grandeur de l'imputation effectuée. Dans 14 postes sur 26, la proportion du montant imputé a été supérieure ou égale à la proportion de particuliers qui ont reçu des données imputées; la situation était renversée dans les 12 postes restants. Ce dernier groupe englobait les comptes courants et les comptes de chèques personnels, les dépôts auprès de sociétés de fiducie, les régimes enregistrés d'épargne-logement et les parts d'intérêts dans une affaire. Le



personal assets is less than one (i.e., 0.63). This also implies that the average asset holding per person based on imputed data is much lower than that calculated from the data originally provided by the respondents. As a matter of fact, the ratio of average asset holdings based on imputed data to that from original data is 56.7%, whereas the ratio of the average based on pooled data (i.e., original and imputed) to originally reported is 92.1%.

As regards the magnitude of imputations performed for debt items, Text Table XII reveals that for 10 out of 11 items, the proportion of total amount imputed was under 10%. The only debt item which has a little over 11% amount imputed is "other universal credit cards issued by institutions other than banks". Some of these cards are American Express, Diner's Club and Carte Blanche which can be used internationally. The proportion of individuals who got imputed amounts in respect to this item, on the other hand, turned out to be 10%.

The imputation procedure showed a somewhat mixed outcome; for instance, the proportion of total amount imputed was higher than the proportion of individuals who got imputed data on items such as credit cards, student loans and bank loans secured by stocks and bonds, whereas the inequality reversed for the remaining debt items. For bank loans secured by stocks and bonds, the proportion of amount imputed was twice the proportion of number of individuals who got its imputed data resulting in an imputed average of \$14,639 compared to \$7,027 based on the original data.

Column 5 of Text Table XII shows that for total personal debt, the proportion of amount imputed to the proportion of number of persons given imputed data is 0.76. This ratio with a value <1 has again resulted in a lower average debt per person from imputed data compared to the one calculated from original data. The ratio of imputed to original average is 74.2% compared to the ratio of averages from pooled data to originally reported is 98.6%.<sup>(14)</sup>

rapport en ce qui concerne l'avoir personnel total est inférieur à l'unité (0.63). Il en découle que l'avoir moyen par personne calculé d'après les données imputées est nettement inférieur à l'avoir moyen déterminé par les données fournies à l'origine par les répondants. Justement, le rapport de l'avoir moyen calculé d'après des données imputées à celui obtenu des données originales est 56.7 %, alors que le rapport de l'avoir moyen établi selon les données regroupées (originales et imputées) à celui obtenu des données originales est 92.1 %.

Quant à l'ordre de grandeur des imputations relatives aux postes de la dette, il ressort du tableau explicatif XII que pour 10 postes sur 11, le pourcentage du montant total imputé était inférieur à 10 %. Le seul poste où le montant imputé dépasse légèrement 11 % est celui des cartes de crédit universelles émises par des institutions autres que les banques. Il s'agit notamment des cartes American Express, Diner's Club et Carte Blanche, qui sont reconnues dans de nombreux pays. En revanche, la proportion de particuliers qui ont fait l'objet d'une imputation à cet égard s'est chiffrée à 10 %.

La procédure d'imputation a donné des résultats qui manquaient d'uniformité: la proportion du montant total imputé a été supérieure à la proportion de particuliers qui ont reçu des données imputées pour les postes des cartes de crédit, des prêts aux étudiants et des emprunts bancaires garantis par des actions et des obligations, alors que la relation est renversée dans le cas des postes restants de la dette. En ce qui concerne les emprunts bancaires garantis par des actions et des obligations, la proportion du montant imputé a été le double de la proportion du nombre de particuliers qui ont reçu des données imputées, de sorte que la moyenne des données imputées est \$14,639, contre \$7,027 pour les données originales.

La colonne 5 du tableau explicatif XII indique que le rapport de la proportion du montant imputé à la proportion du nombre d'individus à qui on a imputé des données est 0.76, donc inférieure à l'unité, en ce qui concerne la dette personnelle totale. En effet, la dette moyenne par individu calculée à partir des données imputées est ici encore inférieure à celle obtenue des données originales. Le rapport de la moyenne imputée à la moyenne originale est de 74.2 %, alors que le rapport entre les données regroupées et les données originales est de 98.6 %<sup>(14)</sup>.

(14) One should not be tempted to conclude from this evidence that imputation procedures applied gave comparatively better results for debt than for asset items; the intricacies involved in the imputation procedures do not allow us to draw such conclusions.

(14) Il ne faudrait pas chercher à conclure d'après ces chiffres que la procédure d'imputation a donné des résultats relativement meilleurs pour les postes de la dette que pour les postes de l'avoir; la nature complexe de la procédure nous interdit de tirer de telles conclusions.

TEXT TABLE XII. An Overview of Magnitude of Imputation Performed on Debt Items(1)

TABLEAU EXPLICATIF XII. Vue d'ensemble de l'ordre de grandeur de l'imputation concernant les postes de la dette(1)

Debt item Poste de la dette	Weighted individual data Données pondérées sur les particuliers							Weighted EFU data(3) Données pondérées sur les UFÉ(3)	
	Number of individuals with amount (> 0)	Proportion of individuals with imputed amount (> 0) in total(2)	Ratio of imputed to total aggregate amount	Ratio of Column (4) to Column (3)	Average amount per individual, debtors only Montant moyen par particulier, débiteurs seulement			Number of EFU's with amount (> 0)	Total aggregate amount
	Nombre de particuliers comptant un montant (> 0)	Proportion de particuliers comptant un montant imputé (> 0) par rapport au total(2)	Rapport du montant total au montant global	Rapport de la colonne (4) à la colonne (3)	Original Montant original	Imputed Montant imputé	Total	Nombre d'UFÉ comptant un montant (> 0)	Montant global total
Column number (1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	thousands milliers	per cent pourcentage			dollars			thousands milliers	thousands of dollars milliers de dollars
Credit cards issued by banks - Cartes de crédit émises par les banques	1,730	5.7	8.3	1.46	300	539	370	1,551	618,661
Other universal credit cards - Autres cartes de crédit universelles	425	10.0	11.1	1.11	254	284	257	395	106,757
Charge accounts and instalment debt - Comptes de crédit et dette sur achats à tempérament	2,347	4.1	3.8	0.93	355	325	354	2,042	791,521
Bank loans secured by stocks and bonds - Emprunts bancaires garantis par des actions et des obligations	184	3.1	6.3	2.03	7,027	14,439	7,266	168	1,275,914
Bank loans secured by household goods - Emprunts bancaires garantis par des biens ménagers	562	2.7	1.8	0.67	3,938	2,562	3,901	498	2,039,661
Student loans - Prêts aux étudiants	396	1.5	1.5	1.00	1,617	1,571	1,616	359	643,943
Other bank loans - Autres emprunts bancaires	1,472	4.8	3.8	0.79	4,717	3,689	4,668	1,337	6,644,259
Loans from sales finance and consumer loan companies - Emprunts des sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation	625	2.9	2.1	0.72	2,687	1,936	2,660	565	1,601,209
Loans from credit unions and caisses populaires - Emprunts des caisses d'épargne et de crédit	870	5.3	4.1	0.77	3,690	2,795	3,642	759	2,980,643
Other institutional loans - Autres emprunts d'établissements financiers	180	3.0	0.2	0.07	6,588	459	6,404	123	861,787
Other debts and loans - Autres dettes et emprunts	304	5.0	3.7	0.74	3,598	2,589	3,547	298	1,070,427
Total personal debt(4) - Dette personnelle totale(4)	5,819	5.1	3.9	0.76	3,380	2,511	3,336	4,574	18,634,782

(1) All imputable debt items.

(1) Ensemble des postes imputables de la dette.

(2) For each of the debt items, Column (3) is calculated by dividing the estimated number of individuals aged 15 years and over who had imputed amount (> 0) by the total number of individuals 15 years and over with amount (> 0).

(2) Pour chacun des postes de la dette, la colonne (3) est calculée en divisant le nombre estimatif de particuliers âgés de 15 ans ou plus comptant un montant imputé (> 0) par le nombre total de particuliers âgés de 15 ans ou plus comptant un montant (> 0).

(3) See footnote (3), Text Table XI.

(3) Voir la note (3) du tableau explicatif XI.

(4) The mortgage debt outstanding on owner-occupied homes is not included here; however, inclusion of its total estimated value of \$47,098,737,000 in the total personal debt shown in column (10) results in a sum of \$65,733,519,000 as aggregate total debt outstanding for family units. This estimate of total debt has been used for all analytical purposes (see footnote (3), Text Table XI).

(4) Ne comprend pas la dette hypothécaire en cours sur les logements occupés par leur propriétaire. Or, si l'on ajoute sa valeur totale estimative de \$47,098,737,000 à la dette personnelle totale indiquée à la colonne (10), la dette totale en cours de l'ensemble des unités familiales se chiffre à \$65,733,519,000. Cette estimation de la dette totale a servi tout au long des analyses (voir la note (3) du tableau explicatif XI).

(c) Coverage Under Present/Past Work  
Related Pension Plans

This topic (related to assets, but not part of asset definition) included three sub-items as described in Text Table VII; the magnitude of imputation performed on these three sub-items is presented in Text Table XIII.

c) Participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur

Cet élément, qui est relié à l'avoir sans en faire partie, comporte trois sous-éléments décrits au tableau explicatif VII. L'ordre de grandeur de l'imputation dont ont fait l'objet ces trois sous-éléments est présenté dans le tableau explicatif XIII.

TEXT TABLE XIII. Magnitude of Imputation Performed on Pension Plans Data(1)

TABLEAU EXPLICATIF XIII. Ordre de grandeur de l'imputation concernant les données sur les régimes de retraite(1)

Using weighted individuals' data

Au moyen de données pondérées sur les particuliers

	Estimated number of individ- uals with item reported	Proportion of individ- uals with imputed items in total shown in column(2)	Total aggregate premiums paid	Ratio of imputed to total aggregate premiums paid	Average premiums paid		
					Moyenne des primes payées		
					Original Montant original	Imputed Montant imputé	Total
	Nombre estimatif de parti- culiers qui ont répondu à la question	Proportion de particu- liers comp- tant un montant imputé par rapport au total de la colonne(2)	Somme globale des primes payées	Rapport du montant imputé à la somme globale des primes payées			
	thousands	per cent	thousands of dollars	per cent	dollars		
	milliers	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage			
(a) Lead-in question - Question d'introduction:							
Whether or not an individual is covered by present/past work related pension plan(s) - Est-ce que le particulier participe à un régime de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur?	3,592	3.5	-	-	-	-	-
(b) Premiums paid in 1976 - Primes payées en 1976	2,790	4.4	-	-	-	-	-
(c) Amount of premiums paid (> 0) in 1976 - Montant des primes payées (> 0) en 1976	2,790	19.0	1,756,011	16.3	651	537	629

(1) This item is evaluated using individuals' data.

(1) Ce poste est évalué au moyen des données sur les particuliers.

Only 35 out of every 1,000 persons covered by the present/past work related pension plans got an imputed "yes" compared to 44 who failed to report whether or not they paid any pension plan premiums during the calendar year 1976. However, 81% of all individuals covered by such pension plans provided data on the amount of premiums paid, which indicates a good response (when viewed against the problems of collecting financial data from households) to

Nous avons attribué un "oui" à seulement 35 personnes pour 1,000 participants à un régime de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur, en regard de 44 individus qui ont omis d'indiquer s'ils avaient cotisé ou non à un régime de retraite au cours de l'année civile 1976. Par ailleurs, 81 % de tous les participants à de tels régimes ont fourni des données sur le montant des cotisations payées, ce qui constitue un bon taux de réponse si l'on considère les problèmes que pose la collecte de données financières



this item. Overall, we had to impute only 16.3% of total aggregated value of premiums paid by all individuals covered under pension plans. The average premiums imputed is \$537 compared to \$651 calculated from the originally reported data. The ratio of average premiums paid from pooled to original data is 96.6%.

#### (d) Ownership of a Life Insurance Policy

Although this topic included four sub-items, namely (i) whether or not an individual has life insurance policy(ies), (ii) face value of a policy(ies), (iii) cash surrender value of a policy(ies) and (iv) premiums paid in 1976 (accepting zero amount if the policy was fully paid up). In this section, the magnitude of imputation is discussed only for sub-items (i) and (iv) and no mention is made of (ii) and (iii). If sub-item (iii) had been imputed, then we would have treated this as a component of one's asset holdings and its details could have been provided in this section. However, as stated earlier, we decided not to impute this item because of the poor quality of the data collected. That is why it is also excluded from our present definition of total assets.

Text Table XIV shows that only 31 out of every 1,000 persons who had a life insurance policy were considered having such a policy as a result of our imputation procedure. As regards the premiums paid, 13.5% of all holders did not report the amount of premiums paid in 1976, and premiums imputed for these, in turn, accounted for 14% of total aggregate premiums paid. The net result of this is that the average of imputed premiums is slightly higher than that calculated from the original data. Overall though, the average premiums from pooled data (i.e., original and imputed) is \$227 compared to \$226 from the originally reported data.

The statistical evidence thus presented does indicate that the response to two sub-items of life insurance policy data was rather satisfactory and the imputation procedure used also did not yield an odd outcome. To what extent the reported amount of insurance premiums is comparable to the one available from outside sources is further described on pages 60-61.

#### CREATION OF FAMILY DATA

Once the data on individual records on assets/debts and business/farm/professional interests had been edited, missing data imputed and finally the entire data (i.e.,

auprès des ménages. Dans l'ensemble, il nous a fallu imputer seulement 16.3 % de la valeur globale des cotisations payées par tous les participants à de tels régimes de retraite. La cotisation moyenne imputée est \$537, contre \$651 pour les données originales. Le rapport entre les données regroupées et les données originales en ce qui concerne la cotisation moyenne payée est 96.6 %.

#### d) Souscription d'une police d'assurance-vie

Cet élément comporte quatre sous-éléments, à savoir (i) la souscription de police d'assurance-vie, (ii) la valeur nominale des polices, (iii) la valeur de rachat des polices et (iv) les primes payées en 1976 (montant nul si la police était acquittée). Nous allons mesurer ici uniquement l'ordre de grandeur de l'imputation des sous-éléments (i) et (iv). L'imputation du sous-élément (iii) nous aurait amenés à le considérer comme une composante de l'avoir personnel et nous en aurions fait état dans la présente section. Or, ce poste n'a pas fait l'objet d'une imputation, rappelons-le, en raison de la piètre qualité des données recueillies. Voilà pourquoi ce poste est également exclu de notre définition de l'avoir total.

Il ressort du tableau explicatif XIV que seulement 31 personnes sur 1,000 individus qui ont souscrit une police d'assurance-vie ont été considérées comme titulaires d'une telle police par suite de l'imputation. En outre, 13.5 % de tous les titulaires n'ont pas indiqué le montant des primes payées en 1976 et les primes que nous leur avons attribuées ont représenté 14 % du total des primes payées. Il en résulte que la moyenne des primes imputées est légèrement supérieure à celle calculée d'après les données originales. Dans l'ensemble, toutefois, la moyenne des primes tirée des données regroupées (originales et imputées) est de \$227, contre \$226 pour les données déclarées à l'origine.

Ces renseignements statistiques nous révèlent que le taux de réponse aux deux sous-éléments pris en compte a été plutôt satisfaisant et que la procédure d'imputation n'a pas produit de résultats bizarres. De plus, il est fait état aux pages 60-61 du degré de comparaison du montant déclaré des primes d'assurance par rapport aux montants obtenus de sources extérieures.

#### CRÉATION DES DONNÉES SUR LES FAMILLES

Après avoir vérifié les données sur l'avoir, la dette et les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels figurant sur les enregistrements des particuliers, après avoir imputé

TEXT TABLE XIV. Magnitude of Imputation Performed on Life Insurance Policy Data(1)

TABLEAU EXPLICATIF XIV. Ordre de grandeur de l'imputation concernant les données sur les polices d'assurance-vie(1)

Using weighted individuals' data

Au moyen de données pondérées sur les particuliers

	Estimated number of individ- uals with item reported	Proportion of individ- uals with imputed items in total shown in column(2)	Total aggregate premiums paid	Ratio of imputed to total aggregate premiums paid	Average premiums paid		
					Moyenne des primes payées		
					Original	Imputed	Total
	Nombre estimatif de parti- culiers qui ont répondu à la question	Proportion de particu- liers comp- tant un montant imputé par rapport au total de la colonne(2)	Somme globale des primes payées	Rapport du montant imputé à la somme globale des primes payées	Montant original	Montant imputé	
	thousands	per cent	thousands of dollars	per cent	dollars		
	milliers	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage			
(a) Lead-in question - Question d'introduction:							
Whether or not an individual has a life insurance policy - Est-ce que le particulier a souscrit une police d'assurance-vie?	5,376	3.1	-	-	-	-	-
(b) Amount of premiums paid (> 0) in 1976 - Montant des primes payées (> 0) en 1976	4,706	13.5	1,072,526	14.0	226	236	227

(1) This item is evaluated using individuals data.

(1) Ce poste est évalué au moyen des données sur les particuliers.

original and imputed) edited, we derived family records of assets/debts and business/farm/professional interests. The family unit considered here is that of an economic family unit which consists of individuals sharing a common dwelling unit and are related by blood, marriage, and adoption. Thus, all relatives living together at the time of the survey (May 1977) were considered to comprise one family whatever the degree of family relationship. All asset/debt data for each economic family were derived by summation of corresponding data recorded for its individual members aged 15 years and over. It must be kept in mind that under no circumstances did we derive family records for cases where at least one family member's income was missing.

The housing data originally collected at a household level were split, after editing and imputation, at an EFU's level. The

les données manquantes et soumis l'ensemble des données (originales et imputées) à un dernier contrôle, nous avons constitué des enregistrements de données sur l'avoir, la dette et les parts d'intérêts pour les familles. L'unité familiale considérée est l'unité familiale économique composée de particuliers qui partagent le même logement et qui sont unis par filiation, mariage ou adoption. Aussi a-t-on décidé que toutes les personnes apparentées qui habitaient ensemble au moment de l'enquête (mai 1977) constituaient une famille, peu importe leurs liens de parenté. Toutes les données sur l'avoir et la dette pour chaque famille économique ont été obtenues en faisant la somme des données correspondantes enregistrées à l'égard de chacun de ses membres âgés de 15 ans ou plus. Il faut se rappeler que nous n'avons jamais établi d'enregistrements familiaux lorsque le revenu d'au moins un membre de la famille manquait.

Les données sur le logement recueillies à l'origine au niveau des ménages ont été ramenées, après contrôle et imputation, au niveau de

multi-family unit households were collapsed appropriately in terms of EFU's so that each such unit got its appropriate housing data.

The aggregates of asset and debt items shown respectively in Column 10 of Text Tables XI and XII are based on the concept of an economic family unit. These EF aggregates exclude assets and debts of those economic families for whom military pay and allowances were the major source of income. This means that these aggregates of asset/debt items are to be regarded as the final SCF estimates to be used for all purposes. The final EF summary file containing asset/debt data used for the forthcoming two reports(15) also use this data base. The evaluation of these estimates against their counterparts available from outside sources is the topic of our next section.

#### COMPARISON OF SELECTED ITEMS OF ASSETS AND DEBTS - SURVEY VERSUS AVAILABLE EXTRANE- OUS SOURCES

In this section, we compare only those aggregates of asset and debt items estimated from the Survey of Consumer Finances which have some comparable estimates available from the outside sources. As the number of available outside estimates relevant to our purpose is quite limited, the number of asset and debt items compared in this section, as a consequence, is also limited. Most of the outside estimates are in respect to dollar value only although some are available in respect to both the number of individuals reporting a particular item and amount pertaining to this item. The sources of all outside data are (1) Bank of Canada statistics, (2) Department of National Revenue, (3) Statistics Canada publications including those compiled from institutional data, (4) Central Mortgage and Housing Corporation and (5) Annual Report of the Superintendent of Insurance for Canada.

It is recognized at the outset that the totals of asset and debt items derived from the SCF and their extraneous counterparts will indeed differ primarily on account of differences in their (i) conceptual framework, (ii) accounting periods and (iii) coverage of universes. The first problem of different conceptual framework used by two sources can be explained more

l'unité familiale économique (UFÉ). Les ménages multifamiliaux ont été fractionnés de façon appropriée en UFÉ de manière que chacune des unités se voit attribuer sa part des données sur le logement.

Les valeurs globales des postes de l'avoir et de la dette qui figurent dans la colonne 10 du tableau explicatif XI (avoir) et du tableau explicatif XII (dette) sont fondées sur le concept de l'unité familiale économique. Elles ne prennent pas en compte l'avoir et la dette des familles économiques dont la principale source de revenu est sous forme de solde et d'indemnités militaires. Aussi, ces valeurs globales des postes de l'avoir et de la dette doivent-elles être considérées, à toutes fins utiles, comme les estimations définitives de l'enquête sur les finances des consommateurs. Les deux bulletins qui paraîtront sous peu(15) font appel à un fichier sommaire définitif renfermant les données sur l'avoir et la dette des familles économiques et établi lui aussi à l'aide de cette base de données. L'évaluation de ces estimations par rapport aux chiffres correspondants obtenus de sources extérieures fait l'objet de la prochaine section.

#### COMPARAISON POUR CERTAINS POSTES DE L'AVOIR ET DE LA DETTE ENTRE LES RÉSULTATS D'ENQUÊTE ET LES DONNÉES EXTERNES

Dans la présente section, nous ne nous intéressons qu'aux valeurs globales estimées à l'aide de l'enquête sur les finances des consommateurs et concernant les postes de l'avoir et de la dette pour lesquels nous pouvons disposer d'estimations comparables obtenues de sources extérieures. Vu le nombre plutôt limité des estimations externes qui nous seraient utiles, nos comparaisons porteront, par la force des choses, sur quelques postes de l'avoir et de la dette. La plupart des estimations externes consistent en des sommes; pour certains postes, toutefois, on dispose à la fois du nombre de particuliers et du montant en question. Les sources extérieures sont (1) la Banque du Canada, (2) le ministère du Revenu national, (3) les publications de Statistique Canada, y compris celles produites à partir des données fournies par les institutions financières, (4) la Société centrale d'hypothèques et de logement et (5) le Rapport annuel du Surintendant des assurances du Canada.

Il faut admettre de prime abord que les totaux des postes de l'avoir et de la dette obtenus de l'enquête accusent des différences par rapport aux chiffres externes correspondants en raison surtout des facteurs suivants: (i) le cadre conceptuel, (ii) les périodes comptables et (iii) les univers. Le premier problème, celui de la différence des cadres conceptuels utilisés par deux sources, s'explique plus facilement au moyen

(15) See footnote (4).

(15) Voir la note (4).



specifically by illustrating, say, the concept of consumer debt used in the two sources. Under SCF, it consists of charge accounts and instalment debt, bank loans on account of (a) credit cards, (b) secured by household goods and (c) other unsecured bank loans, loans from sales finance and consumer loan companies, and loans from credit unions and caisses populaires. This means that respondents who had bank loans taken to finance their business operations or farm households who had taken special farm loans from banks, may in some cases be considered to have had some consumer debt in the survey and so the resulting estimate of consumer debt may include some element of business/farm loans. On the other hand, the estimate of consumer debt as published by the Bank of Canada publication may or may not exclude such farm loans or other business loans. So now one can see how the concept using the same name can't really be compared because of its inherent differences in the conceptual frameworks used by two sources.

The second problem in respect to the difference in the accounting periods can be highlighted by the fact that the SCF sought financial data (excepting income) from respondents as of the time of the survey (which is the second week of May 1977) whereas other data sources may provide reporting for other points in time (e.g. end of calendar year, fiscal quarter, etc.).

The third problem pertaining to the difference in the universe covered by two sources can be explained by the fact that the aggregate of assets and debts estimated from the SCF were derived from the data (originally reported as well as imputed) on assets and debts of economic family units for whom (i) military pay and allowances were not the major source of income, and (ii) data on 1976 incomes were fully ascertained. This means that the present SCF aggregates do not include amounts of assets held and debts owed by persons who belonged to family units who had military pay and allowances as their major source of income and whose family incomes were not ascertained. Besides, the SCF sample excludes persons living in the Yukon and Northwest Territories, hospitals, nursing homes, etc. (see page 5). Needless to say, the institutional data do include assets and debts of all such individuals and of members of economic family units excluded from the present study and above all, assets held and debts owed by business/commercial groups and other organizations.

d'un exemple, mettons la dette à la consommation. Pour l'enquête sur les finances des consommateurs, la dette à la consommation englobe les comptes de crédit et la dette sur les achats à tempérament, les emprunts bancaires au titre des cartes de crédit, les emprunts bancaires garantis par des biens de consommation et les autres emprunts bancaires non garantis, les emprunts contractés auprès des sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation et, enfin, les emprunts obtenus des coopératives d'épargne et de crédit. Ainsi, certains répondants qui avaient contracté des emprunts bancaires pour financer leurs activités commerciales ou certains ménages agricoles à qui les banques avaient consenti des prêts agricoles particuliers, on pu figurer dans l'enquête comme étant affligés d'une dette à la consommation de sorte que l'estimation de la dette à la consommation a pu comprendre en fin de compte des prêts commerciaux et agricoles. Or, l'estimation de la dette à la consommation que publie la Banque du Canada peut tenir compte ou non de tels prêts. Ainsi, des concepts portant la même appellation ne sont pas véritablement comparables, à cause des différences que comportent les cadres conceptuels utilisés par deux sources.

Le deuxième problème, que constitue la différence des périodes comptables, est mis en évidence par le fait que l'enquête cherchait à obtenir des données financières (sauf le revenu) des répondants au moment de l'enquête (soit la deuxième semaine de mai 1977), alors que d'autres sources de données concernent différentes dates de référence (fin de l'année civile, du trimestre financier, etc.).

Le dernier problème, qui concerne l'univers considéré par les deux sources, s'explique par le fait que les valeurs globales de l'avoir et de la dette estimées au moyen de l'enquête ont été obtenues des données (originales et imputées) sur l'avoir et la dette des unités familiales économiques dont (i) la solde et les indemnités militaires constituent la principale source de revenu et (ii) les données sur les revenus en 1977 étaient complètes et certaines. C'est pourquoi les valeurs globales actuelles de l'enquête ne tiennent pas compte des avoirs et des dettes des individus qui appartenaient à des unités familiales dont la principale source de revenu était la solde et les indemnités militaires et dont les revenus de la famille étaient incertains. De plus, l'échantillon de l'enquête exclut les personnes vivant au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, les personnes hospitalisées, celles demeurant dans les foyers de convalescence, etc. (voir la page 5). Il va sans dire que les données provenant des institutions englobent pour leur part l'avoir et la dette de tous ces particuliers et ceux des membres des unités familiales économiques exclus de notre étude, sans oublier l'avoir et la dette des groupes commerciaux et des autres organismes.

So while comparing the SCF and the outside estimates, the aforementioned problems should be kept in mind. Indeed, one can even claim that there is no estimate available from outside sources which in a strict sense can be used as a perfect counterpart of the SCF estimate. From this point of view, the following evaluation of the SCF estimates thus contains some encouraging and some discouraging notes.

Finally, the difference between the SCF and the outside estimates may also be attributed to the manner in which these estimates are reported and/or compiled. The SCF's estimate depends not only on the willingness of respondents to provide financial data but also on their ability to recall amounts accurately, voluntary cooperation to consult their records, clear understanding of the question(s) asked and their rapport with the interviewers, etc. The estimate from the institutional data, on the other hand, is really not affected by these problems. It is rather derived from the information compiled by different institutions from the accounts of their clients.

The schematic presentation of the evaluation section is as follows:

#### Section A

Evaluation of the following asset and related items using individual data:

- (i) Registered Retirement Savings Plans (RRSP);
- (ii) Registered Home Ownership Savings Plans (RHOSP);
- (iii) Coverage under work related pension plans;
- (iv) Number of persons having business/farm/professional interests.

#### Section B

Evaluation of the following asset/debt and related item(s) using EF data:

- (v) Bank deposits;
- (vi) Canada Savings Bonds (CSB);
- (vii) Face value of matured uncashed coupons of CSB;
- (viii) Incidence of owning a vacation home;
- (ix) Incidence of owning a passenger car;
- (x) Life insurance premiums;
- (xi) Bank loans;
- (xii) Consumer debt.

Toute comparaison des estimations de l'enquête et des données externes devrait donc tenir compte des problèmes susmentionnés. On peut même affirmer qu'aucune estimation obtenue de sources externes ne correspond parfaitement, au sens étroit, à l'estimation de l'enquête. À cet égard, l'appréciation des estimations de l'enquête que nous présentons dans les pages suivantes comportera certains aspects encourageants et d'autres qui le seront moins.

Enfin, la différence entre les estimations de l'enquête et les données de sources extérieures peut résider dans la manière selon laquelle les chiffres sont déclarés et compilés. Les résultats de l'enquête dépendent non seulement de la volonté des répondants à fournir des données financières, mais encore de leur aptitude à se souvenir de montants exacts, de leur bonne volonté à consulter leurs dossiers, de leur compréhension des questions posées et des rapports entretenus avec les interviewers. Les données provenant des institutions, en revanche, ne sont pas vraiment touchées par ces problèmes. Elles sont plutôt calculées à l'aide des renseignements recueillis par les diverses institutions dans les comptes de leurs clients.

Voici la présentation schématique de la section de l'évaluation:

#### Section A

Évaluation de certains postes de l'avoir et d'autres postes à l'aide des données concernant les particuliers:

- (i) Régimes enregistrés d'épargne-retraite;
- (ii) Régimes enregistrés d'épargne-logement;
- (iii) Participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi;
- (iv) Nombre de personnes ayant des parts d'intérêts dans une activité commerciale, agricole ou professionnelle.

#### Section B

Évaluation des postes de l'avoir et de la dette à l'aide des données concernant les familles économiques:

- (v) Dépôts bancaires;
- (vi) Obligations d'épargne du Canada;
- (vii) Valeur nominale des coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada;
- (viii) Fréquence de la possession d'une maison de villégiature;
- (ix) Fréquence de la possession d'une voiture particulière;
- (x) Primes d'assurance-vie;
- (xi) Emprunts bancaires;
- (xii) Dette à la consommation.

## Section C

Evaluation of the following housing items using EF data:

- (xiii) Incidence of home ownership;
- (xiv) Distribution by type of dwelling;
- (xv) Mortgage debt on home.

### Section A: Evaluation of Asset and Related Items Using Individuals Data

Items (i) and (ii): Ownership of RRSP and RHOSP

In view of the fact that it is the individual taxpayer who puts money in RRSP and/or RHOSP and claims the tax deduction while filing his/her annual tax return, we will evaluate these two items using individual data from the SCF against the 1976 taxation statistics produced by the Department of National Revenue. It is recognized that these taxation statistics show only the number of tax filers who claimed tax deductions on account of contributions made to RRSP and RHOSP and the total amount claimed during the calendar year 1976. These statistics, however, don't include those persons who have, say, contributed to RRSP and/or RHOSP for x number of years and for one reason or another have not contributed to such plans during the 1976 calendar year. From that point of view, the 1976 taxation statistics on the number of persons contributing to RRSP or RHOSP represent a lower limit of the actual number of persons with RRSP or RHOSP. If the SCF estimate turned out to be higher than the 1976 DNR's then one could at least infer that we have picked up some of those individuals who did not claim any tax deduction for such plan(s) for the taxation year 1976 but were members of RRSP or RHOSP. On the other hand, if the SCF estimate was lower than the 1976 DNR's, then it would imply that the survey has really underestimated the number of persons with RRSP or RHOSP.

As stated earlier, the 1976 taxation statistics include data on the total amount of contributions in respect to RRSP and RHOSP made by plan members during the calendar year 1976. There is no SCF counterpart to this estimate as the survey did not ask a question on the amount of contributions made to RRSP/RHOSP in 1976. Rather, the survey sought data on the total amount (including accrued interest) held by a respondent in a RRSP and RHOSP at the time of the survey.

## Section C

Évaluation des postes du logement à l'aide des données concernant les familles économiques:

- (xiii) Fréquence de la possession d'un logement;
- (xiv) Répartition par genre de logement;
- (xv) Dette hypothécaire sur le logement.

### Section A: Évaluation de certains postes de l'avoir et d'autres postes à l'aide des données concernant les particuliers

Postes (i) et (ii): Adhésion à un REÉR ou à un REÉL

Comme c'est le contribuable individuel qui verse une somme dans un REÉR ou dans un REÉL et qui se prévalait de la déduction d'impôt lorsqu'il produit sa déclaration annuelle, nous évaluerons les deux postes en cause en comparant les données concernant les particuliers tirées de l'EFC aux statistiques fiscales de 1976 publiées par le ministère du Revenu national. Or, ces statistiques fiscales ne font ressortir que le nombre de déclarants qui ont réclaté une déduction d'impôt au titre des REÉR et des REÉL, de même que le montant global réclaté pendant l'année civile 1976. Par contre, elles n'englobent pas les personnes qui adhèrent, par exemple, à un REÉR ou à un REÉL depuis x années et qui, pour une raison quelconque, n'y ont rien versé pendant l'année civile 1976. Ainsi, le nombre d'adhérents à un REÉR ou à un REÉL que dégagent les statistiques fiscales de 1976 représente la limite inférieure du nombre réel d'adhérents. Si l'estimation de l'EFC s'avère supérieure à celle du MRN pour 1976, on pourrait au moins en déduire que nous avons pris en compte un certain nombre de particuliers qui, tout en adhérant à un REÉR ou à un REÉL, n'ont pas demandé une déduction d'impôt au titre de ces régimes pour l'année d'imposition 1976. En revanche, si notre estimation est inférieure à celle du MRN pour 1976, il faudrait supposer que l'enquête a en fait sous-estimé le nombre de personnes qui participent à un REÉR ou à un REÉL.

Les statistiques fiscales de 1976 renferment, rappelons-le, les montants globaux versés dans les REÉR et les REÉL par les adhérents pendant l'année civile 1976. Aucune estimation de l'EFC ne correspond à ces données; en effet, on n'a pas demandé aux enquêtés de déclarer les sommes versées dans ces régimes en 1976, mais plutôt de donner le montant global en caisse (y compris les intérêts courus) au moment de l'enquête.



To get an estimate of total amounts held in RRSP and RHOSP from taxation statistics, we added the respective annual amounts of contributions claimed by tax filers over the years 1957 to 1976 for RRSP and 1974 to 1976 for RHOSP, as RRSP became effective in 1957 and RHOSP in 1974. This procedure of calculating total amount held by members of such plans, of course, has two weaknesses; (i) it does not include the portion of accrued interest earned on accumulated contributions; and (ii) it does not take into account the withdrawal of funds. However, looking at the data available, two points concerning especially RRSP can be made: (i) the number of tax filers owning such a plan has gradually increased over time (e.g., the proportion of total tax filers contributing to RRSP's was 2% in 1968, 5.2% in 1972 and 11.9% in 1976); and (ii) the average amount of contribution made by a member has also moved up from \$830 in 1968 to \$1,183 in 1972 and \$1,636 in 1976.

With these reservations about using taxation statistics, we can present the following comparison of SCF and DNR statistics on both the number of persons covered by RRSP and RHOSP and the respective total amounts held:

Afin d'estimer le montant global en caisse dans les REÉR et les REÉL à partir des statistiques fiscales, nous avons additionné les montants réclamés chaque année par les déclarants de 1957 à 1976 dans le cas des REÉR et de 1974 à 1976 dans celui des REÉL (les REÉR étant entrés en vigueur en 1957 et les REÉL, en 1974). Cette façon de calculer le montant global détenu par les adhérents comporte évidemment deux lacunes: elle ne tient pas compte (i) des intérêts courus sur les placements accumulés ni (ii) des retraits. Les données dont nous disposons dégagent néanmoins deux faits qui concernent tout particulièrement les REÉR: (i) le nombre de déclarants qui adhèrent à un régime s'est progressivement accru au fil des ans (par exemple, la proportion des adhérents par rapport à l'ensemble des déclarants est passée de 2 % en 1968 à 5.2 % en 1972, puis à 11.9 % en 1976); (ii) la somme moyenne versée par un adhérent a également progressé - elle a atteint \$830 en 1968, \$1,183 en 1972 et \$1,636 en 1976.

À condition de retenir ces faiblesses des statistiques fiscales, nous pouvons comparer comme suit les données de l'EFC et celles du MRN sur le nombre d'adhérents aux REÉR et aux REÉL et sur les montants globaux en caisse dans chaque type de régime:

Item Poste	Number of persons reporting Nombre de déclarants			Total amounts held Montant global en caisse		
	SCF(1)	DNR(2)	Ratio SCF/DNR	SCF(3)	DNR(4)	Ratio SCF/DNR
	EFC(1)	MRN(2)	Rapport EFC/MRN	EFC(3)	MRN(4)	Rapport EFC/MRN
	thousands		per cent	thousands of dollars		per cent
	milliers		pourcentage	milliers de dollars		pourcentage
RRSP - REÉR	1,341	1,291	103.9	7,357,301	7,881,981	93.3
RHOSP - REÉL	391	518	75.5	616,700	1,052,136	58.6

(1) See Text Table IX.

(2) Voir le tableau explicatif IX.

(3) See Table 11, Taxation Statistics, 1978 edition, Revenue Canada, Taxation.

(4) Voir le tableau 15, Statistique fiscale, édition de 1978, Revenu Canada, Impôt.

(5) Unpublished data.

(6) Données non publiées.

(7) Estimate derived by aggregating DNR contributions from the plan's inception year to 1976.

(8) Estimation obtenue en totalisant les contributions déclarées au MRN à partir de l'année où le régime est entré en vigueur jusqu'en 1976.

Comparison of these data indicates that the SCF has underestimated both the number of persons owning RHOSP and the amount held in these plans. On the other hand, one may be encouraged to see the larger number of persons owning RRSP from the SCF compared to DNR, indicating that the survey has picked up (at least some) of those members who did not make contributions to RRSP's for the calendar year 1976. Although the ratio in respect to the amounts held in RRSP's is fairly close to one, one should not ignore the aforementioned reservations about the DNR's estimate of total amount held in RRSP's.

Item (iii): Coverage Under Work Related Pension Plans

As it is the employed individual who pays contribution towards a contributory work related pension plan, we have evaluated this non-asset item using individuals data. It should, however, be emphasized here that not every employed individual is a member of a contributory pension plan. There is a large number of employees who are not covered by any work related pension plans. There are, though, some individuals employed who are members of non-contributory pension plans and so do not pay any premiums.<sup>(16)</sup> Since the premiums paid towards such plan(s) are tax deductible, the annual taxation statistics show the number of persons who contributed to such plans as well as the total amount of such contributions. For evaluation purposes, therefore, we will consider only those persons who were members of such plans and who had paid some premiums (> 0) for coverage in 1976. All those individuals who were members of non-contributory pension plans or who were covered by plans related to their previous work have been excluded from the following discussion. According to the SCF, the number of individuals in these two categories was 802,000 (see Text Table XIII).

On both accounts, the SCF estimates in respect to the number of persons covered under contributory pension plans and amount of premiums paid in 1976 compare very well with respective estimates drawn from the taxation statistics for the calendar year 1976. The result of this is that even the

Il ressort de cette comparaison que l'EFC a sous-estimé à la fois le nombre d'adhérents aux REÉL et le montant détenu dans ces régimes. Par contre, il est encourageant de constater que l'estimation de l'EFC donne un nombre d'adhérents supérieur à celui obtenu par le calcul du MRN; l'enquête a ainsi pris en compte au moins un certain nombre d'adhérents qui n'ont rien versé à leur REÉR pendant l'année civile 1976. Bien que le rapport EFC/MRN relatif au montant détenu dans les REÉR soit assez près de l'unité, il ne faut pas oublier les remarques énoncées plus haut au sujet de l'estimation du montant global en caisse selon la méthode du MRN.

Poste (iii): Participation à un régime de retraite se rattachant à un emploi

Comme c'est le salarié qui verse des cotisations dans un régime de retraite contributif se rattachant à un emploi, nous avons évalué ce poste (qui ne fait pas partie de l'avoir) à l'aide de données sur les particuliers. Il convient toutefois de souligner que les salariés n'adhèrent pas tous à un régime de retraite contributif. De nombreux salariés ne participent à aucun régime de retraite se rattachant à un emploi. D'autres, cependant, adhèrent à un régime non contributif et n'ont, de ce fait, aucune cotisation à verser<sup>(16)</sup>. Étant donné que les cotisations versées dans ces régimes sont déductibles d'impôt, les statistiques fiscales annuelles présentent le nombre de particuliers qui ont participé à un tel régime et le montant global des cotisations. Par conséquent, nous ne tiendrons compte, aux fins de l'évaluation, que des personnes qui ont participé à ces régimes et qui y ont versé des cotisations en 1976. N'ont pas été pris en compte tous les particuliers qui ont adhéré à un régime non contributif ou qui participaient à un régime se rattachant à leur emploi précédent. D'après l'EFC, le nombre de particuliers dans ces deux catégories a atteint 802,000 (tableau explicatif XIII).

Les estimations de l'EFC quant au nombre d'adhérents à un régime de retraite contributif et au montant des cotisations versées en 1976 se comparent très bien aux estimations correspondantes tirées des statistiques fiscales pour l'année civile 1976. Par conséquent, même le montant de la cotisation individuelle moyenne estimé par

(16) In 1976, the proportion of paid workers covered by pension plans was 38.8%; of all these, 73.9% were members of contributory pension plans and the remaining 26.1% were members of non-contributory plans. For more detailed statistics pertaining to such plans, see Pension Plans in Canada, 1976, Catalogue 74-401 (biennial), Statistics Canada, Ottawa.

(16) En 1976, 38.8 % des salariés ont adhéré à un régime de retraite; 73.9 % de ces adhérents participaient à un régime contributif et les autres (26.1 %), à un régime non contributif. Pour plus de détails sur ces régimes, consulter "Les régimes de pensions au Canada", n° 74-401 au catalogue (biennal), Statistique Canada, Ottawa.

Item Poste	Number of persons covered by contributory pension plans and who paid contributions in 1976			Total amount of premiums paid towards contributory pension plans		
	Nombre d'adhérents à un régime de retraite contributif qui ont versé des cotisations en 1976			Montant total des cotisations versées dans les régimes de retraite contributifs		
	SCF(1)	DNR(2)	Ratio SCF/DNR	SCF(3)	DNR(2)	Ratio SCF/DNR
	EFC(1)	MRN(2)	Rapport EFC/MRN	EFC(3)	MRN(2)	Rapport EFC/MRN
	thousands		per cent	thousands of dollars		per cent
	milliers		pourcentage	milliers de dollars		pourcentage
Coverage under work related contributory pension plans - Participation à un régime de retraite contri- butif se rattachant à un emploi	2,790	3,102	89.9	1,756,011	1,966,745	89.3

(1) See Text Table XIII.

(1) Voir le tableau explicatif XIII.

(2) See Table 15, Taxation Statistics, 1978 edition, Revenue Canada, Taxation.

(2) Voir le tableau 15, Statistique fiscale, édition de 1978, Revenu Canada, Impôt.

(3) Unpublished data.

(3) Données non publiées.

average premiums paid per contributor (\$629) from the SCF data was 99.2% of the average amount (\$634) calculated from the 1976 taxation statistics. All of this statistical evidence leads us to conclude that the data collected by the SCF on this item are of much better quality than that collected on many other items.

l'EFC, soit \$629, représente 99.2 % du montant moyen (\$634) calculé à partir des statistiques fiscales de 1976. Nous en concluons que les données recueillies par l'EFC sur ce poste sont bien meilleures que celles relatives à beaucoup d'autres postes.

Item (iv): Number of Persons Engaged in  
Business/Farm/Professional Activities

Poste (iv): Nombre de personnes ayant des inté-  
rêts dans une affaire ou exerçant une profes-  
sion libérale

As the April 1977 Labour Force Survey provides an estimate of the number of persons aged 15 years and over who were self-employed at the time of the survey, let us now compare this estimate with the number of persons aged 15 years and over who had reported engagement in business/farm/professional activities. The purpose of this exercise is to evaluate data provided in the business/farm/professional interests section of the asset/debt supplement. In view of the fact that there are no extraneous data available on total aggregate equity in business/farm/professional interests,

Vu que l'enquête sur la population active d'avril 1977 donne une estimation du nombre de personnes âgées de 15 ans ou plus qui étaient des travailleurs autonomes au moment de l'enquête, comparons cette estimation au nombre de personnes âgées de 15 ans ou plus qui ont déclaré des activités commerciales, agricoles ou professionnelles. Cette comparaison vise à évaluer les données tirées de la section "Exercice d'une profession libérale ou participation dans une affaire" du supplément portant sur l'avoir et la dette. Comme nous ne disposons d'aucune donnée externe sur l'ensemble des parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels, nous



it is only the number of individuals engaged in business/farm/professional activities which is being evaluated in this section.

According to the asset/debt supplement, there were 1,210,000 individuals who had reported engagement in a business or profession compared to the April 1977 LFS estimate of 782,000 individuals classified as self-employed, thus giving the impression that the SCF has overestimated the number of individuals engaged in some business/farm/professional activity. This overestimate of 428,000 individuals in the SCF is primarily attributed to the differences in the objectives and concepts followed in the two surveys (i.e., LFS and SCF) as explained below:

- (i) The objective of one of the questions of the LFS is to identify the class of worker status of the employed person. This is usually identified in respect to his/her main job (although the survey does collect similar information pertaining to his/her other job). On the other hand, the SCF sought data on engagement in a business/farm/professional activity which for self-employed persons would be the main activity whereas for others such as paid workers, this could be a second job or other side interest generating some money income for the respondent.
- (ii) A person may have been considered as a non-participant in the labour force under the LFS concepts but if he/she had either an active or non-active (i.e., silent) partnership in a family or any other business, he/she would have reported some details in the business interests section of the SCF supplement. This situation holds especially where older people have some non-active participation but own some percentage of the business equity or where wives or other family members (including unpaid family members) have business partnerships, etc. Any partial or full details provided by such people in the SCF supplement categorized them as those being engaged in business/farm/professional activities at the time of the survey.
- (iii) In terms of editing procedures followed for the SCF supplement, an amount (> 0) or X (indicating non-ascertained amount) against item "What is the value of your equity in this business" was considered an affirmative answer to the question whether the person had any business/

n'évaluerons ici que le nombre de particuliers exerçant une activité commerciale, agricole ou professionnelle.

Selon les données recueillies par le questionnaire supplémentaire sur l'avoir et la dette, 1,210,000 particuliers ont déclaré une activité commerciale ou professionnelle; d'après l'estimation de l'EPA d'avril 1977, seulement 782,000 particuliers ont été classés comme travailleurs autonomes. On a ainsi l'impression que l'EFC a surestimé le nombre de personnes qui exercent une activité commerciale, agricole ou professionnelle. Cette surestimation de 428,000 particuliers est surtout imputable aux différences suivantes entre l'EPA et l'EFC sur le plan des objectifs et des concepts:

- (i) Une des questions de l'EPA vise à déterminer le statut de travailleur de l'enquêté. Ce statut est habituellement précisé en fonction de l'emploi principal, bien que l'enquête recueille des données semblables sur l'emploi secondaire. Par contre, l'EFC a voulu rassembler des données sur l'exercice d'une activité commerciale, agricole ou professionnelle qui représenterait l'activité principale pour les travailleurs autonomes, mais une activité secondaire ou occasionnelle, génératrice d'un revenu en espèces, pour les salariés entre autres.
- (ii) Une personne peut avoir été considérée comme inactive selon les concepts de l'EPA; elle aurait néanmoins déclaré des renseignements dans la section portant sur les intérêts dans une entreprise (supplément de l'EFC) si elle était associée activement ou passivement (c'est-à-dire à titre de bailleur de fonds) à une entreprise familiale ou autre. Cette situation vaut particulièrement pour les personnes âgées qui participent passivement tout en possédant certaines parts d'intérêts dans l'entreprise et pour les épouses ou les autres membres de la famille (y compris les non-rémunérés) qui sont associés à l'entreprise. Si les personnes en cause ont déclaré des renseignements partiels ou exhaustifs dans le supplément de l'EFC, elles ont été classées comme personnes exerçant une activité commerciale, agricole ou professionnelle au moment de l'enquête.
- (iii) Lorsqu'on a vérifié les questionnaires supplémentaires de l'EFC, on a considéré qu'un montant (> 0) ou un X (représentant un montant incertain) inscrit au poste "À combien s'élève votre avoir social dans cette entreprise?" constituait une réponse affirmative à la question sur la possession d'intérêts commerciaux, agricoles ou

farm/professional interests (this was done in situations where the lead-in question in the section was left unchecked by the respondent).

professionnels (uniquement dans les cas où l'enquête a omis de répondre à la question d'introduction).

Keeping these points in mind, we can further examine the distribution of 1,210,000 individuals who had reported engagement in business/farm/professional activities by source of their 1976 incomes.

Compte tenu de ces observations, nous pouvons approfondir la répartition des 1,210,000 particuliers qui ont déclaré avoir exercé une activité commerciale, agricole ou professionnelle selon la source de leur revenu de 1976.

Source of income in 1976	Number of individuals(1)	Percentage distribution
Source de revenu en 1976	Nombre de particuliers(1)	Répartition en pourcentage
	thousands	
	milliers	
(i) No income received - Aucun revenu	33	2.8
(ii) Wages and salaries only - Traitements et salaires seulement	384	31.7
(iii) Non-farm self-employment income only - Revenu d'un emploi autonome non agricole seulement	333	27.5
(iv) Farm self-employment income only - Revenu d'un emploi autonome agricole seulement	196	16.2
(v) Wages and salaries and self-employment non-farm income - Traitements et salaires et revenu d'un emploi autonome non agricole	104	8.6
(vi) Wages and salaries and self-employment farm income - Traitements et salaires et revenu d'un emploi autonome agricole	98	8.1
(vii) Self-employment non-farm and farm income - Revenu d'un emploi autonome agricole et d'un emploi autonome non agricole	15	1.2
(viii) Wages and salaries, self-employment non-farm and self-employment farm - Traitements et salaires, revenu d'un emploi autonome non agricole et d'un emploi autonome agricole	5	0.4
(ix) <u>Sub-total (i) to (viii) - Total partiel (i) à (viii)</u>	1,168	96.5
(x) Other combinations of income sources such as Can./Que. PP, OAS, other government transfer payments, and other income - Autres sources de revenu - RPC, RRQ, PSV, autres transferts du gouvernement, autres revenus	42	3.5
(xi) <u>(ix) + (x) - Total - (ix) + (x)</u>	1,210	100.0

(1) See Text Table XI.

(1) Voir le tableau explicatif XI.

The distribution shows that 31.7% of 1.2 million individuals had reported wages and salaries as their only source of employment income. The problem appears to be that in the SCF supplement these people have been

Il ressort de la répartition que 31.7 % de ce 1.2 million de particuliers ont déclaré les traitements et salaires comme leur unique source de revenu d'un emploi. Le problème semble résulter du fait qu'aux fins du supplément de l'EFC, ces

included in the universe of those having business/farm/professional interests (either on account of their second job or some editing procedures applied) whereas the LFS may have treated these as "paid workers". On the other hand, there are about 42,000 individuals who may have been treated as those not in the labour force by the LFS whereas under the SCF concept these were engaged in businesses/farm/professions. Thus, if we excluded 426 (= 384 + 42) thousand individuals from the SCF universe, we are left with 784,000 individuals. This total compares very well with 782,000 individuals who were categorized as "self-employed" by the April 1977 LFS.

In a nutshell, therefore, the SCF supplement does over-represent the number of individuals engaged in business/farm/professional activities. Such an over-representation is primarily attributed to the relatively large number of paid workers who had reported engagement in business/farm/professional activities. Although this number may include those who had genuine secondary activities in the form of operating personal businesses, the possibility that the reporting and other processing errors have greatly inflated this number can't be ruled out. Furthermore, it can be concluded from the preceding exposition that the two concepts, namely "self-employed" as used in the LFS and that "having a business/farm/professional interest", as used in the SCF supplement are not synonymous. The resulting estimates of individuals based on these two concepts will therefore tend to differ.

#### Section B: Evaluation of Asset and Debt Items Using Economic Family Data

The evaluation in this section is based on family data, i.e., aggregates of dollar values of asset/debt items (with the exception of two items which are evaluated in respect to the incidence of ownership) derived from using EF weighting factor have been used.

Items (v), (vi) and (vii): Bank Deposits, Canada Savings Bonds (CSB) and Face Value of Matured Uncashed Coupons of CSB

For the SCF, total bank deposits consist of amount held in the current and personal chequing accounts and in savings accounts and certificates. The estimate of total personal savings published by the Bank of Canada, on the other hand, consists of amount held in chequable and non-chequable accounts and fixed term deposits.

particuliers ont été inclus dans l'univers des personnes ayant des parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels (en raison d'un second emploi ou des méthodes de vérification utilisées), alors qu'ils sont considérés comme des "travailleurs rémunérés" aux fins de l'EPA. En revanche, à peu près 42,000 particuliers ont pu être considérés comme inactifs dans le cadre de l'EPA et comme exerçant une activité commerciale, agricole ou professionnelle dans celui de l'EFC. Ainsi, il ne reste que 784,000 particuliers dans l'univers de l'EFC si l'on en exclut 426,000 (= 384,000 + 42,000). Ce nouveau chiffre est très près des 782,000 particuliers classés comme "travailleurs autonomes" dans l'EPA d'avril 1977.

Somme toute, le supplément de l'EFC surestime effectivement le nombre de particuliers qui exercent une activité commerciale, agricole ou professionnelle, en raison principalement du nombre assez élevé de travailleurs rémunérés qui ont dit exercer une telle activité. Bien que ce nombre puisse englober des travailleurs qui exerçaient réellement une activité secondaire sous forme d'entreprise personnelle, on ne peut exclure la possibilité qu'il a été considérablement gonflé par des erreurs de déclaration et de traitement. En outre, on peut conclure que les deux concepts, à savoir celui des "travailleurs autonomes" utilisé dans l'EPA et celui d'"intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels" utilisé dans l'EFC, ne sont pas synonymes. Les estimations du nombre de particuliers qui sont fondées sur les deux concepts auront donc tendance à ne pas correspondre.

#### Section B: Évaluation des postes de l'avoir et de la dette à l'aide des données concernant les familles économiques

L'évaluation donnée dans la présente section est fondée sur les données familiales. Autrement dit, on a fait appel (sauf dans le cas de deux postes qui sont évalués en fonction de la fréquence de la possession) à la valeur monétaire globale des postes d'avoir et de dette obtenue grâce au coefficient de pondération FE.

Postes (v), (vi) et (vii): Dépôts bancaires, obligations d'épargne du Canada (OEC) et valeur nominale des coupons échus non encaissés des OEC

Aux fins de l'EFC, l'ensemble des dépôts bancaires englobe le montant détenu sous forme de comptes de chèques courants et personnels et sous forme de comptes et de certificats d'épargne. Par contre, l'estimation des dépôts d'épargne personnelle publiée par la Banque du Canada comprend les montants détenus sous forme de dépôts transférables par chèques, de dépôts non transférables par chèques et de dépôts à terme fixe.



Item Poste	Aggregate amount Montant global		Ratio SCF/BC
	SCF(1) EFC(1)	Bank of Canada (BC) Banque du Canada (BC)	Rapport EFC/BC
	thousands of dollars		per cent
	milliers de dollars		pourcentage
Bank deposits - Dépôts bancaires	27,864,212	41,839,000(2)	66.6
Canada Savings Bonds - Obligations d'épargne du Canada	9,968,867	16,331,000(3)	61.0
Face value of matured uncashed coupons of CSB (or accrued interest) - Valeur nominale des coupons échus et non encaissés des OÉC (ou intérêts cours)	538,468	2,199,000(4)	24.5

(1) See Column (10), Text Table XI.

(1) Voir la colonne (10) du tableau explicatif XI.

(2) Amount as of end of first quarter, 1977, from Table 6, page 32, Bank of Canada Review, December 1977 issue.

(2) À la fin du premier trimestre de 1977, voir le tableau 6, page 32, du numéro de décembre 1977 de la Revue de la Banque du Canada, décembre 1977.

(3) Amount as of end of first quarter, 1977, from Table 24, page 61, Bank of Canada Review, December 1977 issue.

(3) À la fin du premier trimestre de 1977, voir le tableau 24, page 61, du numéro de décembre 1977 de la Revue de la Banque du Canada décembre 1977.

(4) Communication with Bank of Canada; estimated amount outstanding as of first quarter 1977 as cited by P. Sherhols in his memo to G. Oja, dated June 2, 1976.

(4) Communication avec la Banque du Canada; estimation du montant non encaissé au premier trimestre de 1977 citée par P. Sherhols dans sa note de service à G. Oja, datée du 2 juin 1976.

These comparisons indicate that the total face value of matured uncashed coupons of CSB's has been seriously underestimated by SCF (despite the fact that 21.5% of its aggregate amount is imputed). Thus, under-reporting is largely due to the poor recall capability of bond holders, their inability to look at the bonds (especially if they are located at a place other than home) with unclipped coupons, etc. Above all, it is also possible that many of the bond holders had not understood the question rightly and as a consequence, entered zero against the item. Such entry of zero amount with other genuinely reported zero amount (indicating that the bond holder had cashed all the matured coupons) could not be segregated during the editing procedure.

Selon cette comparaison, l'EFC a gravement sous-estimé la valeur nominale totale des coupons échus non encaissés des OÉC, même si 21.5 % de la valeur globale a été imputée. Ainsi, le sous-dénombrement est le fait, dans une large mesure, de la faible mémoire des détenteurs, de leur incapacité de consulter les obligations dont les coupons n'ont pas été détachés (à plus forte raison lorsqu'elles sont conservées ailleurs que chez eux), etc. Cependant, il se peut également qu'un grand nombre de détenteurs d'obligations n'ont pas bien compris la question et qu'ils ont, par conséquent, inscrit zéro à ce poste. Il a été impossible de distinguer les zéros ainsi inscrits de ceux déclarés à bon escient (le détenteur ayant encaissé tous les coupons échus) lors de l'étape de la vérification.

As far as the holdings of Canada Savings Bonds are concerned, the SCF has captured about 61% of the total outstanding amount shown in the Bank of Canada record, indicating that the bond holders could report the face value of bonds relatively better than the face value of matured uncashed coupons of their bonds.(17)

The proportion of holdings in bank deposits captured by the SCF is 66.6% which is not bad when viewed in the light of the problems one encounters in the collection of such financial data.

Items (viii) and (ix): Incidence of Owning a Vacation Home and of Owning a Passenger Car

Since there are no outside estimates available in respect to the total aggregated market value of either vacation homes or passenger cars, we have in this section presented only the comparison in respect to the incidence of ownership of these asset items. The outside estimates used are taken from the Household Facilities and Equipment Surveys (HFE) conducted by

Par ailleurs, les obligations d'épargne du Canada relevées par l'EFC représentent environ 61 % de toutes celles émises selon les dossiers de la Banque du Canada; ainsi, les détenteurs d'obligations auraient déclaré la valeur nominale des obligations avec relativement plus de précision que la valeur nominale des coupons échus non encaissés de leurs obligations(17).

Quant aux dépôts bancaires, les chiffres de l'EFC représentent 66.6 % de ceux de la Banque du Canada; cette proportion est acceptable à la lumière des problèmes posés par la collecte de données financières de ce genre.

Postes (viii) et (ix): Fréquence de la possession d'une maison de villégiature et de la possession d'une voiture

Comme nous ne disposons d'aucune autre estimation de la valeur marchande totale de l'ensemble des maisons de villégiature et des voitures particulières, la présente section s'en tient uniquement à comparer la fréquence de la possession de ces avoirs. Ce sont les estimations de l'enquête sur l'équipement des ménages (EÉM), réalisée par Statistique Canada, qui ont fourni le point de comparaison. La fréquence estimée à

(17) Because of the SCF's sample coverage, the amount of CSB's held by estates or persons living outside Canada or by organizations (religious or other) would not have been captured here. Same explanation holds for amounts held in bank deposits.

(17) À cause du plan de sondage de l'EFC, il n'était pas question de relever la valeur des OEC détenues par des successions, par des personnes résidant à l'étranger ou par des organismes (religieux ou autres). La même remarque s'applique à la valeur des dépôts bancaires.

Item Poste	Incidence of ownership Fréquence de possession	
	SCF(1)	HFE EÉM
	per cent pourcentage	
Ownership of - Possession d'une:		
A vacation home - Maison de villégiature	5.8	6.9(2)
A passenger car - Voiture	72.7	78.9(3)

(1) Unpublished data.

(1) Données non publiées.

(2) Table 40, Household Facilities and Equipment, 1976, Catalogue 64-202 (annual).

(2) Tableau 40, L'équipement ménager, 1976, no 64-202 au catalogue (annuel).

(3) Table A25, Household Facilities and Equipment, 1978, Catalogue 64-202 (annual).

(3) Tableau A25, L'équipement ménager, 1978, no 64-202 au catalogue (annuel).

Statistics Canada. The incidence estimated from such a survey is based on the concept of a household rather than an economic family unit - as used in the SCF supplement.

The HFE incidence of ownership of a vacation home is from the survey conducted in May 1976, whereas the SCF incidence is as of May 1977. The reason we have used 1976 HFE estimates is that it is the latest available as the HFE survey drops some and adds some household items from year to year. It so happens that the 1976 HFE survey had included "vacation home" as one of the items. On the whole, the incidence of owning a vacation home from the 1977 SCF supplement compares favourably with that from the 1976 HFE as well as with other available estimates.(18)

As regards the incidence of owning a passenger car, both estimates are as of May 1977; the HFE estimate is slightly higher than that of the SCF. The spread of six percentage points between two estimates can be attributed to factors such as the unit of analysis (i.e., a household versus an EFU) and other sampling and non-sampling errors pertaining to these two different surveys. We could, however, infer from this comparison that the incidence of owning a passenger car estimated from the SCF compares reasonably well with its HFE counterpart.

#### Item (x): Life Insurance Premiums

In view of the fact that the SCF sought data on life insurance policies (excluding group, term or industrial policies) held by family units, the amount of premiums paid by them in 1976 is the only item evaluated here. As stated earlier on page 17, data collected on the face values and cash surrender values of such policies were too poor to be considered for either evaluation or any other purpose. Had data on the item "cash surrender values" of such policies been of reliable quality, it would have been used as a component of total family asset holdings.

The outside estimate of total life insurance premiums paid by policy holders is available from the "Report of the Superintendent of Insurance for Canada" but, unfortunately, this estimate is not strictly comparable with the estimate found from the

partir de l'EEM est fondée sur la notion de ménage, alors que celle obtenue pour l'EFC se base sur l'unité familiale économique.

Les estimations relatives à la possession d'une maison de villégiature proviennent de l'EEM menée en mai 1976 et de l'EFC de mai 1977. Les estimations de 1976 sont les plus récentes dont nous disposons, car l'EEM supprime certains articles ménagers et en ajoute d'autres chaque année. Or, les maisons de villégiature représentent l'un des postes relevés lors de l'EEM de 1976. Dans l'ensemble, la fréquence de possession d'une maison de villégiature obtenue grâce au supplément de l'EFC de 1977 se compare favorablement à celle tirée de l'EEM de 1976, ainsi qu'à d'autres estimations existantes(18).

S'agissant de la possession d'une voiture, les deux estimations datent de mai 1977, celle de l'EEM dépassant légèrement celle de l'EFC. L'écart de six points entre les deux proportions est dû à la différence entre les unités observées (les ménages dans un cas, les UFÉ dans l'autre) et aux erreurs, dues ou non à l'échantillonnage, qui entachent les deux enquêtes. Il ressort néanmoins de la comparaison que la fréquence de possession d'une voiture se compare assez bien d'une enquête à l'autre.

#### Poste (x): Primes d'assurance-vie

Vu que l'EFC cherchait à relever des données sur les polices d'assurance sur la vie (sauf l'assurance collective, temporaire ou industrielle) détenue par les unités familiales, nous n'évaluerons ici que le montant des primes versées en 1976 par les enquêtés. Nous avons vu à la page 17 que les données recueillies sur la valeur nominale et la valeur de rachat de telles polices n'avaient pas la qualité requise pour être prises en compte dans une évaluation ou dans une autre analyse. Si les renseignements portant sur la "valeur de rachat" de ces polices avaient été fiables, on en aurait tenu compte en calculant l'avoir total des familles.

Une estimation extérieure des primes totales d'assurance sur la vie versées par les titulaires de police figure dans le "Rapport du Surintendant des assurances du Canada"; malheureusement, cette estimation n'est pas strictement comparable à celle de l'EFC. La différence tient au champ et

(18) The 1976 Family Expenditure Survey covering eight major cities in Canada showed an incidence of owning a vacation home as 7.2%.

(18) L'enquête de 1976 sur les dépenses des familles, menée dans huit grandes villes du Canada, a dégagé une fréquence de possession d'une maison de villégiature de 7.2 %.



SCF. The difference is in respect to the coverage and concepts used in data contained in the aforementioned report;(19) for instance, it shows total amounts of premiums paid for the types of insurance policies, namely (i) ordinary, and (ii) group. Category (i) further consists of insurance policies pertaining to (a) life, (b) endowment, and (c) term and temporary additions. Any published data on premiums paid in respect to (a) and (b) would have been ideal for our present purposes but again, the available data on total premiums for ordinary policies did not show separate premium amounts pertaining to categories (a), (b) and (c).

Total net premiums for life insurance in Canada, according to the report cited in footnote (19), were \$2,205,077,318 for 1976 of which \$1,550,516,830 (or 71%) was paid under individual contracts (i.e., for policies in categories (a), (b) and (c) above) and \$654,560,488 was paid under group contracts. On the other hand, the aggregate of life insurance premiums paid in 1976, according to the 1977 SCF, amounted to \$1,007,836,000, which in turn was 65% of  $(= \frac{\$1,007,836,000}{\$1,550,516,830} \times 100)$  the published estimate of total premiums for "ordinary" policies as defined above.

On the whole, it is encouraging to find that the survey captured nearly two-thirds of the total life insurance premiums paid in 1976; the uncaptured one third of the amount could be attributed to the differences in concepts and coverage for these two sources of data.

#### Item (xi): Bank Loans

This item actually evaluates several debt components included in the debt section of the SCF supplement. Total bank loans, thence, consist of amounts owed in respect to (a) money owed on credit cards issued by banks, (b) bank loans secured by stocks and bonds, (c) bank loans secured by household goods, (d) student loans, and (e) all other bank loans. Not each of these components has its extraneous counterpart; only amounts pertaining to components (b), (c) and (d) are explicitly published by the Bank of Canada whereas the remaining SCF components will fall under other aggregate components defined by

aux notions du rapport en cause(19); à titre d'exemple, on y trouve la valeur totale des primes versées pour deux types de polices d'assurance, à savoir l'assurance (i) ordinaire et (ii) collective. La catégorie (i) se divise en a) assurance sur la vie, en b) assurance à capital différé et en c) assurances temporaires et complémentaires. Des chiffres sur les primes versées au titre de a) et de b) auraient répondu à tous nos besoins, mais les données publiées sur les primes totales relatives à l'assurance ordinaire ne présentent pas des chiffres distincts pour les catégories a), b) et c).

D'après le rapport cité à la note (19), l'ensemble des primes nettes d'assurance-vie au Canada a atteint \$2,205,077,318 en 1976, dont \$1,550,516,830 (soit 71 %) au titre de contrats individuels (c'est-à-dire de polices classées dans les catégories a), b) et c)) et \$654,560,488 à celui de contrats d'assurance collective. Par contre, les primes totales d'assurance sur la vie versées en 1976 se sont élevées à \$1,007,836,000 selon l'EFC de 1977, ce qui représente 65 % de  $(\frac{\$1,007,836,000}{\$1,550,516,830} \times 100)$  l'estimation publiée pour les primes totales versées au titre de polices "ordinaires".

Dans l'ensemble, il est encourageant de constater que l'enquête a saisi presque les deux tiers de l'ensemble des primes d'assurance-vie versées en 1976; le tiers restant peut être attribué à la variation des notions et du champ d'une enquête à l'autre.

#### Poste (xi): Emprunts bancaires

Ce poste concerne en fait plusieurs éléments de la dette présentés dans la section sur la dette de l'EFC. L'ensemble des emprunts bancaires englobe donc les montants impayés sur a) les cartes de crédit émises par les banques, b) les prêts consentis par les banques et garantis par des actions et des obligations, c) les prêts consentis par les banques et garantis par des biens ménagers, d) les prêts aux étudiants et e) tous les autres emprunts bancaires. Les sources extérieures n'offrent pas de contrepartie pour tous ces éléments; en effet, la Banque du Canada ne publie explicitement que les montants qui correspondent aux éléments b), c) et d), les autres éléments de l'EFC étant intégrés dans des

(19) See table on page 18C of "Report of the Superintendent of Insurance for Canada for the Year Ended December 31, 1976: Vol. I - Abstract of Statements of Insurance Companies of Canada", Department of Insurance, Ottawa.

(19) Voir le tableau à la page 18C du "Rapport du Surintendant des assurances du Canada pour l'année close le 31 décembre 1976: Vol. I - Précis des états des Compagnies d'assurance au Canada", Département des Assurances, Ottawa.

Item Poste	Aggregate amount Montant global		Ratio SCF/Bank of Canada
	SCF(1)	Bank of Canada(2)	Rapport EFC/Banque du Canada
	EFC(1)	Banque du Canada(2)	
	millions of dollars		per cent
	millions de dollars		pourcentage
(a) Credit cards issued by banks - Cartes de crédit émises par les banques	619	(no comparable item)  (aucun poste comparable)	-
(b) Bank loans secured by stocks and bonds - Emprunts bancaires garantis par des actions et des obligations	1,276	886(3)	144.0
(c) Bank loans secured by household goods - Emprunts bancaires garantis par des biens ménagers	2,040	5,079(4)	40.2
(d) Student loans - Prêts aux étudiants	644	639	100.8
(e) Other bank loans - Autres emprunts bancaires	6,644(5)	(no comparable item)  (aucun poste comparable)	-
(f) Sum of other bank loans and those on account of bank credit cards (a) + (e) - Somme des autres emprunts bancaires et des montants impayés sur les cartes de crédit émises par les banques a) + e)	7,263	11,047(6)	65.7
(b) + (c) + (d) + (f) - Total - (b) + (c) + (d) + (f)	11,223	17,651(7)	63.6

(1) See Column (10), Text Table XII.

(1) Voir la colonne (10) du tableau explicatif XII.

(2) Amounts as of first quarter, 1977, from Table 10, page 38, Bank of Canada Review, December 1977 issue. Under Bank of Canada's notes and definitions.

(2) Chiffres du premier trimestre de 1977, tirés du tableau 10, page 38, du numéro de décembre 1977 de la Revue de la Banque du Canada. D'après les notes et définitions de la Banque du Canada.

(3) Consists of personal loans against marketable securities. Loans to finance the purchase of CSB's at the time of issue are not included.

(3) Se compose de prêts personnels sur titres négociables. Ne sont pas compris les prêts destinés à financer l'achat d'obligations d'épargne lors de leur émission.

(4) Consists of personal loans secured by motor vehicles and other household property.

(4) Consiste en prêts personnels garantis par des véhicules automobiles et des articles de ménage.

(5) Includes home improvement loans.

(5) Comprend les prêts pour amélioration des maisons.

(6) Consists of loans repayable by instalments including those on credit cards and other unsecured bank loans as well as home improvement loans.

(6) Se compose des prêts remboursables par versements, y compris les prêts sur cartes de crédit, les autres prêts non garantis et les prêts pour amélioration des maisons.

(7) Excludes loans made to farmers, institutions and businesses.

(7) Sauf les prêts aux agriculteurs, aux institutions et aux entreprises.

the Bank of Canada. The table on page 62 compares estimates from the SCF and Bank of Canada publications.

The SCF estimate of total bank loans is about 64% of the amount published by the Bank of Canada (recall for a moment that the proportion of total bank deposits captured by the SCF was 66.6%). Although this outcome is encouraging, we must not forget at least one conceptual difference and that is that the Bank of Canada estimate excludes loans to farmers and businesses whereas the SCF respondents simply reported bank loans; whether or not they took such loans under specific rules governing farm loans or business loans in order to finance their business operations was neither asked nor have the respondents added any helpful remarks. As a consequence, the SCF estimate of total bank loans does include some business and farm loans.

Turning now to the debt components which have been explicitly defined in both the sources, one can be aghast to note the ratio of SCF/Bank of Canada for student loans. This ratio indicates that the SCF has captured outstanding student loans in their entirety. We don't think we have the right explanation as to why this ratio has turned out so high compared to other items. On the other extreme, we seem to have overestimated the bank loans secured by stocks and bonds by 44% compared to 59.8% underestimation of bank loans secured by household goods. Judging from this statistical evidence, we could infer that the SCF respondents had reported relatively better the overall amount of bank loans compared to their ability to segregate such loans in respect to the defined components.

#### Item (xii): Consumer Debt

The evaluation of this item, like the previous one, consists of several components of debts included in the debt section of the SCF supplement. According to the SCF concepts, consumer debt consists of (a) total charge accounts and instalment debt, (b) bank loans secured by household goods, (c) other unsecured (personal) bank loans, (d) loans from sales finance and consumer loan companies and (e) loans from credit unions and caisses populaires. For the purposes of evaluation, we have considered money owed on bank credit cards under bank loans whereas amount owed on other universal credit cards issued by institutions other than banks is considered under total charge accounts and instalment debt. Once again, it has to be acknowledged that none of the above mentioned debt components has a strictly comparable outside estimate. There are differences due to conceptual

chiffres globaux. Le tableau à la page 62 juxtapose les estimations obtenues de publications de l'EFC et de la Banque du Canada.

L'estimation des emprunts bancaires totaux faite par l'EFC représente environ 64 % de celle publiée par la Banque du Canada (le lecteur se souviendra que l'EFC a relevé 66.6 % de tous les dépôts bancaires). Bien que ce résultat soit encourageant, il faut se rappeler d'au moins une différence conceptuelle - l'estimation de la Banque du Canada ne tient pas compte des prêts aux agriculteurs et aux entreprises, tandis que les enquêtés de l'EFC ont simplement déclaré leurs emprunts bancaires; on ne leur a pas demandé, et ils n'ont pas précisé de leur propre chef, s'ils ont contracté ces emprunts en vertu de règlements particuliers en vue de financer une entreprise agricole ou commerciale. Par conséquent, l'estimation de l'EFC concernant l'ensemble des emprunts bancaires englobe effectivement certains emprunts commerciaux et agricoles.

Si l'on passe aux éléments de la dette qui sont explicitement définis dans chacune des sources, le rapport EFC/Banque du Canada qui porte sur les prêts aux étudiants est des plus surprenants: l'EFC a relevé dans sa totalité le montant impayé sur les prêts aux étudiants. Nous ne pouvons expliquer pourquoi le rapport s'est avéré si parfait en comparaison avec d'autres postes. En revanche, nous semblons avoir surestimé de 44 % les emprunts bancaires garantis par des actions et par des obligations, et sous-estimé de 59.8 % les emprunts bancaires garantis par des biens ménagers. On pourrait déduire, à partir de ces statistiques, que les enquêtés de l'EFC se sont révélés plus aptes à déclarer le montant global de leurs emprunts bancaires qu'à ventiler ces emprunts selon leurs diverses composantes.

#### Poste (xii): Dette à la consommation

L'évaluation de ce poste, comme celle du précédent, porte sur plusieurs éléments de dette présentés dans la section sur la dette de l'EFC. D'après les concepts de l'EFC, la dette à la consommation englobe a) l'ensemble des comptes de crédit et de la dette sur achats à tempérament, b) les emprunts bancaires garantis par des biens ménagers, c) d'autres emprunts bancaires (personnels) non garantis, d) les emprunts des sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation et e) les emprunts des caisses d'épargne et de crédit. Aux fins de l'évaluation, nous considérons les montants impayés sur les cartes de crédit émises par les banques comme des emprunts bancaires et les sommes dues sur les cartes de crédit émises par des institutions financières autres que les banques comme une partie de l'ensemble des comptes de crédit et de la dette sur achats à tempérament. Ici encore, il faut reconnaître qu'aucune estimation de ces éléments de dette n'est strictement comparable avec



Item Poste	Aggregate amount Montant global		Ratio SCF/Bank of Canada
	SCF(1)	Bank of Canada(2)	Rapport EFC/Banque du Canada
	EFC(1)	Banque du Canada(2)	
	millions of dollars		per cent
	millions de dollars		pourcentage
(a) Total charge account and instalment debt - Ensemble des comptes de crédit et de la dette sur achat à tempérament	898	2,672(3)	33.6
(b) Bank loans secured by household goods(4) - Emprunts bancaires garantis par des biens ménagers(4)	2,040	5,079	40.2
(c) Other unsecured (personal) bank loans(4) - Autres emprunts bancaires (personnels) non garantis(4)	7,263	11,047	65.7
(d) Loans from sales finance and consumer loan companies - Emprunts des sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation	1,601	2,800	51.2
(e) Loans from credit unions and caisses populaires - Emprunts des caisses d'épargne et de crédit	2,981	3,976	75.0
Total consumer debt: sum (a) to (e) - Dette totale à la consommation: somme des postes (a) à (e)	14,783	25,574(5)	57.8

(1) See Column (10), Text Table XII.

(1) Voir la colonne (10) du tableau explicatif XII.

(2) Amounts as of first quarter, 1977, from Table 50, page 96, Bank of Canada Review, December 1977 issue.

(2) Chiffres du premier trimestre de 1977, tirés du tableau 50, page 96, du numéro de décembre 1977 de la Revue de la Banque du Canada.

(3) Under Bank of Canada's terminology, this amount is the sum of amounts reported by retail dealers, as some reported monthly and some quarterly. It includes amount owed to department stores, furniture, television, radio and household appliance stores, other retail dealers and on credit cards issued by oil companies, airlines, auto-rental and international travel and entertainment credit card issuing companies.

(3) D'après la terminologie de la Banque du Canada, ce montant représente la somme des montants déclarés par les détaillants, dont certains ont fait une déclaration mensuelle et d'autres, un rapport trimestriel. Le montant englobe les sommes dues aux grands magasins, aux magasins de meubles, de téléviseurs, de radios et d'appareils ménagers et aux autres détaillants, ainsi que les montants impayés sur les cartes de crédit émises par les sociétés pétrolières, les compagnies aériennes, les sociétés de location de voitures et les sociétés internationales de cartes de crédit.

(4) See the preceding section on total bank loans.

(4) Voir la section précédente sur l'ensemble des emprunts bancaires.

(5) Excludes the amount of life insurance companies policy loans (\$1,231 million), unsecured personal loans from Quebec savings banks (\$75 million), student loans (\$639 million), loans from trust and mortgage loan companies (\$326 million) and amount owed to public utility companies (\$415 million). The total amount excluded is \$2,647 million which when added to the shown total of \$25,574 million will give \$28,221 million, the total consumer credit outstanding as of the first quarter of 1977 published by the Bank of Canada.

(5) Sauf le montant des emprunts garantis par une police d'assurance-vie (\$1,231 millions), des emprunts personnels non garantis des banques d'épargne du Québec (\$75 millions), des prêts aux étudiants (\$639 millions), des emprunts des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires (\$326 millions) et des sommes dues aux services publics (\$415 millions). Ce montant est de \$2,647 millions; si on l'ajoute au chiffre donné plus haut (\$25,574 millions), on obtient \$28,221 millions, soit l'encours du crédit à la consommation pour le premier trimestre de 1977 tel que publié par

frameworks(20) used to define such components, methods and periodicity of reporting by retailers and other institutions, methods used to derive the outside estimates, etc. Thus, keeping in mind that the outside estimates are subject to these factors, we show in the table on page 64 a sketchy comparison of debt components calculated from the household survey against those derived from institutional data.

The institutional total of consumer debt used for comparison is \$2,647 million short of the macro total of \$28,221 million published by the Bank of Canada (see footnote (5) on page 76). We had to exclude this amount pertaining to those debt items which were not included in defining the SCF estimate of consumer debt. For instance, loans from life insurance companies or Quebec savings banks or trust and mortgage loan companies were collected by the SCF under debt component "other institutional loans" which in turn was regarded as a component of "other personal debt". Similarly, student loans and amounts owed to utility companies were included in this debt component.

Comparing the SCF estimate of consumer debt with its adjusted outside estimate, we found that the survey has captured 57.8% of the total consumer credit outstanding. This low ratio especially compared to that for bank loans, has emanated primarily from the serious underreporting by respondents on charge accounts and instalment debt. Either they were not willing to tell the interviewer the amount of money they owed on such accounts or they could not recall accurately the amounts owed to a number of department stores or they did not consult their monthly/quarterly statements, etc. One way or the other, the SCF has captured only one third of the total amount outstanding on charge accounts and instalment debt. On the other hand, the loans from credit unions and caisses populaires seem to have been reported well by the SCF respondents. We could draw at least one conclusion from this statistical evidence, and that is, that the reporting of loan(s) was relatively better if it was taken from

une estimation de l'extérieur. Il existe en effet des différences liées au cadre conceptuel(20) des éléments en cause, aux méthodes et à la fréquence de déclaration des détaillants et des institutions financières, aux méthodes utilisées pour obtenir les estimations de l'extérieur, etc. Ainsi, compte tenu de la susceptibilité des estimations extérieures à ces facteurs, le tableau à la page 64 présente une comparaison sommaire des éléments de dette calculés à partir de l'EFC et de ceux obtenus à l'aide de données des institutions financières.

Le chiffre utilisé pour comparer notre estimation de la dette totale à la consommation avec l'estimation externe est inférieur de \$2,647 millions à l'estimation globale de \$28,221 millions publiée par la Banque du Canada (voir la note 5 de la page 76). Ce montant correspond en effet à la somme des éléments de dette pris en compte par la Banque du Canada, mais exclus de la définition de la dette à la consommation utilisée par l'EFC. À titre d'exemple, l'EFC a recueilli le montant des emprunts obtenus d'une compagnie d'assurance-vie, d'une banque d'épargne du Québec ou d'une société de fiducie et de prêts hypothécaires, et elle l'a inscrit au poste "autres emprunts d'établissements financiers" qui fait partie, à son tour, des "autres dettes personnelles". C'est d'ailleurs dans cette catégorie qu'on a inclus les prêts aux étudiants et les sommes dues aux services publics.

Si l'on compare l'estimation de l'EFC et l'estimation externe corrigée, on constate que l'enquête a relevé 57.8 % du montant impayé au titre de la dette totale à la consommation. La faiblesse de ce rapport (surtout en comparaison de celui des emprunts bancaires) découle principalement du fait que les enquêtés ont gravement sous-estimé leurs comptes de crédit et leur dette sur achats à tempérament. Ou bien ils n'ont pas voulu révéler à l'interviewer le montant impayé sur ces comptes, ou bien ils n'ont pu se rappeler avec précision les sommes dues à certains grands magasins, ou bien ils n'ont pas consulté leurs relevés mensuels/trimestriels. Quoi qu'il en soit, l'EFC n'a saisi que le tiers du montant total impayé sur les comptes de crédit et la dette sur achats à tempérament. En revanche, les enquêtés semblent avoir bien déclaré les emprunts des caisses d'épargne et de crédit. Il se dégage au moins une conclusion de ces chiffres - la déclaration des emprunts a été plus exacte lorsqu'elle avait trait à un seul établissement (banque ou caisse de crédit, par exemple) que lorsqu'elle provenait de plusieurs sources indépendantes

(20) For instance, home improvement loans are included in the SCF concept of bank loans whereas it is excluded from the institutional concept; similarly, life insurance policy loans are included in the institutional concept of consumer debt whereas these are excluded from the SCF concept.

(20) À titre d'exemple, l'EFC tient compte des prêts pour amélioration des maisons, tandis que la Banque du Canada les exclut; par ailleurs, la Banque du Canada englobe les prêts garantis par une police d'assurance-vie dans sa définition de la dette à la consommation, ce qui n'est pas le cas pour l'EFC.

one institution such as a bank or a credit union than if it was taken from several independent sources such as the department stores, travel companies, and oil companies. Probably, one could either remember better or keep an up-to-date record of payments made and balance outstanding on a loan taken from one specific source than for those taken from different sources.

Section C: Evaluation of Housing Items  
Using Economic Family Data

Item (xiii): Incidence of Home Ownership

The incidence of home ownership is defined as the proportion (multiplied by 100) of family units owning a home in the total universe of family units. For the SCF, this incidence is calculated on the basis of economic family units.

(grands magasins, sociétés de voyage, sociétés pétrolières, etc.). Il est probablement plus facile de garder en mémoire ou d'enregistrer régulièrement les paiements effectués et le solde impayé d'un emprunt obtenu d'une source précise que de le faire pour un emprunt provenant de plusieurs sources.

Section C: Évaluation des postes du logement  
à l'aide des données concernant les familles  
économiques

Poste (xiii): Fréquence de la possession d'un logement

La fréquence de la possession d'un logement, c'est la proportion (multipliée par 100) des unités familiales qui possèdent un logement par rapport à l'univers total des unités familiales. Aux fins de l'étude, la fréquence est calculée en fonction des unités familiales économiques.

Item	per cent - pourcentage		
	SCF(1)	Outside sources	
Poste	EFC(1)	Sources extérieures	
		Census 1976(2)	HFE 1977(3)
		Recensement de 1976(2)	EÉM de 1977(3)
Incidence of owning a home - Fréquence de la possession d'un logement	59.6	61.8	64.3

(1) Unpublished data.

(1) Données non publiées.

(2) Proportion of owned private dwellings to total occupied private dwellings; page 3 of Statistics Canada Daily, dated January 4, 1978.

(2) Proportion des logements privés possédés par rapport à l'ensemble des logements privés occupés; page 3 du Quotidien de Statistique Canada, le 4 janvier 1978.

(3) Proportion of private households owning a dwelling to the total of private households as of May 1977; see Table A7, Household Facilities and Equipment, 1978, Catalogue 64-202 (annual).

(3) Proportion des ménages privés qui possèdent un logement par rapport à l'ensemble des ménages privés en mai 1977; voir le tableau A7, L'équipement ménager, 1978, no 64-202 au catalogue (annuel).

The incidence of home ownership calculated from the SCF is 2.2% lower than that from the 1976 Census and 4.7% lower than the HFE estimate. The difference between the SCF and 1976 Census estimates is due to the differences in the coverage of family units time, periods as well as in the unit of analysis (i.e., an economic family unit against a private household) whereas for the SCF and HFE, it is the unit of analysis

La fréquence de la possession d'un logement relevée par l'EFC est inférieure de 2.2 % à celle du recensement de 1976 et de 4.7 % à celle de l'EÉM. L'écart entre l'EFC et le recensement est imputable aux différences entre les unités familiales visées par les deux enquêtes, entre les périodes d'observation respectives et entre les unités d'analyse (c'est-à-dire l'unité familiale économique dans un cas et le ménage privé dans l'autre); par ailleurs, ce sont les



and some coverage.(21) Both of these surveys were taken within a time lag of one month. So, overall, we can accept the SCF estimate of the incidence of home ownership.

Item (xiv): Distribution of Home-owning Families by Type of Dwelling

In this section, we study and compare the distribution of home-owning families by type of dwelling owned; the outside data are from the 1976 Census which considered the following types of dwellings:

- (a) single detached;
- (b) single attached;
- (c) apartment;
- (d) duplex;
- (e) movable such as a mobile home or a trailer.

The information on the type of dwelling code was collected in the Household Record Card used with the SCF supplement. This information was filled-in by the interviewer when he/she contacted the sampled dwelling. There were about 200 Household Record Cards for which this information was missing and so was manually assigned during the editing of these data. In view of the fact that the type of dwelling was one of the characteristics used to impute the housing items, it had to be ensured that each of the sampled households had the appropriate type of dwelling code. From this point of view an evaluation of this item is deemed pertinent.

The table on page 68 shows that the SCF distribution of home-owning families by type of dwelling is quite similar to the one found from the 1976 Census (ignoring at the moment the problem of different units and points of time, etc.). Both distributions show that 81% to 82% of the home-owning families live in single detached dwellings. The proportions of families in respect to other types of dwelling also do not show any big difference between the two

(21) HFE survey excludes private households living in mobile homes, in trailers, in summer cottages, on boats, etc., whereas the SCF included households reported living in mobile homes, in trailers or houseboats, etc.

différences entre les unités d'analyse et le champ respectif des enquêtes(21) qui expliquent l'écart entre l'EFC et l'EÉM. Les deux enquêtes ont été réalisées à moins d'un mois d'intervalle. Nous pouvons donc accepter, dans l'ensemble, l'estimation de l'EFC concernant la fréquence de la possession d'un logement.

Poste (xiv): Répartition des familles propriétaires selon le type de logement

Nous voulons évaluer ici la répartition des familles propriétaires selon le type de logement possédé; les données externes sont tirées du recensement de 1976, qui a réparti les logements selon les types suivants:

- a) logement individuel non attenant;
- b) logement individuel attenant;
- c) appartement;
- d) duplex;
- e) logement mobile tel que maison mobile ou roulotte.

L'information sur le type de logement a été recueillie grâce à la Fiche de ménage qui accompagnait le questionnaire de l'EFC. Elle a été consignée par l'interviewer lorsque celui-ci a communiqué avec le ménage échantillonné. Cependant, environ 200 Fiches de ménage ne comportaient pas les renseignements voulus et il a fallu procéder à une attribution manuelle lors de la vérification de ces renseignements. Comme le type de logement figurait parmi les caractéristiques utilisées pour imputer les postes relatifs au logement, il a fallu veiller à ce que chacun des ménages échantillonnés affiche le code de logement approprié. C'est pourquoi il est utile d'évaluer le poste en cause.

Il ressort du tableau à la page 68 que la répartition des familles propriétaires selon le genre de logement déterminée par l'EFC ressemble de près à celle tirée du recensement de 1976 (si l'on ne tient pas compte, pour l'instant, des différences au plan des unités, des périodes d'enquête, etc.). Les deux répartitions donnent une proportion de 81 % à 82 % des familles propriétaires qui occupent un logement individuel non attenant. En outre, elles ne présentent aucun écart appréciable au titre des autres

(21) Contrairement à l'EFC, l'EÉM ne tient pas compte des ménages privés qui occupent une maison mobile, une roulotte, une maison de villégiature, un bateau, etc.

Type of dwelling Genre de logement	Distribution of home-owning families by type of dwelling SCF 1977(1)	Distribution of occupied private dwellings by structural type Census 1976(2)
	Répartition des familles pro- priétaires selon le genre de logement EFC de 1977(1)	Répartition des logements privés occupés selon le type de construction Recensement de 1976(2)
	per cent - pourcentage	
Single detached - Logement individuel non attenant	81.7	81.1
Single attached(3) - Logement individuel attenant(3)	8.3	7.0
Apartment - Appartement	4.2	5.4
Duplex	2.3	3.0
Movable(4) - Logement mobile(4)	3.5	3.5
TOTAL	100.0	100.0

(1) Unpublished data.

(1) Données non publiées.

(2) Dwellings and Households: Occupied Private Dwellings by Structural Type and Tenure, 1976 Census of Canada, Catalogue 93-802, Statistics Canada.

(2) Logements et ménages: Logements privés occupés selon le type de construction et le mode d'occupation, recensement du Canada de 1976, no 93-802 au catalogue, Statistique Canada.

(3) Includes semi-detached (double), row or terrace and dwelling attached to a non-residential structure.

(3) Y compris les logements jumelés (ou doubles), les maisons en rangée ou en terrasse et les logements rattachés à une construction non résidentielle.

(4) Includes mobile homes, trailers, houseboats, etc.

(4) Y compris les maisons mobiles, les roulottes et les bateaux.

sources. We can infer, therefore, that the distribution of home-owning families by type of dwelling from the SCF was consistent with that found from the 1976 Census. (22)

genres de logement. Nous pouvons donc supposer que la répartition obtenue à l'aide des données de l'EFC correspond à celle du recensement de 1976(22).

#### Families Owning a Condominium Unit

#### Familles possédant une unité de condominium

At the time of designing the questionnaire, we planned to include an item in the housing section which would have indicated whether or not the owned dwelling was a condominium unit. In view of the fact that

Lors de l'élaboration du questionnaire, nous comptions inclure, dans la section sur le logement, une question demandant de préciser si le logement possédé constituait ou non une unité de condominium. Comme ces logements en copropriété

(22) As home ownership is the leading determinant of a family's asset holdings, the above evaluation has at least given an indication that we have not overestimated home owners living in detached dwellings.

(22) Comme la possession d'un logement constitue le principal facteur de l'avoir d'une famille, la présente évaluation nous permet au moins de croire que nous n'avons pas surestimé le nombre de propriétaires occupant un logement individuel non attenant.

these condominium units are units either in row/terrace complexes or in highrise apartment buildings, we sought information on this item only from those households who owned a dwelling categorized as a row/terrace complex (including garden homes and town houses) or an apartment. Unfortunately, the response to this item turned out to be rather bad and as a consequence, we have an underestimate of the number of families living in owned condominium units. For instance, the response to this item turned out to be as follows:

représentent des unités dans des complexes de maisons en rangée ou en terrasse ou dans des tours d'appartements, nous n'avons voulu interroger à ce sujet que les ménages possédant une maison en rangée/en terrasse (y compris les maisons-jardins et les maisons en bande) ou un appartement. Malheureusement, la qualité de la réponse a été assez mauvaise; nous avons, par conséquent, sous-estimé le nombre de familles qui occupent et possèdent une unité de condominium. Voici comment la réponse a été répartie:

Response	Estimated number of EFU's with type of dwelling as row/terrace, apartment, or other
Réponse	Nombre estimatif d'UFÉ occupant un logement classé comme maison en rangée/terrasse, appartement, etc.
	thousands - milliers
(a) Owned dwelling; a condominium unit - Logement possédé; unité de condominium	126
(b) Owned dwelling; not a condominium unit - Logement possédé; autre	238
(c) Item not ascertained - Renseignement incertain	48
(d) <u>TOTAL</u>	412

On the other hand, the estimated number of families with owner-occupied dwellings of a row/terrace or apartment/flat structure was as follows:

Voici, par contre, le nombre estimatif de familles qui possèdent et occupent une maison en rangée/en terrasse ou un appartement:

Type of dwelling	Estimated number of EFU's owning a dwelling
Genre de logement	Nombre estimatif d'UFÉ qui possèdent un logement
	thousands - milliers
(e) Row/terrace (including garden homes and town houses - Maison en rangée/terrasse (y compris les maisons-jardins et les maisons en bande)	144
(f) Apartment - Appartement	198
(g) Sub-total: ((e) + (f)) - Total partiel: ((e) + f))	342
(h) Other - Autre	70
(i) (g) + (a) = (d) - Total - (g) + (a) = (d)	412



On the assumption stated above, we could conclude that there were 342,000 families who lived in owner-occupied condominium units rather than 126,000, an estimate derived from the response to one of the housing items. The proportion of all home-owning families living in condominium units is therefore 7.2%.(23)

What has caused this discrepancy in the number of families living in condominium units? In the absence of any empirical evidence, it can be hypothesized that most of the respondents probably did not comprehend fully the concept of a condominium unit; they knew that they owned the dwelling but whether it was to be categorized as a condominium unit was probably not clear to them.

#### Item (xv): Mortgage Debt on Home

This is the last item evaluated in this paper. As the market value of home, for a majority of home-owning families, is the major component of their total asset holdings, the mortgage debt on home is the major component of their financial liability. This latter item is evaluated using data made available by the Central Mortgage and Housing Corporation(24) (CMHC). It must, however, be mentioned at the outset that the CMHC's data do not show any precise estimates in respect to total mortgage outstanding by types of dwelling considered in the survey (i.e., single or detached, double or semi-detached, row or garden or apartment condominium, duplex, etc.). The closest split of total mortgage outstanding is in respect to the residential against non-residential properties and the other splitting residential into single detached dwellings against multiple dwellings (such as semi-detached, garden homes, town houses, apartments, etc.). The data pertaining to the first split are in terms of stocks (i.e., total mortgage outstanding as of the end of each calendar year) whereas those in respect to the second split are in terms of annual flow (i.e., yearly account of mortgage disbursement). For our present purposes, we shall use only the

Compte tenu de l'hypothèse mentionnée plus haut, nous pouvons conclure que le nombre de familles occupant et possédant une unité de condominium s'élève à 342,000, et non à 126,000 (comme le donne à entendre l'estimation obtenue à partir de la réponse à l'une des questions sur le logement). La proportion de toutes les familles propriétaires d'un logement et occupant une unité de condominium atteint donc 7.2 %(23).

À quoi est due cette discordance dans le nombre de familles qui occupent une unité de condominium? En l'absence de chiffres concrets, on peut supposer que la plupart des enquêtés n'ont probablement pas tout à fait saisi la notion d'unité de condominium; ils savaient qu'ils possédaient le logement, mais ils n'étaient pas en mesure de dire qu'il s'agissait d'un logement en copropriété.

#### Poste (xv): Dette hypothécaire sur le logement

Ce poste est le dernier qu'évalue notre étude. Autant la valeur marchande du logement représente la principale composante de l'avoir total de la plupart des familles propriétaires, autant la dette hypothécaire sur le logement représente la principale composante de leur passif financier. L'évaluation de ce poste a été rendue possible grâce aux données fournies par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)(24). Il convient cependant de mentionner que les données de la SCHL ne ventilent pas les hypothèques totales selon les types de logement utilisés dans notre enquête (c'est-à-dire les maisons individuelles, les maisons doubles ou jumelées, les unités de condominium en rangée, en terrasse ou en appartement, les duplex, etc.). Elles ne comportent que deux distinctions: selon qu'il s'agisse d'une propriété résidentielle ou non résidentielle, et selon qu'il s'agisse, dans le cas des propriétés résidentielles, d'un logement unifamilial ou multiple (maisons jumelées, maisons-jardins, maisons en bande, appartements, etc.). La première distinction porte sur des données de stock (c'est-à-dire l'encours des hypothèques totales à la fin de chaque année civile), tandis que la seconde concerne des flux annuels (c'est-à-dire un compte annuel des dépenses au titre des hypothèques). Aux fins de l'analyse, nous n'utiliserons que l'estimation globale des hypothèques totales grevant les propriétés résidentielles à

(23) This estimate does not include families who had purchased condominium units as an investment in other real estate.

(24) Economic Research Bulletin No. 77, prepared by Mortgage Finance Section and Statistics Department of the CMHC. This bulletin contains mortgage data including some released for the first time by the CMHC.

(23) L'estimation ne prend pas en compte les familles qui ont acquis une unité de condominium à titre d'investissement immobilier.

(24) Bulletin des recherches économiques n° 77, rédigé par la Division des services statistiques de la SCHL (en collaboration). Ce bulletin renferme des données sur les hypothèques, dont certaines sont diffusées pour la première fois par la SCHL.

overall estimate of total mortgage outstanding on residential property as of the end of the calendar year 1976 and compare this against the SCF's overall aggregate of mortgage outstanding on owner-occupied homes as of the time of the survey.

While comparing these estimates, two points must be borne in mind; first, the difference in the points of time used as the amount of mortgage debt incurred between January and mid-May of 1977 will be included in the SCF's estimate whereas excluded from the CMHC's estimates; and second, the stock of total mortgage outstanding as shown by the CMHC refers to the mortgage debt outstanding on owner-occupied as well as on vacant dwellings while the SCF's estimate of mortgage outstanding pertains to owner-occupied dwellings only. As there was no information, published or unpublished, available on either the overall vacancy rate for new and existing dwellings or separate vacancy rates for different types of dwellings, no appropriate adjustment in the CMHC's estimate of total stock of mortgage outstanding could be made in order to derive an overall estimate of mortgage outstanding on owner-occupied dwellings only.

#### Comparison of SCF's and CMHC's Estimate of Mortgage Outstanding

The SCF estimate of total mortgage outstanding on homes turned out to be \$47,099 million; about 92% of this amount was originally reported by the SCF respondents and the remaining 8% was imputed.

On the other hand, total mortgage loans outstanding in Canada, as of the end of the calendar year 1976, amounted to \$73,370 million (excluding \$4,646 million loans made by the CMHC on activities outside the National Housing Act (NHA)). This amount, according to the CMHC's Economic Research Bulletin No. 77 (see footnote (24)), includes mortgage outstanding on all residential and non-residential properties (the former including apartment complexes owned by private companies/corporations). In order to divide this amount into residential and non-residential mortgage, we used the proportionate split provided by the CMHC in its Bulletin No. 77 (see footnote (24)). The overall proportion of residential mortgage to the total mortgage outstanding, for 1976, was 84.5%. This

la fin de l'année civile 1976 et nous la comparerons à l'estimation, déterminée par l'EFC, de la dette hypothécaire globale sur les logements occupés et possédés au moment de l'enquête.

Deux mises en garde s'imposent avant de comparer les deux estimations. Premièrement, l'écart entre les périodes de référence fait que le montant de la dette hypothécaire assumée de janvier à la mi-mai 1977 figurera dans l'estimation de l'EFC, mais non dans celle de la SCHL. Deuxièmement, l'encours des hypothèques totales donné par la SCHL désigne la dette hypothécaire à payer sur les logements occupés par leur propriétaire et sur les logements vacants, alors que l'estimation de l'EFC ne porte que sur les logements occupés et possédés. Comme il n'existe aucun renseignement, publié ou non, sur le taux de vacance global des logements neufs et existants, ni sur le taux de vacance de chacun des divers types de logement, il a été impossible de rajuster l'estimation du montant total d'hypothèque impayée faite par la SCHL et d'en tirer une estimation globale de l'hypothèque à payer sur les seuls logements de propriétaires-occupants.

#### Comparaison des estimations de la dette hypothécaire faites par l'EFC et la SCHL

L'ensemble de l'hypothèque à payer sur les logements s'est chiffré à \$47,099 millions selon l'estimation de l'EFC; environ 92 % de ce total a été déclaré à l'origine par les enquêtés et le reste, soit à peu près 8 %, a été imputé.

Par contre, l'encours des prêts hypothécaires au Canada a totalisé \$73,370 millions à la fin de l'année civile 1976 (sauf les prêts de \$4,646 millions consentis par la SCHL en marge de la Loi nationale sur l'habitation (LNH). D'après le bulletin n° 77 de la SCHL (voir la note (24)), cette somme englobe l'hypothèque à payer sur toutes les propriétés résidentielles (y compris les immeubles d'appartements appartenant à des sociétés privées) et non résidentielles. Afin de la répartir en hypothèques résidentielle et non résidentielle, nous avons fait appel aux proportions données par la SCHL dans son bulletin n° 77 (note (24)). Or, dans l'ensemble, l'hypothèque résidentielle est intervenue pour 84.5 % de la dette hypothécaire totale en 1976. Ce rapport est déduit à l'aide des données fournies par un groupe déterminé d'institutions de crédit (compagnies d'assurance sur la vie, banques à

ratio is derived on the basis of mortgage data supplied by a selected group of lending institutions consisting of life insurance companies, chartered banks, trust companies, loan companies, credit unions and other companies such as Quebec savings banks and mutual benefit and fraternal societies.(25)

Thus, the total outstanding mortgage debt on residential properties, according to the information contained in the CMHC's document No. 77, turned out to be \$61,998 million (= \$73,370 millions x 0.845). The ratio SCF/CMHC's estimates of mortgage outstanding, therefore, amounts to 76% (= 61,998 x 100) - indicating that three  $\frac{73,370}{76}$  fourths of the total stock of mortgage loans on residential properties was captured by the survey. This outcome is encouraging, particularly when examined in light of the nature of problems such as home owner's poor recall capability or unwillingness to divulge amount involved in the reporting of mortgage indebtedness on the owner-occupied dwelling. As mentioned earlier, only about 8% of the total mortgage debt outstanding estimated from the SCF was imputed and the remaining 92% was reported by the respondents themselves.(26)

#### CONCLUDING REMARKS

The quality of financial data collected by a household survey depends on several factors such as the willingness of respondents to divulge accurately their financial situation, their recall capability and co-operation to consult personal records, their ability to estimate accurately the value of assets such as owner-occupied home or equity in business/farm/professional interests. Besides the effect of these non-sampling errors, the sampling errors will also affect the quality of survey estimates.

The overall quality of asset/debt data collected by the 1977 SCF, when viewed in the light of some of the above mentioned problems of data collection, is quite good and encouraging. This does not mean, however, that all of the data items collected

(25) The ratio varies from 60.2% for life insurance companies to 96.1% for chartered banks. One is advised not to use or quote such ratios in any publication without the prior approval of the CMHC.

(26) These estimates are based on un-weighted data on mortgage outstanding provided by the home-owning households; see page 37.

charte, sociétés de fiducie, sociétés de prêt, caisses d'épargne et de crédit, banques d'épargne du Québec et sociétés de secours mutuel)(25).

Ainsi, d'après le document de la SCHL, la dette hypothécaire totale sur les propriétés résidentielles s'établit à \$61,998 millions (\$73,370 millions x 0.845). Le rapport de l'estimation de l'EFC à celle de la SCHL atteint donc 76 % (61,998 x 100); ainsi, l'EFC a su relever les  $\frac{73,370}{76}$  trois quarts de tous les prêts hypothécaires concernant les propriétés résidentielles. Ce résultat est encourageant, surtout à la lumière des obstacles à surmonter - la mémoire douteuse des propriétaires et le refus de révéler le montant de la dette hypothécaire grevant le logement possédé et occupé, par exemple. Dans le cadre de l'EFC, rappelons-le, seulement 8 % de la dette hypothécaire a été imputée, tandis que 92 % de la valeur a été déclarée par les enquêtés eux-mêmes(26).

#### OBSERVATIONS DE CONCLUSION

La qualité des données financières recueillies par une enquête-ménage repose sur de nombreux facteurs: la volonté des enquêtés de décrire avec exactitude leur situation financière, la fidélité de leur mémoire et leur disposition à consulter leurs dossiers personnels, leur aptitude à apprécier avec exactitude leurs avoirs comme le logement ou les parts d'intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels. Outre les erreurs liées à ces facteurs (non dues à l'échantillonnage), les erreurs d'échantillonnage influent sur la qualité des résultats de l'enquête.

Si l'on prend en considération certains des problèmes susmentionnés qu'a posés la collecte des données, la qualité des données sur l'avoir et la dette recueillies par l'enquête sur les finances des consommateurs de 1977 a été, dans l'ensemble, plutôt bonne et assez satisfaisante.

(25) Le rapport varie de 60.2 % pour les compagnies d'assurance sur la vie à 96.1 % pour les banques à charte. Il ne faut pas utiliser ni citer ces rapports dans une publication sans l'autorisation de la SCHL.

(26) Estimations fondées sur les données non pondérées relatives à la dette hypothécaire fournies par les ménages propriétaires; voir la p. 37.



had a uniformly good response. On the contrary, there were problems of recall, valuation and to some extent the comprehension of the questions asked (which can also be attributed to a poor rapport between an interviewer and a respondent) as described in the following paragraphs.

For the housing section, the question determining whether or not the owner-occupied dwelling was a condominium unit yielded a rather poor and inconsistent response especially when examined in the light of that dwelling's structure. The response on relevant items, namely the market value of property and mortgage debt outstanding was good. The evaluation of data on mortgage debt on the home showed that the SCF estimate compared favourably with that derived from the CMHC data. No evaluation could be undertaken for the SCF estimate of total market value of owner-occupied homes as there was no such estimate available from outside sources.

In the asset section, the response to the question on "Face value of matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds" was very poor. This in turn resulted in a serious underestimate of the face value of matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds. It seems that most of the bond holders could not report the amount of matured uncashed coupons and so either inadvertently or intentionally entered amount zero against this item. Another asset item which has produced rather disappointing data is the respondent's equity in the life insurance policy plan. The response to questions on whether or not an individual had such policies as well as premiums paid in 1976 was much better compared to the response in respect to the questions on the face value and cash surrender value of life insurance policies. The data on insurance policy premiums, when compared against its available outside counterparts, were found to be reasonably satisfactory. On the other hand, data on the market value of passenger cars could not be evaluated as there were no comparable data available from outside sources.

The response to questions on the coverage under present/past work related pension plans was very good. The survey data on both the number of members of contributory pension plans and total amount of premiums paid in 1976 were nicely comparable with those published by the Department of National Revenue (i.e., taxation statistics for calendar year 1976).

Cela ne signifie pas pour autant que toutes les questions ont eu un taux de réponse uniformément bon. Au contraire, les défauts de mémoire, d'appréciation de certains éléments et, dans une certaine mesure, de compréhension des questions posées (en raison possiblement du mauvais rapport qui a pu s'établir entre l'interviewer et le répondant) ont pu soulever les difficultés décrites dans les paragraphes suivants.

En ce qui concerne la section du logement, la question qui cherchait à savoir si le logement occupé par le propriétaire était une unité de condominium a obtenu des réponses plutôt faibles et incohérentes, étant donné surtout la structure de ce type d'habitation. Le taux de réponse aux questions connexes, à savoir la valeur marchande de la propriété et la dette hypothécaire, ont été bonnes. D'après l'évaluation des données sur la dette hypothécaire grevant le logement, l'estimation de l'enquête se compare favorablement au chiffre tiré des données de la SCHL. L'estimation de la valeur marchande totale des logements occupés par leur propriétaire n'a pu faire l'objet d'une évaluation, en l'absence de données correspondantes en provenance de sources extérieures.

Dans la section de l'avoir, la réponse à la question concernant la valeur nominale des coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada a été très faible. Par conséquent, ce poste a été gravement sous-estimé. Il semble que la plupart des détenteurs d'obligations ne pouvaient indiquer le montant des coupons échus non encaissés et ont donc indiqué, soit par inadvertance ou à dessein, un montant nul à ce poste. Un autre poste de l'avoir qui a produit des résultats plutôt décevants est la valeur des polices d'assurance-vie. Les questions concernant la souscription de telles polices ainsi que les primes payées en 1976 ont eu des réponses de beaucoup meilleures à celles portant sur la valeur nominale et la valeur de rachat des polices d'assurance-vie. Comparées aux chiffres correspondants obtenus de sources extérieures, les données sur les primes de polices d'assurance se sont avérées assez satisfaisantes. En revanche, les données sur la valeur marchande des voitures particulières n'ont pu être évaluées, étant donné l'absence de données comparables en provenance de sources extérieures.

Les questions portant sur la participation à des régimes de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur ont obtenu de très bonnes réponses. Les résultats de l'enquête, pour ce qui est du nombre de participants aux régimes contributifs de retraite et pour le montant total des primes payées en 1976, se comparaient avantageusement aux chiffres publiés par le ministère du Revenu national (Statistiques fiscales de l'année civile 1976).

Although the overall response to the debt section was rather good, there were two weak spots. First, the reporting of amounts owed on charge accounts and installment debt was poor and as a consequence, its SCF estimate was too low compared to its outside estimate. Maybe the respondents found it difficult to recall all the money owed on several accounts held with different department stores, retail stores, oil companies, etc., and they reported either some guessed estimates or even no amounts at all. Secondly, the respondents appeared to have had a problem in categorizing their bank loan(s); for example, whether it was a loan secured by a household good or some other unsecured bank loan. The evaluation showed that the SCF estimate of total bank loans compared somewhat better with its outside estimate relative to the comparison of different components of bank loan.

A good majority of respondents engaged in some business/farm/professional activities provided information on their equity in business. All of those who could not ascertain such an amount were given the imputed value. We could not, however, evaluate this item as there was no corresponding outside estimate available. One particularly noticeable outcome from this section has been the over-representation of the number of persons engaged in business/farm/professional activities; this number is much higher than the number of persons considered self-employed in the April 1977 Labour Force Survey. However, in view of the differences in the concepts analyzed, the SCF estimate of the number of persons engaged in business/farm/professional activities had to be higher than that shown by the LFS.

#### Overall Response to Supplementary Data by Economic Family Units

As stated on page 9, the sample count of economic family units used for all analytical and tabulation purposes is 12,734. The overall response to supplementary data by these family units turned out to be as follows:

Le taux de réponse à la section de la dette a été bon dans l'ensemble, mais deux postes accusent des faiblesses. En premier lieu, la déclaration des montants dus au titre des comptes de crédit et des achats à tempérament a été faible et, par conséquent, l'estimation tirée de l'enquête était beaucoup trop inférieure à l'estimation obtenue de sources extérieures. Il est possible que les répondants aient eu de la difficulté à se souvenir de toutes les sommes qu'ils devaient à divers grands magasins, magasins de détail, sociétés pétrolières, et autres; alors, ils ont donné des chiffres à peu près ou n'ont rien indiqué. En deuxième lieu, la distinction des emprunts bancaires a semblé poser un problème à certains répondants; par exemple, ils ne pouvaient dire s'il s'agissait d'un emprunt garanti par un article ménager ou un emprunt bancaire non garanti. Il ressort de l'évaluation que l'estimation tirée de l'enquête se rapproche plus de l'estimation obtenue de sources extérieures, pour le total des emprunts bancaires que pour chacun des différents genres d'emprunts bancaires.

Une forte proportion de répondants qui ont exercé une activité commerciale, agricole ou professionnelle ont fourni des renseignements sur sur leurs parts d'intérêts. Nous avons attribué une valeur à tous ceux qui ne pouvaient indiquer un montant avec certitude. Il nous a été impossible, cependant, de faire une évaluation de ce poste en l'absence d'estimation correspondante de sources extérieures. Fait à signaler, nous avons constaté dans cette section une représentation excessive des personnes exerçant une activité commerciale, agricole ou professionnelle; leur nombre est de beaucoup supérieur à celui des travailleurs autonomes dénombrés par l'enquête d'avril 1977 sur la population active. Toutefois, étant donné les différences qu'accusent les concepts analysés, l'estimation tirée de l'EFC devait être plus élevée que celle produite par l'EPA.

#### Réponse globale des unités familiales économiques aux questions supplémentaires

Comme il est indiqué à la page 9, nous avons dénombré 12,734 unités familiales économiques dans l'échantillon servant aux analyses et aux tableaux. La réponse globale de ces unités aux questions supplémentaires est la suivante:

- (i) Proportion of family units who provided all the relevant data(27) on housing, assets, debts and business/farm/professional interests = 72.3%
- (ii) Proportion of family units who refused in part or in full relevant data(27) on either housing, assets, debts, business/farm/professional interests or some combination of these sections = 27.7%

The response rate by individual section, however, is as follows:

Proportion of economic family units who provided all relevant data (see footnote (27)) on:

- (a) housing 93.7%
- (b) assets 77.8%
- (c) debts 96.2%
- (d) business/farm/professional interests 97.4%

Indeed, the relatively lower response rate for the asset section has resulted in a lower overall response rate for the supplementary data. Another observation of interest in this context may be the overall response rate for the two main sections namely, the assets and debts. Of 12,734

(27) Relevant data are defined to exclude the housing items such as the number of dwellings in a building, whether or not the dwelling owned is a condominium unit, property used other than residence, purpose property used and asset items such as the details on matured uncashed coupons from Canada Savings Bonds, face value and cash surrender value of a life insurance policy, coverage under present/past work related pension plans, model and model year of a car. Similarly, for business interests section, the non-response on type of activity and legal status are excluded. If we don't exclude the non-response to these items then the overall response rate decreases to 52.9% whereas for the individual sections, these rates drop to 92.2% (housing), 59.6% (assets), 96.2% (debts) and 97% (business interests). Thus, a significant decrease of 18.2% in the response rate occurs for the asset section (largely due to high non-response on the non-reported cash surrender values of life insurance policies); the remaining three sections do not show any noticeable drop in the response rates.

- (i) Proportion d'unités familiales qui ont fourni toutes les données utiles(27) sur le logement, l'avoir, la dette et les intérêts dans une affaire commerciale, agricole ou professionnelle = 72.3 %
- (ii) Proportion d'unités familiales qui ont refusé de fournir en tout ou en partie des données utiles(27) sur le logement, l'avoir, la dette ou les intérêts dans une affaire = 27.7 %

Voici le taux de réponse pour chacune des sections:

Proportion des unités familiales économiques qui ont fourni toutes les données utiles(27) sur:

- a) le logement 93.7 %
- b) l'avoir 77.8 %
- c) la dette 96.2 %
- d) les intérêts dans une affaire 97.4 %

En effet, le taux de réponse relativement plus faible de la section de l'avoir a fait baisser le taux de réponse global aux questions supplémentaires. En outre, le taux de réponse aux deux sections principales, à savoir l'avoir et la dette, mérite qu'on s'y arrête. Des 12,734 unités familiales, 9,810 ont fourni tous les

(27) Les données utiles ne comprennent pas les postes du logement comme le nombre de logements dans un immeuble, la copropriété (condominium), l'utilisation de la propriété à des fins non domiciliaires, l'utilisation de la propriété, ni les postes de l'avoir comme les renseignements sur les coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada, la valeur nominale et la valeur de rachat des polices d'assurance-vie, la participation à des régimes de retraite se rattachant à un emploi actuel ou antérieur, le modèle et l'année de la voiture. De même, on n'a pas tenu compte du genre d'activité ni de la forme juridique des affaires dans lesquelles on a des intérêts. Si nous prenons en compte la non-réponse à ces postes, le taux global de réponse est réduit à 52.9 %, alors que le taux de réponse aux sections particulières tombe à 92.2 % (logement), 59.6 % (avoir), 96.2 % (dette) et 97 % (intérêts dans une affaire). La section de l'avoir accuse alors une chute importante de 18.2 % du taux de réponse (en raison surtout du fait que la valeur de rachat des polices d'assurance-vie n'a pas été déclarée par un nombre considérable de répondants); les trois sections restantes n'affichent aucune diminution sensible du taux de réponse.



family units, 9,810 provided all the relevant details (see footnote (27)) on both assets and debts resulting in a response rate of 77.0% compared to 207 family units who had completely refused data on both assets and debts.

#### A Brief Profile of a Non-respondent Family

Some analysis of the characteristics of respondent and non-respondent families has revealed that families with the following characteristics (taken one at a time) were more likely to refuse in part or in full supplementary data on housing, assets, debts and business interests:

- (i) home owners;
- (ii) headed by self-employed persons;
- (iii) heads aged 55-64 years;
- (iv) higher family income (i.e., \$35,000 and over).

The same analysis has further indicated that the overall response rate for the 1977 supplementary data was relatively higher for unattached individuals (78.8%) than for families consisting of two or more persons (70.3%).

renseignements utiles (voir la note (27)) à la fois sur l'avoir et la dette, ce qui donne un taux de réponse de 77 %, alors que 207 unités familiales ont refusé intégralement de donner des renseignements à la fois sur l'avoir et sur la dette.

#### Profil sommaire d'une famille non répondante

Il ressort d'une analyse des caractéristiques des familles répondantes et non répondantes que les familles les plus susceptibles de refuser de fournir en tout ou en partie des données supplémentaires sur le logement, l'avoir, la dette et les intérêts dans une affaire ont les caractéristiques suivantes (prises individuellement):

- (i) elles sont propriétaires de leur logement;
- (ii) le chef de ménage est un travailleur autonome;
- (iii) le chef est âgé de 55 à 64 ans;
- (iv) le revenu familial est élevé (\$35,000 et plus).

Du même coup, l'analyse a révélé que le taux de réponse global aux questions supplémentaires de 1977 a été un peu meilleur dans le cas des personnes seules (78.8 %) que dans celui des familles composées de deux personnes ou plus (70.3 %).

## APPENDIX I

### Procedures Used to Impute Missing Data

The missing data were imputed for the housing section as well as for the assets, debts and business interests sections. In the latter section, only the equity in business/farm/professional interests was imputed. The assignment of housing items was carried on at the level of a primary family unit in a household whereas those for personal assets, personal debts, and business/farm/professional interests were carried at the individual's level. All of the assignment procedures were carried out by the computer system and manual intervention was kept at a very minimal level.

A matrix with certain selected characteristics was created to assign data to non-respondents. The characteristics included in the matrix were dependent upon the section of the data that were missing. There was a separate matrix created for each of the housing, personal assets and debts and business/farm/professional sections. A non-respondent was assigned missing data from the record of a donor similar to non-respondent in respect to selected socio-demographic characteristics, chosen on the basis of the "nearest record selection procedure". (This method is also known as the "hot deck" assignment procedure.)

The entire section was transferred to a non-respondent from the donor's record in cases where the former had completely failed to answer any question in a section which in turn allowed for the possibility that assigned value(s) could be equal to or greater than zero. For partial refusals, however, the situation was slightly different. If the non-respondent had refused to answer some question(s), their corresponding imputed value(s) could be either equal to or greater than zero, but if the non-respondent did not know the amount of a certain item(s) but had indicated its ownership or indebtedness, then the imputed value(s) had to be greater than zero. Therefore, the additional constraint in the selection of a donor record in this case was that the donor record must have an amount greater than zero for the item to be assigned to the non-respondent.

## ANNEXE I

### Méthodes utilisées pour imputer les données manquantes

L'imputation des données manquantes a été effectuée dans la section du logement, ainsi que dans les sections de l'avoir, de la dette et des intérêts dans une affaire. Dans cette dernière section, seules les parts d'intérêts ont été imputées. Les postes du logement ont été attribués à l'unité familiale primaire du ménage, alors que les postes de l'avoir personnel, de la dette personnelle et des intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels ont été imputés au niveau du particulier. Tout le travail d'imputation a été fait par ordinateur, les interventions manuelles étant réduites au minimum.

Une matrice comportant certaines caractéristiques a été construite en vue de l'attribution de données aux non-répondants. Ces caractéristiques étaient déterminées par les sections où il manquait des données. Une matrice séparée a été construite pour chacune des sections du logement, de l'avoir personnel, de la dette personnelle et des intérêts commerciaux, agricoles ou professionnels. On a attribué à un non-répondant les chiffres tirés de l'enregistrement d'un donneur qui présentait certains caractères socio-démographiques semblables à ceux du non-répondant; la méthode de sélection a été celle du plus proche enregistrement (méthode dite du "hot deck").

La section a été transférée intégralement de l'enregistrement du donneur à celui du non-répondant lorsque celui-ci a omis de répondre à toutes les questions d'une section, ce qui nous a permis d'attribuer des valeurs nulles ou positives. Toutefois, il a fallu procéder un peu différemment dans le cas des refus partiels. Si le non-répondant avait omis de répondre à certaines questions, les valeurs imputées correspondantes pouvaient être nulles ou positives. Mais si le non-répondant avait indiqué qu'il possédait un avoir ou qu'il assumait une dette sans en préciser le montant, alors la valeur imputée devait être positive. La sélection de l'enregistrement du donneur est alors assortie d'une contrainte additionnelle, cet enregistrement devait comporter un montant positif au poste attribué au non-répondant.

There were only three imputable items in the housing section: (i) the estimated market value of property, (ii) the mortgage status at the time of the survey, and (iii) the mortgage outstanding on property; the rest of the items in this section were not considered for imputation.(28) A non-respondent home owner was assigned data on one or more of these items from the record of a respondent home owner, on the criteria that respondent and non-respondent home owners:

- (i) had occupied similar types of dwellings;
- (ii) had similar incomes in 1976; and
- (iii) both fell in the same age group.

When both the market value and principal outstanding were refused, the values were taken from the nearest record selected on the above criteria. In cases where one of the two items, e.g., either the market value of the owned property or the mortgage outstanding on it, was refused, instead of assigning absolute values, the proportion between the two values from the selected respondent record was taken to calculate the missing value in order to ensure that the inconsistent values were not assigned.

Missing asset and debt data were assigned to a non-respondent from the record of a respondent individual on the criteria that the respondent and non-respondent individuals:

- (i) had similar incomes in 1976;
- (ii) fell into the same age group;
- (iii) were of the same sex;
- (iv) had similar relationships to the family head within the census family; and
- (v) had similar labour force status.

In the case of a complete refusal, the entire data on assets or debts or both were assigned from a record selected on the basis of the above criteria. In the case of a partial refusal, where the individual owned a particular asset or owed a particular debt, an additional condition was laid down to ensure that the nearest record chosen on the above criteria must also have the particular asset or debt. In cases where one of two related asset items was

(28) All non-imputable items for the housing section are listed in Text Table III, and those for the personal assets and business/farm/professional interests sections are described on page 17.

Seuls trois postes étaient imputables dans la section du logement: (i) la valeur marchande estimative de la propriété, (ii) la situation hypothécaire au moment de l'enquête, (iii) la dette hypothécaire à payer sur la propriété. On n'a pas tenu compte des autres postes de la section aux fins de l'imputation(28). Un propriétaire de logement non répondant a reçu, pour un ou plusieurs de ces postes, des données tirées de l'enregistrement d'un propriétaire répondant, selon les critères voulant que le propriétaire répondant et le propriétaire non répondant:

- (i) aient occupé des logements de genre semblable;
- (ii) aient reçu des revenus semblables en 1976; et
- (iii) appartiennent tous les deux au même groupe d'âge.

En l'absence de renseignements sur la valeur marchande et sur le principal à payer, les valeurs ont été tirées du plus proche enregistrement choisi selon les critères susmentionnés. Lorsque l'un de ces deux postes, à savoir la valeur marchande de la propriété ou la dette hypothécaire, n'était pas déclaré, on a calculé la valeur manquante au moyen du rapport entre les deux valeurs figurant dans l'enregistrement du donneur, au lieu d'attribuer des valeurs absolues; on voulait aussi éviter l'attribution de valeurs incohérentes.

En ce qui concerne les données manquantes sur l'avoir et la dette, on a eu recours à l'enregistrement d'un répondant, compte tenu du fait que le répondant et le non-répondant étaient des particuliers qui:

- (i) avaient reçu un revenu semblable en 1976;
- (ii) appartenaient au même groupe d'âge;
- (iii) étaient du même sexe;
- (iv) avaient des liens semblables avec le chef de famille au sein de la famille de recensement; et
- (v) se trouvaient dans la même situation d'activité.

Dans le cas d'un refus intégral, la totalité des données sur l'avoir ou sur la dette ou sur les deux ont été affectées à partir d'un enregistrement choisi selon les critères susmentionnés. Un refus partiel, où le particulier possédait un bien déterminé ou avait une dette donnée, était assujéti à une contrainte supplémentaire: l'enregistrement le plus proche choisi d'après les critères susmentionnés devait comporter l'élément d'avoir ou de dette en question. Lorsque l'un ou l'autre de deux postes connexes de l'avoir

(28) Tous les postes non imputables de la section du logement sont énumérés dans le tableau explicatif III, et les postes non imputables de la section de l'avoir personnel et de celle des intérêts commerciaux ou professionnels sont décrits à la page 17.



missing (for example, face value of matured uncashed coupons of Canada Savings Bonds missing whereas the value of such holdings of bonds was known or mortgage on the vacation home missing whereas its market value was known, etc.), the absolute value of the missing item was not transferred from the donor's record. Instead, the proportion between the two values of related asset items from the respondent record was taken to calculate the missing value in order to have consistency in the assignment procedure.

For the first time, business equity was also imputed. Missing data on business equity was assigned to a non-respondent from the record of a respondent, selected on the nearest record basis, on the criteria that the respondent and non-respondent individuals:

- (i) had the same types of business activity;
- (ii) had similar incomes in 1976; and
- (iii) had the same legal status pertaining to their business activity in question; the legal status is defined in terms of a sole proprietorship, partnership, or corporation.

There were restrictions placed on one of the asset items in order to calculate the respondent's estimated value in the item. The respondents were asked to report the full face value of 1976 Canada Savings Bonds which were in the process of being paid for at the time of the survey. The value of such bond holdings was then reduced to 60% of the reported face value since it was estimated that, at the time of the survey, approximately 60% was the paid-up value of 1976 issues of Canada Savings Bonds.

manquait (par exemple, la valeur nominale des coupons échus non encaissés des obligations d'épargne du Canada n'était pas indiquée, alors que la valeur des obligations d'épargne détenues était connue, ou encore il manquait le montant de l'hypothèque grevant la maison de villégiature, tandis que l'on connaissait sa valeur marchande), la valeur absolue du poste manquant n'était pas transférée à partir de l'enregistrement du donneur. On a plutôt calculé la valeur manquante au moyen de la proportion entre les deux valeurs des postes connexes de l'avoir tirées de l'enregistrement du répondant, de manière que l'affectation soit cohérente.

La valeur nette dans une affaire a été imputée pour la première fois. Les données manquantes à ce titre ont été obtenues du plus proche enregistrement d'un répondant, selon les critères voulant que le répondant et le non-répondant:

- (i) se soient occupés du même genre d'affaire;
- (ii) aient reçu des revenus semblables en 1976; et
- (iii) se soient trouvés dans la même situation sur le plan juridique, entreprise individuelle, société en nom collectif ou société par actions.

On a imposé une contrainte à l'un des postes de l'avoir afin de calculer la valeur estimative déclarée par le répondant. Les répondants devaient indiquer la valeur nominale entière des obligations d'épargne du Canada de 1976 qui n'étaient pas entièrement payées au moment de l'enquête. On a ensuite réduit cet avoir à 60 % de la valeur nominale déclarée, car on jugeait qu'au moment de l'enquête la valeur acquittée des obligations d'épargne du Canada émises en 1976 se chiffrait aux alentours de 60 %.









## LABOUR FORCE SURVEY QUESTIONNAIRE

CONFIDENTIAL only

Docket No. 2  Survey date 3  Assignment No. 4  FORM NO. 05

HRD page Line No. 5  Given name 6  Surname 7

10 DID ... DO ANY WORK AT ALL LAST WEEK (not counting work around the house)?

Yes ☐ No ☐ Go to 30  
Perm. unable to work ☐ Go to 50

11 DID ... HAVE MORE THAN ONE JOB LAST WEEK?

Yes ☐ No ☐ Go to 13

12 WAS THIS A RESULT OF CHANGING EMPLOYERS LAST WEEK?

Yes ☐ No ☐

13 HOW MANY HOURS PER WEEK DOES ... USUALLY WORK AT HIS/HER:

(Main) JOB?  If total 30 or more go to 15  
Other jobs?

14 WHAT IS THE REASON ... USUALLY WORKS LESS THAN 30 HOURS PER WEEK?

Enter code

15 LAST WEEK, HOW MANY HOURS OF OVERTIME OR EXTRA HOURS DID ... WORK?

(Include paid and unpaid time at all jobs)  If none enter 00

16 LAST WEEK, HOW MANY HOURS DID ... LOSE OR TAKE OFF FROM WORK FOR ANY REASON SUCH AS ILLNESS, HOLIDAY, OR LAYOFF? (From all jobs)

If none enter 00 and go to 18

17 WHAT WAS THE MAIN REASON FOR LOSING THESE HOURS?

Enter code

18 HOW MANY HOURS DID ... ACTUALLY WORK LAST WEEK AT HIS/HER

(Main) JOB?  Other jobs?

19 IN THE PAST 4 WEEKS, HAS ... LOOKED FOR ANOTHER JOB?

Yes ☐ No ☐ Go to 71

20 WHAT HAS ... DONE IN THE PAST 4 WEEKS TO FIND ANOTHER JOB?

Enter code(s) and go to 71

30 LAST WEEK, DID ... HAVE A JOB AT WHICH HE/SHE DID NOT WORK?

Yes ☐ Go to 33 No ☐ Go to 31

31 LAST WEEK, DID ... HAVE A JOB TO START AT A DEFINITE DATE IN THE FUTURE?

Yes ☐ No ☐ Go to 50

32 COUNTING FROM THE END OF LAST WEEK, IN HOW MANY WEEKS WILL ... START TO WORK AT HIS/HER NEW JOB?

Go to 50

33 WHY WAS ... ABSENT FROM WORK LAST WEEK?

Enter code and if code 6 go to 32

34 DID ... HAVE MORE THAN ONE JOB LAST WEEK?

Yes ☐ No ☐

35 HOW MANY HOURS PER WEEK DOES ... USUALLY WORK AT HIS/HER:

(Main) JOB?  If total 30 or more go to 37  
Other jobs?

36 WHAT IS THE REASON ... USUALLY WORKS LESS THAN 30 HOURS PER WEEK?

Enter code

37 UP TO THE END OF LAST WEEK, HOW MANY WEEKS HAS ... BEEN CONTINUOUSLY ABSENT FROM WORK?

38 IS ... GETTING ANY WAGES OR SALARY FOR ANY OF THE TIME OFF LAST WEEK?

Yes ☐ No ☐

39 INTERVIEWER CHECK ITEM

\* If code 5 (layoff) in 33 ☐ go to 56

\* Otherwise ☐ go to 40

40 IN THE PAST 4 WEEKS, HAS ... LOOKED FOR ANOTHER JOB?

Yes ☐ No ☐ Go to 71

41 WHAT HAS ... DONE IN THE PAST 4 WEEKS TO FIND ANOTHER JOB?

Enter code(s) and go to 71

## DESCRIPTION OF MAIN JOB OR BUSINESS

## 70 INTERVIEWER CHECK ITEM

\* If "No" (never worked) in 50 ☐ go to 80

\* If last worked before

Mo  Yr

\* Otherwise ☐ go to 72 through 76 and check that the information is complete and correct

71 HAS ... CHANGED EMPLOYERS SINCE LAST MONTH?

Yes ☐ Enter new information for 72 through 76 No ☐ Check that information in 72 through 76 is complete and correct

72 FOR WHOM DID ... WORK? (Name of business, government dept. or agency or person)

☐ No change ☐ or ☐

73 WHEN DID ... START WORKING FOR THIS EMPLOYER?

No ☐ change ☐ or ☐ months unknown enter -- in month

74 WHAT KIND OF BUSINESS, INDUSTRY OR SERVICE WAS THIS? (Give full description e.g. paper-box manufacturing retail shoe store, municipal government)

☐ No change ☐ or ☐

75 WHAT KIND OF WORK WAS ... DOING? (Give full description e.g. posting invoices, making shoes, teaching primary school)

☐ No change ☐ or ☐

76 Class of worker

Main job ☐ No change ☐ or ☐ Enter code

77 Other job ☐ No change ☐ or ☐ Enter code go to 80

50 HAS ... EVER WORKED?

Yes ☐ No ☐ Go to 55

51 WHEN DID ... LAST WORK AT A JOB OR BUSINESS?

Mo  Yr ☐ No change ☐ or ☐ If month unknown enter -- in month

## 52 INTERVIEWER CHECK ITEM

\* If last worked before  ☐ go to 55

\* Otherwise ☐ go to 53

53 ABOUT HOW MANY HOURS PER WEEK DID ... WORK AT THAT JOB?

or Full-time ☐ Part-time ☐

54 WHAT WAS THE MAIN REASON WHY ... LEFT THAT JOB?

Enter code

## 55 INTERVIEWER CHECK ITEM

\* If "perm. unable to work" in 10 ☐ go to 80

\* Otherwise ☐ go to 56

56 IN THE PAST 6 MONTHS HAS ... LOOKED FOR WORK?

Yes ☐ No ☐ Go to 70

57 IN THE PAST 4 WEEKS WHAT HAS ... DONE TO FIND WORK? Mark all methods reported

Nothing ☐ Go to 63

\* IN THE PAST 4 WEEKS HAS ... DONE ANYTHING ELSE TO FIND WORK? Mark all other methods reported

For each method given ask

\* WHEN DID ... LAST (Repeat method) No. of weeks ago (excl. svy. week)

Method used	No. of weeks ago (excl. svy. week)
Checked with:	
PUBLIC employment AGENCY	<input type="text"/>
PRIVATE employment AGENCY	<input type="text"/>
UNION	<input type="text"/>
EMPLOYERS directly	<input type="text"/>
FRIENDS or relatives	<input type="text"/>
Placed or answered ADS	<input type="text"/>
LOOKED at job ADS	<input type="text"/>
OTHER Specify in NOTES	<input type="text"/>

58 WHAT WAS ... DOING IMMEDIATELY BEFORE HE/SHE STARTED TO LOOK FOR WORK? FOR EXAMPLE, WORKING, KEEPING HOUSE, GOING TO SCHOOL OR SOMETHING ELSE

Enter code

59 UP TO THE END OF LAST WEEK, HOW MANY WEEKS HAS ... BEEN LOOKING FOR WORK, NOT COUNTING WEEKS WHEN HE/SHE ALSO WORKED?

60 HAS ... BEEN LOOKING FOR A JOB TO LAST FOR LESS THAN 6 MONTHS, OR, MORE THAN 6 MONTHS?

Less than 6 months (incl. 6 mos.) ☐ More than 6 months ☐

61 ABOUT HOW MANY HOURS OF WORK PER WEEK HAS ... BEEN LOOKING FOR?

or Full-time ☐ Part-time ☐

## 62 INTERVIEWER CHECK ITEM

\* If "1 week ago" for any method in 57 ☐ No

\* Otherwise ☐

63 WAS THERE ANY REASON WHY ... DID NOT LOOK FOR WORK LAST WEEK?

Enter code

64 WAS THERE ANY REASON WHY ... COULD NOT TAKE A JOB LAST WEEK?

Enter code and give job

## EDUCATIONAL ACTIVITY

80 LAST WEEK, WAS ... ATTENDING A SCHOOL, COLLEGE, OR UNIVERSITY?

Yes ☐ No ☐ Go to 90

81 WAS ... ENROLLED AS A FULL TIME OR A PART TIME STUDENT?

Full-time ☐ Part-time ☐

82 WHAT KIND OF SCHOOL WAS THIS?

Enter

## INFORMATION SOURCE

90 HRD page line No. of person providing the above information

Last interview  Ti interview

91 Was this information provided over the telephone?

Yes ☐ No ☐

See notes for details



Statistics Canada Statistique Canada

## SURVEY OF CONSUMER FINANCES

## 1976 INCOME, ASSET and DEBT QUESTIONNAIRE

A column to be completed for each person 15 years of age and over

Authority - Statistics Act, Chapter 15, Statutes of Canada 1970-71-72.

This act prohibits the disclosure by Statistics Canada of any particulars that can be related to any identifiable individual person.

CF 06

P.S.U.	Group	Cluster	Rotation No.	Listing	Mult.	Fam. Id.
SECTION 1. PERSONAL INCOME						
2 0 1						
Page Line Number						
During the twelve months ending December 31, 1976, what was your income from the following sources?						
1- 1. WAGES and SALARIES before deductions	01	01	01	01		
1- 2. MILITARY PAY and ALLOWANCES	02	02	02	02		
1- 3. NET income from NON-FARM SELF-EMPLOYMENT	03	03	03	03		
1- 4. NET income from FARM SELF-EMPLOYMENT	04	04	04	04		
1- 5. Gross income from ROOMERS and BOARDERS	05	05	05	05		
1- 6. INTEREST on bonds, deposits and savings certificates	06	06	06	06		
1- 7. DIVIDENDS, actual amount received (not taxable amount)	07	07	07	07		
1- 8. OTHER INVESTMENT INCOME (net rents from real estate, etc.)	08	08	08	08		
1- 9. FAMILY ALLOWANCES	09	09	09	09		
1-10. OLD AGE SECURITY PENSION and GUARANTEED INCOME SUPPLEMENT from federal government only, provincial income supplements should be reported in 1-13	10	10	10	10		
1-11. CANADA or QUEBEC PENSION PLAN BENEFITS	11	11	11	11		
1-12. UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFITS total benefits before tax deductions	12	12	12	12		
1-13. SOCIAL ASSISTANCE and PROVINCIAL INCOME SUPPLEMENTS	13	13	13	13		
1-14. OTHER INCOME from GOVERNMENT SOURCES, please specify in remarks below. Provincial tax credits should be reported in 1-20	14	14	14	14		
1-15. RETIREMENT PENSIONS, SUPERANNUATION and ANNUITIES	15	15	15	15		
1-16. OTHER MONEY INCOME, please specify in remarks below	16	16	16	16		
1-17. TOTAL INCOME, sum of entries in 1-1 to 1-16	17	17	17	17		
If no income in 1976, please check (✓)						
1-18. Taxable portion of CAPITAL GAINS or allowable capital losses	18	18	18	18		
If no taxable capital gains or allowable losses, please check (✓)						
1-19. INCOME TAX (federal and provincial) - total payable on 1976 income and capital gains	19	19	19	19		
If no income tax payable on 1976 income, please check (✓)						
1-20. PROVINCIAL TAX CREDIT applicable only to residents of ONTARIO, MANITOBA, ALBERTA and BRITISH COLUMBIA	20	20	20	20		
If no provincial tax credit, please check (✓)						
Office use only						
	21	21	21	21		
	22	22	22	22		
	23	23	23	23		
1-21. REMARKS						
Pg. Lin.	Item No.					

## SECTION 2. HOUSING

2 0 2

## 2-1. INTERVIEWER CHECK ITEM (✓)

Form 03

- If "Yes" in item 42 . . . . . ☐ Go to 2-2
- Otherwise . . . . . ☐ Go to Section 3

## 2-2. INTERVIEWER CHECK ITEM (✓)

Form 03

- If code 0, 3 or 5 in item 8 . . . . . ☐ Go to 2-3
- Otherwise . . . . . ☐ Go to 2-5

2-3. How many dwellings are there in this building? . . . . .

03

1 Yes

2 No

2-4. Is this dwelling a condominium unit? . . . . .

04

2-5. What share of this property is owned by your family? . . . . .

05

1 Yes Go to 2-7

2 No Go to 2-9

2-6. Is part of this property used for purposes other than your residence? (✓) . . . . .

06

2-7. A part of this property is: (✓)

rented out

07

used for business

2 Yes

other, please specify in remarks below . . . . .

3 No

2-8. What percentage of this property is occupied by your household as residence? . . . . .

08

2-9. In what year was this property acquired? . . . . .

09

2-10. What was the purchase price? . . . . .

10

2-11. What is the present market value? . . . . .

11

1 Yes Go to 2-13

2 No Go to Section 3

2-12. Is there a mortgage on this property today? (✓) . . . . .

12

1st mortgage

2nd mortgage

2-13. What is the principal outstanding today? . . . . .

13

14

## 2-14. INTERVIEWER CHECK ITEM (✓)

- If amount is given in item 2-13 . . . . . ☐ Go to Section 3
- Otherwise . . . . . ☐ Go to 2-15

2-15. What is the contractual term of your present mortgage? (✓)

1-3 years

15

3-4 years

1st mortgage

5 years

2nd mortgage

6-9 years

1 Yes

2 No

more than 9 years

3 Yes

4 No

2-16. Is your present mortgage renewable? (✓) . . . . .

16

1 Yes

2 No

2-17. What is your tax on your present mortgage? . . . . .

17

1 Yes

2 No

2-18. What is the present scheduled monthly payment on your present mortgage? . . . . .

18

1 Yes

2 No

2-19. What is the current amortization period of the present mortgage in years? . . . . .

19

1 Yes

2 No

2-20. What is the current interest rate on the mortgage? . . . . .

20

1 Yes

2 No

2-21. How often are mortgage payments made? (✓)

monthly

21

1 Yes

2 No

other, please specify in remarks below . . . . .

2-22. What is the amount of the regular payment? . . . . .

22

1 Yes

2 No

(Include only principal and interest.) . . . . .

2-23. What is the amount of any extra payment(s) made on principal since you took out the present mortgage? . . . . .

23

1 Yes

2 No

Item No.

2-24. REMARKS



## SECTION 3. PERSONAL ASSETS

2 0 3

In addition, Statistics Canada would also like to obtain details on other types of assets held by Canadians. Where assets are held jointly with other persons, state your own share only. If assets relate partly to business and partly to personal use, include the full amounts here if you consider them to be primarily of a personal nature. Where such assets relate primarily to business, please include their value in Section 5 below.

Page/Line Number				
What is the value of assets you now own?				
CHARTERED BANK DEPOSITS:				
3- 1. Current and personal chequing accounts	01	01	01	01
3- 2. Savings accounts and certificates	02	02	02	02
OTHER DEPOSITS AND SAVINGS CERTIFICATES:				
3- 3. Credit unions and caisses populaires	03	03	03	03
3- 4. Trust companies	04	04	04	04
3- 5. Other, please specify in remarks below	05	05	05	05
3- 6. CASH ON HAND	06	06	06	06
BONDS AND STOCKS: Report bonds and debentures at face value, stocks at market value.				
Canada Savings Bonds:				
3- 7. 1976 issue being paid for (face value contracted for)	07	07	07	07
3- 8. Fully paid— purchased in 1974 and after	08	08	08	08
3- 9. — purchased before 1974	09	09	09	09
3-10. — total (only if no answer in previous two.)	10	10	10	10
3-11. Face value of matured uncashed coupons (If no matured uncashed coupons, enter '0')	11	11	11	11
3-12. INTERVIEWER CHECK ITEM (✓)				
• If amount given in item 3-11	<input type="checkbox"/> Go to 3-16	<input type="checkbox"/> Go to 3-16	<input type="checkbox"/> Go to 3-16	<input type="checkbox"/> Go to 3-16
• Otherwise	<input type="checkbox"/> Go to 3-13	<input type="checkbox"/> Go to 3-13	<input type="checkbox"/> Go to 3-13	<input type="checkbox"/> Go to 3-13
Matured coupons cashed from bonds				
3-13. — issued in 1974 and after (✓)	13	13	13	13
1 <input type="checkbox"/> None 2 <input type="checkbox"/> Some 3 <input type="checkbox"/> All				
3-14. — issued before 1974 (✓)	14	14	14	14
1 <input type="checkbox"/> None 2 <input type="checkbox"/> Some 3 <input type="checkbox"/> All				
3-15. — if not sure of issue dates, indicate in general (✓)	15	15	15	15
1 <input type="checkbox"/> None 2 <input type="checkbox"/> Some 3 <input type="checkbox"/> All				
3-16. Other Government of Canada bonds	16	16	16	16
3-17. All other bonds	17	17	17	17
3-18. Publicly traded stocks and mutual fund shares	18	18	18	18
3-19. Shares in investment clubs, etc.	19	19	19	19
3-20. MORTGAGES	20	20	20	20
3-21. OTHER LOANS TO PERSONS AND BUSINESSES	21	21	21	21
REGISTERED SAVINGS PLANS: Amount held (include total principal and accrued interest)				
3-22. Registered Home Ownership Savings Plan	22	22	22	22
3-23. Registered Retirement Savings Plan	23	23	23	23
If none of the above assets to report, please check (✓) →				
<input type="checkbox"/>				

## 3-24. REMARKS

Pg./Ln.	Item No.

## SECTION 3. PERSONAL ASSETS - concluded

2 0 3

Part Time Name

PENSION PLANS: Do not include CPP/OPP or pension plans from which you are already receiving benefits. Please explain unusual situations in remarks below.

3-25. Are you covered by a pension plan connected with your present or past work? (✓) . . . . .

3-26. Did you pay any pension plan premiums in 1976? (✓) . . . . .

3-27. Premiums paid in 1976 . . . . .

LIFE INSURANCE, ALL POLICIES EXCEPT GROUP AND TERM: Include only policies with loan or cash value; i.e., those with savings feature.

3-28. Do you have any life insurance policies as described above? (✓) . . . . .

3-29. Face value . . . . .

3-30. Current cash surrender or loan value . . . . .

3-31. Premiums paid in 1976 . . . . .

3-32. OTHER FINANCIAL ASSETS, please specify in remarks below . . . . .

REAL ESTATE:

3-33. Vacation home market value . . . . .

3-34. - mortgage debt outstanding . . . . .

3-35. Other real estate market value . . . . .

3-36. - mortgage debt outstanding . . . . .

PASSENGER CARS:

3-37. Do you own a passenger car? (✓) . . . . .

3-38. Estimated market value . . . . .

3-39. Model year . . . . .

3-40. Model . . . . .

CAR 1

Office use only

3-41. Estimated market value . . . . .

3-42. Model year . . . . .

3-43. Model . . . . .

CAR 2

Office use only

3-44. MISCELLANEOUS ASSETS, please specify in remarks below . . . . .

If none of the above assets to report, please check (✓) . . . . .

3-45. REMARKS . . . . .

Pg./Ln.

Item No.



Page/Line Number				
What do you owe on the following at present?				
CHARGE ACCOUNTS AND INSTALMENT DEBT:				
4- 1. Credit cards issued by banks	01	01	01	01
4- 2. Other universal credit cards issued by institutions other than banks	02	02	02	02
4- 3. Charge accounts and instalment debt	03	03	03	03
LOANS FROM CHARTERED BANKS:				
4- 4. Secured by stocks and bonds	04	04	04	04
4- 5. Secured by household goods	05	05	05	05
4- 6. Student loans	06	06	06	06
4- 7. Other bank loans	07	07	07	07
LOANS FROM OTHER INSTITUTIONS:				
4- 8. Sales finance and consumer loan companies	08	08	08	08
4- 9. Credit unions and caisses populaires	09	09	09	09
4-10. Other institutional loans, please specify in remarks below	10	10	10	10
4-11. OTHER DEBTS AND LOANS, please specify in remarks below	11	11	11	11
If no debts to report, please check (✓) →	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
T.D.	12	12	12	12
D.C.	13	13	13	13
	14	14	14	14

Pg.	Ln.	Item No.
-----	-----	----------




# SECTION 5. PROFESSIONAL AND BUSINESS INTERESTS

2 0 5

This section relates to your professional practice or business only if it takes the form of a sole proprietorship, a partnership or a private corporation, including farming, fishing and other self-employment activities. Assets should be recorded net of accumulated depreciation allowance and together with liabilities, should be recorded as at the end of the last fiscal year.

P		L		N		E	
		1 <input type="checkbox"/> Yes Go to 5-2		1 <input type="checkbox"/> Yes Go to 5-2		1 <input type="checkbox"/> Yes Go to 5-2	
		2 <input type="checkbox"/> No End		2 <input type="checkbox"/> No End		2 <input type="checkbox"/> No End	
5- 1. Are you at present engaged in a business or profession as defined above? (✓)		01		01		01	
5- 2. Type of activity							
Office use only		02		02		02	
ACTIVITY - 1	5- 3. Legal status (✓)	1 <input type="checkbox"/> Sole propr.		1 <input type="checkbox"/> Sole propr.		1 <input type="checkbox"/> Sole propr.	
	Partnership	2 <input type="checkbox"/>		2 <input type="checkbox"/>		2 <input type="checkbox"/>	
	Private corp.	03 3 <input type="checkbox"/>		03 3 <input type="checkbox"/>		03 3 <input type="checkbox"/>	
5- 4. What is the value of your equity in this business?		04		04		04	
5- INTERVIEWER CHECK ITEM (✓)							
• If amount is given in item 5-4		<input type="checkbox"/> Go to 5-10		<input type="checkbox"/> Go to 5-10		<input type="checkbox"/> Go to 5-10	
• Otherwise		<input type="checkbox"/> Go to 5-6		<input type="checkbox"/> Go to 5-6		<input type="checkbox"/> Go to 5-6	
5- 6. Assets - market value		06		06		06	
Book value		07		07		07	
5- 8. Liabilities - book value		08		08		08	
5- 9. Share of business owned		09		09		09	
5-10. Type of activity							
Office use only		10		10		10	
ACTIVITY - 2	5-11. Legal status (✓)	1 <input type="checkbox"/> Sole propr.		1 <input type="checkbox"/> Sole propr.		1 <input type="checkbox"/> Sole propr.	
	Partnership	2 <input type="checkbox"/>		2 <input type="checkbox"/>		2 <input type="checkbox"/>	
	Private corp.	11 3 <input type="checkbox"/>		11 3 <input type="checkbox"/>		11 3 <input type="checkbox"/>	
5-12. What is the value of your equity in this business?		12		12		12	
5-13. INTERVIEWER CHECK ITEM (✓)							
• If amount is given in item 5-12		<input type="checkbox"/> End		<input type="checkbox"/> End		<input type="checkbox"/> End	
• Otherwise		<input type="checkbox"/> Go to 5-14		<input type="checkbox"/> Go to 5-14		<input type="checkbox"/> Go to 5-14	
5- 14. Assets - market value		14		14		14	
Book value		15		15		15	
5-16. Liabilities - book value		16		16		16	
5-17. Share of business owned		17		17		17	
Office use only		18		18		18	

5-18. REMARKS



10 EST-CE QUE ... A FAIT UN TRAVAIL QUELCONQUE LA SEMAINE DERNIÈRE (sans compter les travaux autour de la maison)?

Oui ☐ Non ☐ Passer à 30

Incapacité permanente ☐ Passer à 50

11 ... AVAIT-IL(ELLE) PLUS D'UN EMPLOI LA SEMAINE DERNIÈRE? Oui ☐ Non ☐ Passer à 13

12 ÉTAIT-CE DÙ À UN CHANGEMENT D'EMPLOYEUR LA SEMAINE DERNIÈRE? Oui ☐ Non ☐

13 COMBIEN D'HEURES PAR SEMAINE ... TRAVAILLE-T-IL(ELLE) HABITUELLEMENT:

À SON EMPLOI (principal)?  Si le total est 30 ou plus, passer à 15

à d'autres emplois?

14 POURQUOI ... TRAVAILLE-T-IL(ELLE) HABITUELLEMENT MOINS DE 30 HEURES PAR SEMAINE?  Inscrivez le code

15 LA SEMAINE DERNIÈRE, COMBIEN D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ... A-T-IL(ELLE) TRAVAILLÉES? (Compter les heures rémunérées ou non, à tous les emplois)  Pour "aucune", inscrire 00

16 LA SEMAINE DERNIÈRE, COMBIEN D'HEURES ... A-T-IL(ELLE) ÉTÉ ABSENT(E) DU TRAVAIL POUR UNE RAISON QUELCONQUE (MALADIE, VACANCES, MISE À PIED)? (Tous les emplois)  Pour "aucune", inscrire 00 et passer à 18

17 QUELLE ÉTAIT LA RAISON PRINCIPALE DE CETTE ABSENCE?  Inscrivez le code

18 COMBIEN D'HEURES ... A-T-IL(ELLE) EFFECTIVEMENT TRAVAILLÉES LA SEMAINE DERNIÈRE: À SON EMPLOI (principal)?  à d'autres emplois?

19 AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES, ... S'EST-IL(ELLE) CHERCHÉ UN AUTRE EMPLOI? Oui ☐ Non ☐ Passer à 71

20 QU'A FAIT ... AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES POUR SE TROUVER UN AUTRE EMPLOI?  Inscrivez le(s) code(s) et passer à 71

30 LA SEMAINE DERNIÈRE ... AVAIT-IL(ELLE) UN EMPLOI AUQUEL IL(ELLE) N'A PAS TRAVAILLÉ? Oui ☐ Non ☐ Passer à 31

31 LA SEMAINE DERNIÈRE ... AVAIT-IL(ELLE) UN EMPLOI DEVANT COMMENCER À UNE DATE FUTURE DÉTERMINÉE? Oui ☐ Non ☐ Passer à 50

32 À PARTIR DE LA FIN DE SEMAINE DERNIÈRE, DANS COMBIEN DE SEMAINES ... DOIT IL(ELLE) COMMENCER À TRAVAILLER À SON NOUVEAU EMPLOI?  Passer à 50

33 POURQUOI ... S'EST-IL(ELLE) ABSENT(E) DU TRAVAIL LA SEMAINE DERNIÈRE?  Inscrivez le code

34 ... AVAIT-IL(ELLE) PLUS D'UN EMPLOI LA SEMAINE DERNIÈRE? Oui ☐ Non ☐

35 COMBIEN D'HEURES PAR SEMAINE ... TRAVAILLE-T-IL(ELLE) HABITUELLEMENT:

À SON EMPLOI (principal)?  Si le total est 30 ou plus, passer à 37

à d'autres emplois?

36 POURQUOI ... TRAVAILLE-T-IL(ELLE) HABITUELLEMENT MOINS DE 30 HEURES PAR SEMAINE?  Inscrivez le code

37 JUSQU'À LA FIN DE LA SEMAINE DERNIÈRE, PENDANT COMBIEN DE SEMAINES CONSECUTIVES ... AVAIT-IL(ELLE) ÉTÉ ABSENT(E) DU TRAVAIL?

38 ... REÇOIT-IL(ELLE) UNE RÉMUNÉRATION POUR SES ABSENSES DE LA SEMAINE DERNIÈRE? Oui ☐ Non ☐

39 À L'INTERVIEWER

• Pour code 5 (mise à pied) à 33 ; passer à 56

• Autrement ; passer à 40

40 AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES ... S'EST-IL(ELLE) CHERCHÉ UN AUTRE EMPLOI? Oui ☐ Non ☐ Passer à 71

41 QU'A FAIT ... AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES POUR SE TROUVER UN AUTRE EMPLOI?  Inscrivez le(s) code(s) et passer à 71

DESCRIPTION DE L'EMPLOI OU DE L'ENTREPRISE (activité principale)

70 À L'INTERVIEWER

• Si "Non" (jamais travaillé) à 50 ; passer à 80

• S'il(elle) a travaillé pour la dernière fois avant ... à 51 ; passer à 80

• Autrement ; passer aux postes 72 à 76 et assurer vous que les détails sont exacts et complets.

71 A-T-IL(ELLE) CHANGÉ D'EMPLOYEUR DEPUIS LE MOIS DERNIER? Oui ☐ Inscrivez les nouveaux détails pour 72 à 76 Non ☐ Assurez vous que les détails de 72 à 76 sont exacts et complets.

72 POUR QUI ... TRAVAILLAIT-IL(ELLE)? (Nom de l'entreprise, de l'organisme gouvernemental ou de la personne).

73 QUAND ... A-T-IL(ELLE) COMMENCÉ À TRAVAILLER POUR CET EMPLOYEUR?

Aucun changement ☐ Si le mois est inconnu, mettez "à Mo" ☐

74 DE QUEL GENRE D'ENTREPRISE, D'INDUSTRIE OU DE SERVICE S'AGISSAIT-IL? (Donnez une description complète, par ex., fabrication de boîtes en carton, magasin de chaussures au détail, gouvernement municipal)

75 QUEL GENRE DE TRAVAIL ... FAISAIT-IL(ELLE)? (Donnez une description complète, par ex., tient les comptes à jour, vend des chaussures, enseigne dans une école primaire)

76 Statut (de travailleur)

Emploi principal ☐ Aucun changement ☐ Inscrivez le code

Autre emploi ☐ Aucun changement ☐ Inscrivez le code

77

50 ... A-T-IL(ELLE) DÉJÀ TRAVAILLÉ? Oui ☐ Non ☐ Passer à 55

51 QUAND ... A-T-IL(ELLE) TRAVAILLÉ POUR LA DERNIÈRE FOIS À UN EMPLOI OU À UNE ENTREPRISE?  Inscrivez le code

52 À L'INTERVIEWER

• S'il(elle) a travaillé pour la dernière fois avant ... à 55

• Autrement ; passer à 53

53 ENVIRON COMBIEN D'HEURES PAR SEMAINE TRAVAILLAIT-IL(ELLE) À CET EMPLOI?  Plein temps ☐ Temps partiel ☐

54 QUELLE EST LA RAISON PRINCIPALE POUR LAQUELLE ... A LAISSÉ CET EMPLOI?  Inscrivez le code

55 À L'INTERVIEWER

• Pour "Incapacité permanente" à 10 ; passer à 80

• Autrement ; passer à 56

56 AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS ... S'EST-IL(ELLE) CHERCHÉ DU TRAVAIL? Oui ☐ Non ☐ Passer à 70

57 AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES OÙ A FAIT ... POUR SE TROUVER DU TRAVAIL? Notez toute méthode indiquée

Rien ☐ Passer à 63

• AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES ... A-T-IL(ELLE) FAIT AUTRE CHOSE POUR SE TROUVER DU TRAVAIL? Notez toute autre méthode indiquée

• QUAND ... LA DERNIÈRE FOIS? (Répéter la méthode)

S'est-il(elle) adressé(e) :

à un bureau de placement PUBLIC ☐

à un bureau de placement PRIVÉ ☐

à un SYNDICAT ... ☐

directement à des EMPLOYEURS ☐

à des AMIS ou des parents ☐

A-t-il(elle) inséré une ANNONCE ou répondu à une ANNONCE ☐

A-t-il(elle) CONSULTÉ les ANNONCES ☐

AUTRE Précisez dans les NOTES

58 QUE FAISAIT ... IMMÉDIATEMENT AVANT DE COMMENCER À SE CHERCHER DU TRAVAIL, PAR EX., TRAVAILLAIT, GARDAIT LA MAISON, TRAVAILLAIT À L'ÉCOLE, OU AUTRE CHOSE?  Inscrivez le code

59 JUSQU'À LA FIN DE LA SEMAINE DERNIÈRE, PENDANT COMBIEN DE SEMAINES ... AVAIT-IL(ELLE) CHERCHÉ DU TRAVAIL, SANS COMPTER LES SEMAINES OÙ IL(ELLE) TRAVAILLAIT ÉGALEMENT?

60 ... CHERCHÉ-T-IL(ELLE) UN EMPLOI DE MOINS DE 6 MOIS OU DE PLUS DE 6 MOIS? Moins de 6 mois (incl. 6 mois) ☐ Plus de 6 mois ☐

61 ENVIRON COMBIEN D'HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE SE CHERCHÉ-T-IL(ELLE)?  Plein temps ☐ Temps partiel ☐

62 À L'INTERVIEWER

• Si, au poste 57, il y a eu moins une méthode qui possède 1 semaine depuis la dernière fois ; passer à 64

• Autrement ; passer à 63

63 Y A-T-IL UNE RAISON POUR LAQUELLE ... N'A PAS CHERCHÉ DE TRAVAIL LA SEMAINE DERNIÈRE?  Inscrivez le code

64 Y A-T-IL UNE RAISON QUI AURAIT EMPÊCHÉ ... DE PRENDRE UN EMPLOI LA SEMAINE DERNIÈRE?  Inscrivez le code et passer à 70

ACTIVITÉ SCOLAIRE

80 LA SEMAINE DERNIÈRE, ... FRÉQUENTAIT-IL(ELLE) UNE ÉCOLE, UN COLLÈGE OU UNE UNIVERSITÉ? Oui ☐ Non ☐ Passer à 81

81 ... ÉTAIT-IL(ELLE) INSCRIT(E) COMME ÉTUDIANT(I) À PLEIN TEMPS OU À TEMPS PARTIEL? Plein temps ☐ Temps partiel ☐

82 DE QUEL GENRE D'ÉCOLE S'AGIT-IL?  Inscrivez le code

SOURCE DE RENSEIGNEMENTS

90 N° de page ligne du DM de la personne qui a fourni les renseignements ci-dessus

La dernière interview  Cette interview

91 Ces renseignements ont-ils été obtenus par téléphone? Oui ☐ Non ☐





Statistics Canada Statistique Canada

# ENQUÊTE SUR LES FINANCES DES CONSOMMATEURS

## QUESTIONNAIRE SUR LE REVENU, L'AVOIR ET LA DETTE, 1976

Remplir une colonne par personne âgée de 15 ans et plus

Déclaration exigée en vertu de la Loi sur la statistique, chapitre 15,  
Statuts du Canada de 1970-71-72.

Cette loi interdit la divulgation par Statistique Canada de tout  
détail pouvant être rattaché à une personne en particulier.

CF 06

U. P. É.	Groupe	Grappe	N° de renouv.	N° de liste	Mult.	U. Fam.
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
SECTION 1. REVENU PERSONNEL						
2 0 1						
N° de page/ligne						
<p>Au cours de la période de douze mois se terminant le 31 décembre 1976, quel a été votre revenu des sources suivantes?</p>						
1- 1. SALAIRES et TRAITEMENTS, avant déductions	01	01	01	01		
1- 2. SOLDE et INDEMNITÉS MILITAIRES	02	02	02	02		
1- 3. Revenu NET d'un EMPLOI AUTONOME NON AGRICOLE	03	03	03	03		
1- 4. Revenu NET d'un EMPLOI AUTONOME AGRICOLE	04	04	04	04		
1- 5. Revenu brut provenant de CHAMBREURS et de PENSIONNAIRES	05	05	05	05		
1- 6. INTÉRÊT d'obligations, de dépôts et de certificats d'épargne	06	06	06	06		
1- 7. DIVIDENDES, montant effectivement reçu (non pas le montant imposable)	07	07	07	07		
1- 8. AUTRE REVENU DE PLACEMENTS (loyer net de propriétés foncières, etc.)	08	08	08	08		
1- 9. ALLOCATIONS FAMILIALES	09	09	09	09		
1- 10. PENSION DE SÉCURITÉ DE LA VIEillesse et SUPPLÉMENT DE REVENU GARANTI du gouvernement fédéral seulement; les suppléments de revenu provinciaux doivent figurer à 1-13	10	10	10	10		
1- 11. RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA ou RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC	11	11	11	11		
1- 12. PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE, total des prestations avant déductions d'impôt	12	12	12	12		
1- 13. ASSISTANCE SOCIALE et SUPPLÉMENTS DE REVENU PROVINCIAUX	13	13	13	13		
1- 14. AUTRE REVENU provenant du GOUVERNEMENT, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous. Les crédits d'impôt des provinces doivent figurer à 1-20	14	14	14	14		
1- 15. PENSIONS DE RETRAITE et RENTES	15	15	15	15		
1- 16. AUTRE REVENU EN ESPÈCES, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous	16	16	16	16		
1- 17. REVENU TOTAL, somme des montants inscrits de 1-1 à 1-16	17	17	17	17		
Si aucun revenu en 1976, veuillez cocher (✓)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1- 18. Partie imposable des GAINS EN CAPITAL ou des pertes en capital admissibles	18	18	18	18		
Si aucun gain en capital imposable ou aucune perte admissible, veuillez cocher (✓)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1- 19. MONTANT DE L'IMPÔT (fédéral et provincial) total à payer sur le revenu et les gains en capital de 1976	19	19	19	19		
Si aucun impôt à payer sur le revenu de 1976, veuillez cocher (✓)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
1- 20. CRÉDIT D'IMPÔT PROVINCIAL, applicable seulement aux résidents de l'ONTARIO, du MANITOBA, de l'ALBERTA et de la COLOMBIE-BRITANNIQUE	20	20	20	20		
Si aucun crédit d'impôt provincial, veuillez cocher (✓)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
21	21	21	21	21		
22	22	22	22	22		
23	23	23	23	23		

Réservé au bureau

## 1- 21. REMARQUES

Page/Ligne	N° de Poste
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>

## SECTION 2. LOGEMENT

2 0 8

## 2- 1. À L'INTERVIEWER (✓)

Formule 03

- Si 'OUT' au poste 42 . . . . . ☐ Passez à 2-2  
 • Autrement . . . . . ☐ Passez à la section 3

## 2- 2. À L'INTERVIEWER (✓)

Formule 03

- Si le code au poste 8 est 0, 3 ou 5 . . . . . ☐ Passez à 2-3  
 • Autrement . . . . . ☐ Passez à 2-5

2- 3. Combien de logements y a-t-il dans l'immeuble?

03

- 1 ☐ Oui  
 2 ☐ Non

2- 4. Ce logement est-il une copropriété (condominium)?

04

2- 5. Quelle part de la propriété appartient à votre famille? %

05

- 1 ☐ Oui Passez à 2-7  
 2 ☐ Non Passez à 2-9

2- 6. Une partie de cette propriété sert-elle à d'autres fins que celle de vous loger? (✓)

06

2- 7. Une partie de cette propriété est: (✓)

louée

utilisée à des fins commerciales

autre, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous.

07

- 1 ☐  
 2 ☐  
 3 ☐

2- 8. Quel pourcentage de cette propriété votre ménage occupe-t-il pour se loger? %

08

2- 9. En quelle année avez-vous acquis cette propriété?

09

2-10. Quel était le prix à l'achat? \$

10

2-11. Quelle est la valeur marchande actuelle? \$

11

- 1 ☐ Oui Passez à 2-13  
 2 ☐ Non Passez à la section 3

2-12. Y a-t-il une hypothèque actuellement sur cette propriété? (✓)

12

Première hypothèque Deuxième hypothèque

2-13. Quel est le principal à payer actuellement? \$

13

33

## 2-14. À L'INTERVIEWER (✓)

- Si un montant a été déclaré au poste 2-13 . . . . . ☐ Passez à la section 3  
 • Autrement . . . . . ☐ Passez à 2-15

2-15. Quelle est la période d'exécution de votre hypothèque actuelle? (✓)

1- 2 ans

3- 4 ans

5 ans

plus de 5 ans

Première hypothèque

Deuxième hypothèque

- 1 ☐  
 2 ☐  
 3 ☐  
 4 ☐

- 1 ☐  
 2 ☐  
 3 ☐  
 4 ☐

15

35

16

36

17

37

18

38

19

39

20

40

21

41

22

42

23

43

2-16. Votre hypothèque actuelle est-elle renégociable? (✓)

16

17

37

18

38

19

39

20

40

21

41

22

42

23

43

2-17. Quand avez-vous pris l'hypothèque actuelle?

17

18

38

19

39

20

40

21

41

22

42

23

43

2-18. Quel est le principal à payer lorsque vous avez pris l'hypothèque actuelle? \$

18

19

39

20

40

21

41

22

42

23

43

2-19. Quelle est la période prévue d'amortissement de l'hypothèque actuelle en années?

19

20

40

21

41

22

42

23

43

2-20. Quel est le taux d'intérêt actuel sur l'hypothèque? % par

20

21

41

22

42

23

43

2-21. Quelle est la périodicité des versements hypothécaires? (✓)

mensuelle

autre, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous.

21

22

42

23

43

2-22. Quel est le montant du versement habituel? (principal et intérêt seulement) \$

22

23

43

2-23. Quel est le montant du total des versements habituels sur l'hypothèque actuelle? \$

23

24

44

N° de Poste

## 2-24. REMARQUES

## SECTION 3. AVOIR PERSONNEL

2 0 3

De plus, Statistique Canada désire obtenir des données sur d'autres genres d'avoirs des Canadiens. Dans le cas d'avoirs détenus conjointement avec d'autres personnes, n'indiquez que votre part. Si les avoirs servent à la fois à des fins commerciales et à des fins personnelles, indiquez les montants totaux dans la présente section si vous considérez que ces avoirs sont surtout de nature personnelle et dans la section 5, si, au contraire, ils concernent surtout vos activités commerciales.

N° de page/ligne				
Quelle est la valeur de vos avoirs en ce moment?				
DÉPÔTS DANS DES BANQUES À CHARTE:				
3- 1. Comptes courants et comptes de chèques personnels	01	01	01	01
3- 2. Comptes et certificats d'épargne	02	02	02	02
AUTRES DÉPÔTS ET CERTIFICATS D'ÉPARGNE:				
3- 3. Caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit	03	03	03	03
3- 4. Sociétés de fiducie	04	04	04	04
3- 5. Autres, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous	05	05	05	05
3- 6. ARGENT LIQUIDE	06	06	06	06
OBLIGATIONS ET ACTIONS: Les obligations doivent être indiquées à leur valeur nominale, les actions à leur valeur marchande.				
Obligations d'épargne du Canada:				
3- 7. Obligations de 1976 partiellement payées (valeur nominale contractée)	07	07	07	07
3- 8. Entièrement payées	08	08	08	08
- achetées en 1974 ou par la suite	09	09	09	09
3- 9.     achetées avant 1974	10	10	10	10
3-10.     - total (seulement si vous n'avez pas répondu aux deux questions précédentes)	11	11	11	11
3-11. Valeur nominale des coupons échus non encaissés (S'il n'y a aucun coupon échu non encaissé, inscrivez 'O')	11	11	11	11
3-12. À L'INTERVIEWER (✓)				
• Si un montant a été déclaré au poste 3-11	<input type="checkbox"/> Passez à 3-16	<input type="checkbox"/> Passez à 3-16	<input type="checkbox"/> Passez à 3-16	<input type="checkbox"/> Passez à 3-16
• Autrement	<input type="checkbox"/> Passez à 3-13	<input type="checkbox"/> Passez à 3-13	<input type="checkbox"/> Passez à 3-13	<input type="checkbox"/> Passez à 3-13
Coupons échus encaissés				
3-13.     - en 1974 ou par la suite (✓)	13	13	13	13
<div> <div>1 <input type="checkbox"/> Aucun</div> <div>2 <input type="checkbox"/> Certains</div> <div>3 <input type="checkbox"/> Tous</div> </div>				
3-14.     - avant 1974 (✓)	14	14	14	14
<div> <div>1 <input type="checkbox"/> Aucun</div> <div>2 <input type="checkbox"/> Certains</div> <div>3 <input type="checkbox"/> Tous</div> </div>				
3-15.     - si vous n'êtes pas certain de la date d'échéance, indiquez de façon générale (✓)	15	15	15	15
<div> <div>1 <input type="checkbox"/> Aucun</div> <div>2 <input type="checkbox"/> Certains</div> <div>3 <input type="checkbox"/> Tous</div> </div>				
3-16. Autres obligations du gouvernement du Canada	16	16	16	16
3-17. Toutes autres obligations	17	17	17	17
3-18. Actions négociables sur le marché et fonds mutuels	18	18	18	18
3-19. Participations dans des associations de placement, etc.	19	19	19	19
3-20. HYPOTHÈQUES	20	20	20	20
3-21. AUTRES PRÊTS À DES PERSONNES ET À DES ENTREPRISES	21	21	21	21
RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE: Montant en caisse (la somme du capital et des intérêts accumulés) au titre d'un:				
3-22. Régime enregistré d'épargne-logement	22	22	22	22
3-23. Régime enregistré d'épargne-retraite	23	23	23	23
S'il n'y a aucun des avoirs ci-dessus à déclarer veuillez cocher (✓) →				
<div> <div><input type="checkbox"/></div> <div><input type="checkbox"/></div> <div><input type="checkbox"/></div> <div><input type="checkbox"/></div> </div>				

## 3-24. REMARQUES

Page/Ligne	N° de Poste



## SECTION 3. AVOIR PERSONNEL

3 4 5 6

RÉGIMES DE PENSIONS: Ne pas tenir compte du R.P.C., du R.R.Q. ni d'un régime qui vous sert déjà des prestations. Veuillez décrire les situations inhabituelles dans les remarques ci-dessous.

1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-26	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-26	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-26	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-26
2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28
25	25	25	25
1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-27	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-27	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-27	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-27
2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-28
26	26	26	26
27	27	27	27

3-25. Êtes-vous assujéti à un régime de pensions se rattachant à votre emploi actuel ou à un emploi antérieur? (✓) . . . . .

3-26. Avez-vous payé des cotisations à un régime de pensions en 1976? (✓) . . . . .

POLICES D'ASSURANCE-VIE, A L'EXCEPTION DES POLICES D'ASSURANCE DE GROUPE ET TEMPORAIRE: N'indiquez que les polices ayant une valeur de rachat ou une garantie d'avance, c.-à-d., celles qui constituent une forme d'épargne.

1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-29	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-29	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-29	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 3-29
2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-32	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-32	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-32	2 <input type="checkbox"/> Non Passez à 3-32
28	28	28	28

3-28. Détenez-vous des polices d'assurance de ce genre? (✓) . . . . .

3-29. Valeur nominale . . . . .

3-30. Valeur actuelle de rachat ou d'avance . . . . .

3-31. Primes versées en 1976 . . . . .

3-32. AUTRES AVOIRS FINANCIERS, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous . . . . .

## BIENS IMMEUBLES:

Maison de villégiature

3-33. - valeur marchande . . . . .

3-34. - dette hypothécaire à payer . . . . .

Autres biens immeubles

3-35. - valeur marchande . . . . .

3-36. - dette hypothécaire à payer . . . . .

## VOITURES DE TOURISME:

3-37. Possédez-vous une voiture de tourisme? (✓) . . . . .

3-38. Valeur marchande estimative . . . . .

3-39. Année (modèle) . . . . .

3-40. Modèle . . . . .

Réservé au bureau

3-41. Valeur marchande estimative . . . . .

3-42. Année (modèle) . . . . .

3-43. Modèle . . . . .

Réservé au bureau

3-44. AVOIRS DIVERS, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous . . . . .

S'il n'y a aucun des avoirs ci-dessus à déclarer, veuillez cocher (✓) →

I.A.

Réservé au bureau

A.C.

## 3-45. REMARQUES

Page/Ligne

Nº de Poste

2	0	4
---	---	---

N° de page/ligne				
Quelles sont, d'après la liste suivante, vos dettes à l'heure actuelle?				
COMPTES DE CRÉDIT ET FINANCEMENT À TEMPÉRÉMENT:				
4- 1. Cartes de crédit émises par les banques	01	01	01	01
4- 2. Autres cartes de crédit universelles émises par des institutions autres que les banques	02	02	02	02
4- 3. Comptes de crédit et financement à tempérament	03	03	03	03
PRÊTS ACCORDÉS PAR DES BANQUES À CHARTE:				
4- 4. Garantis par des actions et des obligations	04	04	04	04
4- 5. Gagés par des biens mobiliers	05	05	05	05
4- 6. Prêts aux étudiants	06	06	06	06
4- 7. Autres prêts de banques	07	07	07	07
PRÊTS D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS:				
4- 8. Sociétés de financement ou de crédit à la consommation	08	08	08	08
4- 9. Caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit	09	09	09	09
4-10. Autres prêts consentis par des établissements, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous	10	10	10	10
4-11. AUTRES DETTES ET EMPRUNTS, veuillez préciser dans les remarques ci-dessous	11	11	11	11
S'il n'y a aucune dette à déclarer, veuillez cocher (✓) →	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
T.D.	12	12	12	12
D.C.	13	13	13	13
	14	14	14	14

## Page/Ligne      N° de Poste

--	--	--	--

— 100 —

--	--

--	--

## SECTION 5. EXERCICE D'UNE PROFESSION LIBÉRALE OU PARTICIPATION DANS UNE AFFAIRE

Cette section ne concerne vos activités professionnelles ou commerciales que si vous êtes propriétaire unique d'une entreprise, ou associé, ou membre d'une société privée. Les agriculteurs, les pêcheurs et les autres personnes travaillant à leur propre compte entrent dans cette catégorie. Vous indiquez la valeur nette de l'actif, après amortissement, et comme pour le passif, à la fin du dernier exercice financier.

N° de page/ligne					
		1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 5-2	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 5-2	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 5-2	1 <input type="checkbox"/> Oui Passez à 5-2
		2 <input type="checkbox"/> Non Fin	2 <input type="checkbox"/> Non Fin	2 <input type="checkbox"/> Non Fin	2 <input type="checkbox"/> Non Fin
		01	01	01	01
5- 1. Exercez-vous, à l'heure actuelle, une activité qui correspond à la définition donnée ci-dessus? (✓)					
5- 2. Genre d'activité					
Réservé au bureau		02	02	02	02
1 <sup>re</sup> ACTIVITÉ	5- 3. Forme juridique (✓)				
	Propriétaire unique	1 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>
	Association (partnership)	2 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>
	Société privée	03 3 <input type="checkbox"/>	03 3 <input type="checkbox"/>	03 3 <input type="checkbox"/>	03 3 <input type="checkbox"/>
5- 4. À combien s'élève votre avoir social dans cette entreprise?		04	04	04	04
5- 5. À L'INTERVIEWER (✓)					
● Si un montant a été déclaré au poste 5-4		<input type="checkbox"/> Passez à 5-10	<input type="checkbox"/> Passez à 5-10	<input type="checkbox"/> Passez à 5-10	<input type="checkbox"/> Passez à 5-10
● Autrement		<input type="checkbox"/> Passez à 5-6	<input type="checkbox"/> Passez à 5-6	<input type="checkbox"/> Passez à 5-6	<input type="checkbox"/> Passez à 5-6
5- 6. Actif – valeur marchande		06	06	06	06
5- 7. valeur comptable		07	07	07	07
5- 8. Passif – valeur comptable		08	08	08	08
5- 9. Part de l'affaire que vous possédez actuellement		09	09	09	09
5- 10. Genre d'activité					
Réservé au bureau		10	10	10	10
2 <sup>e</sup> ACTIVITÉ	5- 11. Forme juridique (✓)				
	Propriétaire unique	1 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/>
	Association (partnership)	2 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>
	Société privée	11 3 <input type="checkbox"/>	11 3 <input type="checkbox"/>	11 3 <input type="checkbox"/>	11 3 <input type="checkbox"/>
5- 12. À combien s'élève votre avoir social dans cette entreprise?		12	12	12	12
5- 13. À L'INTERVIEWER (✓)					
● Si un montant a été déclaré au poste 5-12		<input type="checkbox"/> Fin	<input type="checkbox"/> Fin	<input type="checkbox"/> Fin	<input type="checkbox"/> Fin
● Autrement		<input type="checkbox"/> Passez à 5-14	<input type="checkbox"/> Passez à 5-14	<input type="checkbox"/> Passez à 5-14	<input type="checkbox"/> Passez à 5-14
5- 14. Actif – valeur marchande		14	14	14	14
5- 15. valeur comptable		15	15	15	15
5- 16. Passif – valeur comptable		16	16	16	16
5- 17. Part de l'affaire que vous possédez actuellement %		17	17	17	17
Réservé au bureau		18	18	18	18

5-18. REMARQUES











